

Informationsblatt

N°130 – 2017

Bulletin d'information de l'Administration communale de Sanem



Commune de Sanem




Inhaltsverzeichnis

3	Procès-verbal des votes du Conseil Communal de Sanem de la séance publique du vendredi, 10 mars 2017
17	Gemeinderatssitzung Sanem vom 10.03.2017 Schulorganisation 2016/2017 gestimmt
28	Procès-verbal des votes du Conseil Communal de Sanem de la séance publique du lundi, 03 avril 2017
39	Gemeinderatssitzung Sanem vom 03.04.2017 Stellungnahme des Gemeinderats zur Umgehungsstraße von Bascharage
48	Procès-verbal des votes du Conseil Communal de Sanem de la séance publique du vendredi, 29 mai 2017
64	Gemeinderatssitzung Sanem vom 29.05.2017 Erneuerung der Kanalisation „Fénkelberg“ in Beles

Impressum

Editeur responsable: Administration Communale de Sanem
B.p. 74 ■ L-4401 Belvaux ■ Tél. (00352) 59 30 75 - 1 ■ Fax (00352) 59 30 75 - 567
e-mail mail@sanem.lu ■ www.sanem.lu

Conception et réalisation: F²CREA
TIONS

Textes et photos: Service des Relations Publiques et de la Culture



Procès-verbal des votes

du Conseil Communal de Sanem
de la séance publique
du vendredi, 10 mars 2017

date de l'annonce publique: 3 mars 2017
date de la convocation des conseillers: 3 mars 2017
début: 08h15
fin: 13h10

Présents:

M. Engel Georges, président,
Mme Arendt Patrizia, Mme Asselborn-Bintz Simone, M. Bronzetti Denis, Mme Cecchetti Myriam, Mme Faber-Huberty Chantal, M. Goelhausen Marco, M. Piscitelli José, Mme Reuter-Bauler Carine, M. Schlessler Jean-Pierre, Mme Speck-Braun Patricia, Mme Tornambé-Duchamp Nadine,
Mme Greven Manon, secrétaire communal (points 2 à 64)
M. Ewen Guy, secrétaire adjoint (point 1)

Absent(s) excusé(s): M. Cornély Alain, M. Lorang Mike, Mme Morgenthaler Nathalie

Premier votant: Arendt Patrizia

Madame Cecchetti Myriam n'a pas pris part au vote des points 21 à 23, 47, 48, 51b à 53, et 55.
Monsieur Piscitelli n'a pas pris part au vote du point 31.
Madame Faber-Huberty Chantal n'a pas pris part au vote des points 43 à 45.
Madame Asselborn-Bintz Simone n'a pas pris part au vote du point 47.
Madame Reuter-Bauler Carine n'a pas pris part au vote du point 54.
Madame Speck-Braun Patricia n'a pas pris part au vote du point 54.

Madame Arendt Patrizia a quitté la séance après le vote du point 57.



Ordre du jour

Le collège des bourgmestre et échevins demande de bien vouloir retirer le point suivant de l'ordre du jour:

50. Approbation du règlement-taxé relatif aux taxes-caution à déposer avant la délivrance de toute autorisation entraînant des travaux au domaine public

Vote unanime

SEANCE A HUIS CLOS

PERSONNEL - ADMINISTRATION

1. Prolongation de stage du secrétaire communal, pour la période du 01.05.2017 au 30.04.2018, soit 12 mois

Prolongation accordée

2. Promotion d'un sieur, inspecteur (grade 11), au poste d'inspecteur principal, grade 12, à partir du 1er mai 2017

Promotion accordée: Monsieur THILL Gérard

3. Promotion hors cadre d'un sieur, inspecteur (grade 11), au poste d'inspecteur principal, grade 12, à partir du 1er mai 2017

Promotion accordée: Monsieur EWEN Guy

4. Nomination définitive du receveur communal sous le statut du fonctionnaire communal à partir du 1er février 2017

Nomination définitive accordée

PERSONNEL - ADMINISTRATION

1. Prolongation de stage du secrétaire communal, pour la période du 01.05.2017 au 30.04.2018, soit 12 mois

Prolongation accordée

2. Promotion d'un sieur, inspecteur (grade 11), au poste d'inspecteur principal, grade 12, à partir du 1er mai 2017

Promotion accordée: Monsieur THILL Gérard

3. Promotion hors cadre d'un sieur, inspecteur (grade 11), au poste d'inspecteur principal, grade 12, à partir du 1er mai 2017

Promotion accordée: Monsieur EWEN Guy

4. Nomination définitive du receveur communal sous le statut du fonctionnaire communal à partir du 1er février 2017

Nomination définitive accordée

PERSONNEL – MAISON RELAIS POUR ENFANTS

5. Démission d'une éducatrice diplômée au service RASE, avec effet au 15 mai 2017

Démission accordée: Madame TOMASSINI Paola

6. Réduction de la tâche hebdomadaire de 35 heures à 30 heures d'une éducatrice diplômée à la Maison Relais SANEM, pour la période du 1er février 2016 au 31 janvier 2017

Réduction de tâche accordée: Madame KREMER Fabienne

7. Réduction de la tâche hebdomadaire de 40 heures à 20 heures d'une éducatrice diplômée à la Maison Relais SANEM, à partir du 1er septembre 2017

Réduction de tâche accordée: Madame RINGS Laura

SEANCE PUBLIQUE

8. Correspondance et Informations
9. Présentation «Klotertuerm»
10. Approbation de rapports des séances du conseil communal du 12 décembre 2016, 16 décembre 2016 et 20 janvier 2017

Vote unanime

PROJETS

11. Travaux de la 3ème phase du réaménagement du parc Tippewee. Devis estimatif détaillé: 160.000,- € (article budgétaire: 4/621/221313/13105)

Vote unanime

12. Acquisition d'un nouveau véhicule multifonctionnel à voie étroite pour l'entretien des terrains synthétiques et service hivernal. Devis estimatif détaillé: 135.000,- € (article budgétaire: 4/621/223210/16018)

Vote unanime

13. Régénération du terrain de football à Ehlerange. Devis estimatif détaillé: 100.000,- € (article budgétaire: 4/821/221200/13100)

Vote unanime

14. Remise en état du parking situé derrière la mairie à Belvaux. Devis estimatif détaillé: 90.000,- € (article budgétaire: 4/623/221313/17001)

Vote unanime

15. Mise en conformité de la piste d'athlétisme. Devis estimatif détaillé: 70.000,- € (article budgétaire: 4/821/221311/17003)

Vote unanime

16. Aménagement des parcelles des futurs jardins Matgesfeld à Belvaux (phase 2). 50.000,- € (article budgétaire: 4/130/211000/99006)

Vote unanime

17. Acquisition d'une camionnette frigorifique pour les besoins de la Maison Relais (Remplacement). Devis estimatif détaillé: 34.000,- € (article budgétaire: 4/242/223210/17006)

Vote unanime

18. Acquisition de l'unité de production d'air comprimé des ateliers du service technique. (Remplacement) Devis estimatif détaillé: 32.000,- € (article budgétaire: 4/627/222200/17030)

Vote unanime

19. Acquisition de mobilier urbain pour les places publiques et chemins piétonniers sur le territoire de la commune. Devis estimatif détaillé: 25.000,- € (article budgétaire: 4/621/223410/99001)

Vote unanime

20. Remplacement de diverses machines de nettoyage et de lavage. Devis estimatif détaillé: 20.000,- € (article budgétaire: 4/910/222200/17038)

Vote unanime

21. Aménagement des columbariums au cimetière de Soleuvre. Devis estimatif détaillé: 18.430,- € (article budgétaire: 4/626/221313/14002)

Vote unanime

22. Acquisition d'une camionnette pour les besoins du CIPA «Résidence op der Waassertrap». Devis estimatif détaillé: 18.369,- € (article budgétaire: 3/734/608122/99013)

Vote unanime

23. Remplacement urgent de la chaudière des vestiaires du FC The Belval. Devis estimatif détaillé: 10.000,- € et crédit (article budgétaire: 4/821/221311/17065)

Vote unanime

24. Acquisition d'un module bureau pour le magasin des services de régie. Devis estimatif détaillé: 10.000,- € (article budgétaire: 4/130/223410/16010)

Vote unanime

25. Acquisition d'une presse papier/carton hydraulique. Devis estimatif détaillé: 9.000,- € (article budgétaire: 4/822/222200/17033)

Vote unanime

26. Acquisition Matériel Informatique (Hardware) pour les besoins du CIPA «Résidence op der Waassertrap». Devis estimatif détaillé: 2.928.71.- € (article budgétaire: 4/734/608122/99013)

Vote unanime

AMENAGEMENT COMMUNAL

27. Approbation d'un projet d'aménagement particulier - nouveau quartier «SQM 02-03_A» portant sur des fonds sis à Belvaux au lieu-dit «Belval Square Mile» pour la construction de 7 lots à usage mixtes (40-48) et des «Sinterbecken» (49)

Vote(s) positif(s): 11	Abstention(s): 1
Asselborn-Bintz Simone, Bronzetti Denis, Cecchetti Myriam, Engel Georges, Faber-Huberty Chantal, Goelhausen Marco, Piscitelli José, Reuter-Bauler Carine, Schlessler Jean-Pierre, Speck-Braun Patricia, Tornambé-Duchamp Nadine	Arendt Patrizia

28. Approbation d'un projet d'aménagement particulier - nouveau quartier «Belval Sud 03-01 (mod1)» portant sur des fonds sis à Belvaux au lieu-dit «Belval Sud» pour la construction de l'Ecole Belval Sud

Vote unanime

29. Approbation d'un projet d'aménagement particulier - nouveau quartier «Belval Nord 04-04» portant sur des fonds sis à Belvaux au lieu-dit «In der Forel / in der Langwies/rue Waassertrap» pour la construction de 6 lots - Lots1 et 2 (à usage mixte) et lots 17; 19; 20 et 21 (à l'usage d'habitation)

Vote unanime

30. Approbation d'un projet d'aménagement particulier - nouveau quartier «Belval Nord - Wëlleschtrausch» portant sur des fonds sis à Belvaux au lieu-dit «Wëlleschtrausch» pour la construction de 15 maisons unifamiliales et 6 résidences à 109 logements au total

Vote(s) positif(s): 11	Abstention(s): 1
Asselborn-Bintz Simone, Bronzetti Denis, Cecchetti Myriam, Engel Georges, Faber-Huberty Chantal, Goelhausen Marco, Piscitelli José, Reuter-Bauler Carine, Schlessler Jean-Pierre, Speck-Braun Patricia, Tornambé-Duchamp Nadine	Arendt Patrizia

31. Approbation d'un projet d'aménagement particulier - nouveau quartier «an der Walerwiss» portant sur des fonds sis à Ehlerange au lieu-dit «an der Walerwiss» pour la construction de 18 maisons unifamiliales, de 2 résidences à 6 unités (12 unités) et d'une résidence à 6 unités avec structure d'accueil pour enfants

Vote unanime

TRANSACTIONS IMMOBILIERES

32. Approbation d'un acte de vente signé entre la dame BALTES Marie-Josée (veuve BERCHEM) et l'Administration Communale de Sanem concernant l'acquisition d'un bâtiment à habitation situé à L-4450 Belvaux, 24, route d'Esch au prix de 699.000,- €

Vote unanime

33. Approbation d'un acte de vente avec la communauté d'époux DOS SANTOS MADUREIRA - VAZ LOURENÇO concernant un terrain sis à Belvaux

Vote unanime

34. Approbation d'un acte de vente avec la communauté d'époux THILL-GAASCH concernant un terrain sis à Belvaux

Vote unanime

35. Approbation d'un acte de vente signé entre le sieur SPIES Alain et l'Administration Communale de Sanem concernant l'acquisition d'un appartement situé à L-4988 Sanem, 4C, rue de la Fontaine au prix de 340.000,- €

Vote unanime

36. Approbation d'un acte de vente avec la société à responsabilité limitée «A bis Z Immobilière S.à r.l.» concernant la vente de trois parcelles de terrain sises à Soleuvre

Vote unanime

37. Approbation d'un acte de vente avec la société anonyme ArcelorMittal Luxembourg concernant l'acquisition du terrain 1873/5491 avec constructions existantes

Vote unanime

38. Approbation d'un acte de cession à titre gratuit avec la copropriété volontaire TOCK Marie-Jeanne et TOCK Jean-Marc concernant deux parcelles de terrain à Soleuvre

Vote unanime

39. Approbation d'un acte de cession à titre gratuit avec la société «FMC PROMOTIONS S.à r.l.» concernant une parcelle de terrain sise à Soleuvre

Vote unanime

40. Approbation d'un acte de cession à titre gratuit avec la société «PROGETRA S.A.» concernant deux parcelles de terrain sises à Soleuvre

Vote unanime

41. Approbation d'un titre constitutif d'un acte de concession d'un droit d'emphytéose au profit de l'association sans but lucratif «SUPPORTER CLUB DU CERCLE BOULISTE ET CULTUREL BELVAUX-METZERLACH»

Vote unanime

42. Approbation d'un acte d'échange avec l'État du Grand-Duché de Luxembourg dans l'intérêt de la construction d'une piste cyclable entre Obercorn et Soleuvre

Vote unanime

43. Approbation d'un compromis de vente signé entre la dame HEUSCHLING-MOLTER et l'Administration Communale de Sanem concernant l'acquisition d'un terrain au lieu-dit «In Wenschel» à Belvaux

Vote unanime

44. Approbation d'un compromis de cession à titre gratuit avec la dame GAMBUCCI Sylvia concernant une parcelle de terrain sise à Soleuvre

Vote unanime

45. Approbation d'un compromis de cession à titre gratuit avec la société à responsabilité limitée KRP S.à r.l. concernant une parcelle de terrain sise à Belvaux

Vote unanime

46. Approbation d'un compromis d'échange avec la société à responsabilité limitée «BA Promotions» concernant des parcelles sises à Belvaux

Vote unanime

47. Approbation d'une convention conclue entre l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg et la Commune de Sanem dans le cadre de la circulaire numéro 3324 relative à l'accueil et intégration des bénéficiaires d'une protection internationale

Vote unanime

FINANCES

48. Approbation de décomptes de projets

Article	Libellé	Devis	Dépenses
4/622/222200/16033	Circulation - Acquisition de nouveaux feux de signalisation mobiles pour chantiers	22 500,00	22 379,90
4/520/222100/07003	Gestion des eaux usées - Bassin d'orage rue de l'usine à Belvaux	3805 000,01	3 050 438,22
4/621/211000/13059	Places publiques - Mise en conformité de la technique pour la fontaine d'eau à la place de l'Indépendance à Soleuvre	24 000,00	19 764,66
4/624/221313/13041	Voirie vicinale - Réaménagement du carrefour rue de Nieder-corn / rue d'Esch à Sanem	210 000,00	208 842,25
4/520/222100/12035	Gestion des eaux usées - Canalisation rue des Près à Belvaux	66 000,00	45 193,08
4/120/221311/09001	Coordination administrative - Mairie à Belvaux - Aile centrale rénovation et aménagements de bureaux	1941 050,00	482 492,81
4/690/221311/13116	Autres logements et équipements collectifs - Maison Feis, 16, rue de la Poste à Belvaux, travaux d'entretien	282 500,00	248 850,02
4/120/221311/13077	Coordination administrative - Maison 108, rte d'Esch à Belvaux enlèvement mur de séparation (1er étage)	12 000,00	9 511,74

4/130/211000/99005	Coordination technique - Masterplan Barrierefreies Bauen und Planen	110 000,00	53 023,32
4/910/223210/13109	Enseignement fondamental - acquisition véhicule pour chefs d'équipe Nettoyage	24 000,00	18 701,87
4/910/223210/14026	Enseignement fondamental - Acquisition d'une camionnette tôle pour l'équipe des électriciens	35 000,00	33 650,97
4/910/223210/15021	Enseignement fondamental - Acquisition d'une camionnette pour le besoin des écoles de l'enseignement fondamental	27 469,57	27 551,03
4/910/221311/13107	Enseignement fondamental - renouvellement éclairage intérieur / LED	33 000,00	12 185,80
4/833/221311/15003	Musées - Renouvellement chauffage maison "A Gadder"	20 000,00	17 473,68
4/831/223100/14035	Centres culturels et Salles de fêtes - Acquisition tracteur pour site Scheierhaff, avec équipements pour le service hivernal	45 000,00	44 568,92
4/831/221311/15007	Centres culturels et salles de fêtes - Réaménagement des locaux/combles au Centre Culturel à Sanem (études)	0	7 488,00
4/822/222200/14034	Halls sportifs - Acquisition autolaveuses	18 000,00	13 258,63
4/734/223210/99001	Maisons de retraite et de soins - Acquisition camionnette	30 000,00	29 931,02
4/734/221311/13046	Maisons de retraite et de soins - Aménagement d'une terrasse	20 000,00	17 902,18
4/910/221311/12063	Enseignement fondamental - Renouvellement chauffage gymnase Ecole Belvaux Poste	400 000,00	363 841,61
4/520/222100/99001	Gestion des eaux usées - Travaux d'investissement du réseau	150 000,00	49 639,02
4/630/222100/99001	Alimentation en eau - Travaux d'investissement du réseau	630 000,00	583 817,45
4/630/222100/99002	Alimentation en eau - Travaux d'investissement de génie civil pour l'entretien du réseau d'eau potable	430 000,00	386 927,48

Vote unanime

49. Approbation de divers subsides

Nom	Objet	Montant accordé l'année précédente	Montant accordé
Fondation Follereau	Demande fir en Don	/	/
LHT Luxembourg Handbike Team a.s.b.l.	Demande fir e Subside	/	/
Lux-Lagos a.s.b.l.	Demande fir en Don	/	/
Ugda Union Grand-Duc Adolphe a.s.b.l.	«2e concours européen pour orchestres à vent»	/	/
Spontan Add a.s.b.l.	Demande fir eng Memberskaart	/	/
Fondation Lëtzebuenger Blannevereenegung a.s.b.l.	Demande fir e Subside 2017	100,00 CC 11.03.2016	100,00
FEBLux - Fir Ēffentlech Bibliotheken, Lëtzebuerg a.s.b.l.	Demande fir e Subside 2017	/	/

Vote unanime

50. Approbation du règlement-taxe relatif aux taxes-caution à déposer avant la délivrance de toute autorisation entraînant des travaux au domaine public

Point retiré de l'ordre du jour

OFFICE SOCIAL

51. Avis du conseil communal concernant une décision du conseil d'administration de l'office social de Sanem:

a. Présentation du rapport d'activité 2016

Avis favorable

b. Election du président du conseil d'administration

Avis favorable

Vote(s) positif(s): 9	Vote(s) négatif(s): 1	Abstention(s): 1
Asselborn-Bintz Simone, Bronzetti Denis, Engel Georges, Faber-Huberty Chantal, Goelhausen Marco, Reuter-Bauler Carine, Schlessier Jean-Pierre, Speck-Braun Patricia, Tornambé-Duchamp Nadine	Arendt Patrizia	Piscitelli José

c. Formation du tableau de préséance des membres du conseil d'administration

Avis favorable

d. Désignation du représentant de l'Office social de Sanem dans l'Entente des offices sociaux

Avis favorable

Vote(s) positif(s): 9	Vote(s) négatif(s): 1	Abstention(s): 1
Asselborn-Bintz Simone, Bronzetti Denis, Engel Georges, Faber-Huberty Chantal, Goelhausen Marco, Reuter-Bauler Carine, Schlessier Jean-Pierre, Speck-Braun Patricia, Tornambé-Duchamp Nadine	Arendt Patrizia	Piscitelli José

e. Approbation de la convention de partenariat entre l'Office social de Sanem et le salon de coiffure «byTun» Antala S.à.r.l.

Avis favorable

Vote(s) positif(s): 10	Abstention(s): 1
Asselborn-Bintz Simone, Bronzetti Denis, Engel Georges, Faber-Huberty Chantal, Goelhausen Marco, Piscitelli José, Reuter-Bauler Carine, Schlessier Jean-Pierre, Speck-Braun Patricia, Tornambé-Duchamp Nadine	Arendt Patrizia

- f. Suppression d'un poste d'employé communal (m/f) carrière C à raison de 10 heures sous contrat à durée indéterminée pour les besoins de l'Office social créé le 2 juillet 2014

Avis favorable

- g. Suppression d'un poste d'employé communal (m/f) carrière D à plein temps sous contrat à durée indéterminée et sous le statut de l'employé(e) communale(e) dans le cadre du projet «Social Opportunities» pour le projet Eis Epicerie Zolwer

Avis favorable

Vote(s) positif(s): 9	Abstention(s): 2
Asselborn-Bintz Simone, Bronzetti Denis, Engel Georges, Faber-Huberty Chantal, Goelhausen Marco, Reuter-Bauler Carine, SchlesslerJean-Pierre, Speck-BraunPatricia, Tornambé-Duchamp Nadine	Arendt Patrizia, Piscitelli José

- h. Création d'un poste d'employé communal (m/f) carrière C à mi-temps sous contrat à durée indéterminée et sous le statut de l'employé communal (m/f) pour les besoins de l'Office social de Sanem et projet «Social Opportunities» avec effet au 1er avril 2017

Avis favorable

Vote(s) positif(s): 9	Abstention(s): 2
Asselborn-Bintz Simone, Bronzetti Denis, Engel Georges, Faber-Huberty Chantal, Goelhausen Marco, Reuter-Bauler Carine, SchlesslerJean-Pierre, Speck-BraunPatricia, Tornambé-Duchamp Nadine	Arendt Patrizia, Piscitelli José

- i. Création d'un poste d'employé communal (m/f) carrière C à mi-temps sous contrat à durée indéterminée et sous le statut de l'employé communal (m/f) pour les besoins du projet «Social Opportunities» avec effet au 1er avril 2017

Avis favorable

Vote(s) positif(s): 9	Abstention(s): 2
Asselborn-Bintz Simone, Bronzetti Denis, Engel Georges, Faber-Huberty Chantal, Goelhausen Marco, Reuter-Bauler Carine, SchlesslerJean-Pierre, Speck-BraunPatricia, Tornambé-Duchamp Nadine	Arendt Patrizia, Piscitelli José

- j. Nomination d'un employé communal (m/f) carrière C à mi-temps sous contrat à durée déterminée du 15.01.2017 au 31.03.2017 et sous le statut de l'employé(e) communal(e) pour les besoins de l'Office social et du projet «Social Opportunities»

Avis favorable

Vote(s) positif(s): 10	Abstention(s): 1
Arendt Patrizia, Asselborn-Bintz Simone, Bronzetti Denis, Engel Georges, Faber-Huberty Chantal, Goelhausen Marco, Reuter-Bauler Carine, Schlessler Jean-Pierre, Speck-Braun Patricia, Tornambé-Duchamp Nadine	Piscitelli José

- k. Nomination d'un poste d'employé communal (m/f) carrière D à mi-temps sous contrat à durée déterminée (du 15.01.2017 au 31.03.2017) et sous le statut de l'employé(e) communal(e) dans le cadre du projet « Social Opportunities » pour le projet Eis Epicerie Zolwer

Avis favorable

Vote(s) positif(s): 10	Abstention(s): 1
Arendt Patrizia, Asselborn-Bintz Simone, Bronzetti Denis, Engel Georges, Faber-Huberty Chantal, Goelhausen Marco, Reuter-Bauler Carine, Schlessler Jean-Pierre, Speck-Braun Patricia, Tornambé-Duchamp Nadine	Piscitelli José

DIVERS

52. Approbation d'un avenant à la convention de collaboration entre l'Office Social de la commune de Sanem et Administration Communale de Sanem relative au projet « Social Opportunities »

Vote(s) positif(s): 9	Abstention(s): 2
Asselborn-Bintz Simone, Bronzetti Denis, Engel Georges, Faber-Huberty Chantal, Goelhausen Marco, Reuter-Bauler Carine, Schlessler Jean-Pierre, Speck-Braun Patricia, Tornambé-Duchamp Nadine	Arendt Patrizia, Piscitelli José

53. Approbation d'une délibération concordante en ce qui concerne le projet de loi n°7047 modifiant la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau

Vote unanime

54. Approbation d'un projet de modification des statuts du syndicat intercommunal SICONA-Ouest

Vote unanime

55. Modification de la composition des commissions consultatives

Démission(s):

Nbr	Commission	Statut		Nom et Prénom	Code postal et Localité	Fonction	Nationalité/ Parti/Association
1	Environnement	facultative	E	Lucien SCHILLING	L-4467 Soleuvre	membre politique	CSV
2	Troisième Âge	facultative	E	Pol MATTERN	L-4435 Soleuvre	membre politique	CSV
3	Circulation	facultative	S	Sven LASCHETTE	L-4447 Soleuvre	membre politique	CSV
5	Environnement	facultative	E	Bianca LEARDINI	L-4417 Soleuvre	membre politique	LSAP
6	Des Jeunes	facultative	E	Michel HINTERSCHIED	L-4989 Sanem	membre politique	LSAP

Nomination(s):

Nbr	Commission	Statut		Nom et Prénom	Code postal et Localité	Fonction	Nationalité/ Parti/Association
1	Environnement	facultative	E	Michèle LIPPERT-GIRA	L-4485 Soleuvre	membre politique	CSV
2	Commission du 3e âge	facultative	E	Franca ROMEO	L-4411 Soleuvre	membre politique	CSV
3	Finances	facultative	S	Anne LOGELIN	L-4490 Belvaux	membre politique	CSV
4	Circulation	facultative	S	Eric BATTING	L-4446 Belvaux	membre politique	CSV
5	Environnement	facultative	E	Anna MATHIEU-HOERNER	L-4487 Belvaux	membre politique	LSAP
6	Des Jeunes	facultative	E	Lynn KRAETZER	L-4989 Sanem	membre politique	LSAP
7	Des Jeunes	facultative	S	Dany GILBERTZ	L-4441 Soleuvre	membre politique	LSAP

Vote unanime

56. Approbation de règlements d'urgence pris par le collège des bourgmestre et échevins

- a. Confirmation d'un règlement temporaire de circulation concernant les travaux de renouvellement des bordures dans la rue d'Esch à Sanem;
- b. Confirmation d'un règlement temporaire de circulation concernant les travaux de raccordement à la canalisation dans la rue de Sanem à Ehlerange;
- c. Confirmation d'un règlement temporaire de circulation concernant les travaux d'aménagements extérieurs de la tour 3 southlane, dans l'avenue du Swing, coin avenue du Blues à Belvaux;
- d. Confirmation d'un règlement temporaire de circulation concernant les travaux de raccordement de la maison n°25 rue des Pommiers à Sanem;

- e. Confirmation d'un règlement temporaire de circulation concernant les travaux de raccordement de la maison N°46 rue du Bois à Soleuvre;
- f. Confirmation d'un règlement temporaire de circulation concernant les travaux pour le compte de la Poste dans la rue des Prés à Soleuvre;
- g. Confirmation d'un règlement temporaire de circulation concernant les travaux sur le réseau de la poste dans la rue des Champs à Soleuvre;
- h. Confirmation d'un règlement temporaire de circulation concernant les travaux de renouvellement du regard dans la rue de l'Usine à Belvaux;
- i. Confirmation d'un règlement temporaire de circulation concernant les travaux pour le compte de la Poste dans la rue des Prés à Soleuvre;
- j. Confirmation d'un règlement temporaire de circulation concernant les travaux de raccordement de la maison N°93 dans la rue de la Gare à Soleuvre;
- k. Confirmation d'un règlement temporaire de circulation concernant les travaux de construction de 2 maisons unifamiliales dans la rue Aessen (CR110), par l'entreprise Wiesen Piront à Soleuvre.

Vote unanime

57. Questions et divers

PERSONNEL - DIVERS

58. Approbation de l'accord salarial en vue du renouvellement de la convention collective des salariés des communes du Sud signé en date du 16 janvier 2017 pour une durée de validité du 1er janvier 2017 au 31 décembre 2018

Vote unanime

59. Approbation d'une prime unique à accorder aux salariés à tâche intellectuelle (anciens employés privés) au service de la commune dont la rémunération est fixée en application du règlement grand-ducal du 15.11.2001 concernant la rémunération des employés communaux

Vote unanime

PERSONNEL – SERVICES DE REGIE

60. Création de plusieurs postes de salariés (m/f) à durée indéterminée, sous le champ d'application de la CCT des Ouvriers des Communes du Sud

Vote unanime

61. Création d'un poste d'agent de nettoyage à raison de 4 heures par semaine pour les besoins du département nettoyage, Zolwer Kannerbuerg, à durée indéterminée et sous le champ d'application de la CCT des communes du Sud

Vote unanime

PERSONNEL – MAISON RELAIS POUR ENFANTS

62. Création d'un poste à plein temps de la carrière de l'éducateur gradué et sous le régime de l'employé communal pour les besoins du service RASE

Vote unanime

63. Création de 5 postes d'aide-éducateurs (m/f) avec une tâche de 16 heures/semaine et à durée indéterminée, pour les besoins de la maison relais de SANEM sous le statut de salarié tombant sous le champ d'application de la CCT SAS)

Vote unanime

PERSONNEL – CIPA « RESIDENCE OP DER WAASSERTRAP »

64. Conversion des deux postes de salariés, du CIPA « Résidence op der Waassertrap » à 75% bénéficiant du CCT-SAS, de la carrière PA5 dans la carrière PA4

Vote unanime



Gemeinderatssitzung Sanem vom 10.03.2017

Kletterhalle auf dem Scheierhaff in Zolwer

Die heutige Gemeinderatssitzung am 10. März 2017 umfasste insgesamt 63 Punkte, deren Behandlung ganze 5 Stunden einnahm. Die Präsentation des neuen Kletterturms in Zolwer, diverse Wohnungsbauprojekte und vor allem die Entscheidungen über die Zukunft des „Office social“ (Sozialamt) standen besonders im Fokus.



BELES

Zu Beginn der Sitzung, die heute mit dem geschlossenen Teil anfang, entschuldigte Bürgermeister Georges Engel (LSAP) die Gemeinderäte Alain Cornély (déi Gréng), Mike Lorang und Nathalie Morgenthaler (beide CSV), die wegen anderweitiger Termine nicht teilnehmen konnten.

Danach bat der Schöffenrat um eine Vertagung der Punkte 31B und 50, da diese aus organisatorischen Gründen nicht finalisiert werden konnten bzw. noch nicht in der Baukommission behandelt wurde.

In der geheimen Sitzung wurden sodann einstimmig 7 Personalentscheidungen getroffen. Unter anderem erhielten die Beamten Gérard Thill und Guy Ewen ihre jeweiligen Promotionen, die Erzieherinnen Fabienne Kremer und Laura Rings ihre angefragten Reduzierungen der wöchentlichen Arbeitsstundenzeit.

In der öffentlichen Sitzung hieß Bürgermeister Georges Engel (LSAP) zunächst eine Schulklasse (Zyklus 3) aus der „Roude Wee“-Schule in Beles willkommen, die sich heute mit ihrem Besuch einen Einblick in die Gemeindepolitik verschafften. Er gab ihnen diverse Erklärungen zur Arbeitsweise innerhalb des Gemeinderats. Schulschöffin Myriam Cecchetti (déi Gréng) begrüßte diese Schulakti-

on ebenfalls und hoffte, dass andere Schulklassen weiter folgen werden.

Dann informierte Bürgermeister Georges Engel (LSAP) den Gemeinderat über die weitere Vorgehensweise in Sachen PAG (plan d'aménagement général) der Gemeinde und der diesbezüglichen SUP (Strategische Umweltprüfung). Der provisorisch festgelegte Zeitplan sieht vor, dass um den 20. Mai 2017 eine Gemeinderatssitzung stattfinden wird in dem den Ratsmitgliedern das vollständige Dossier präsentiert wird. Anfang Juni soll der Gemeinderat dann noch einmal zusammen kommen um Entscheidungen zu den SUP und den Umklassierungen von Grundstücken zu treffen. Am 7. Juli wird der ganze PAG dann in die offizielle Prozedur eingereicht. Der Grund warum sich dieses Dossier verzögert hat, sei allerdings nicht die Schuld der Gemeinde, so der Bürgermeister. Da die Bestimmungen bei den SUP sehr streng sind, mussten immer wieder neue Studien in Auftrag gegeben werden.



PRÄSENTATION DER KLETTERHALLE IN ZOLWER

In seiner Sitzung vom 13. Mai 2016 hatte der Gemeinderat einstimmig die Implantierung der zukünftigen Kletterhalle auf dem Scheierhaff bewilligt. In diesem Rahmen wurde auch eine Konvention zwischen der Gemeinde und dem Betreiber Herr Gilbert Schneider verabschiedet, in der sowohl der Standort als auch verschiedene Bedingungen betreffend die Nutzung festgehalten wurden. Bürgermeister Georges Engel (LSAP) erklärte, dass es sich bei dem heutigen Punkt nur um eine Präsentation handelt und der Gemeinderat keine Abstimmung vornehmen muss, da das Projekt nicht von Gemeindehand finanziert wird. Danach übergab er das Wort an den Architekten Nico Engel vom Büro BENG, der die Kletterhalle im Detail vorstellte.

Zunächst veranschaulichte der Architekt den genauen Standort des „Klotertuerms“ auf dem Scheierhaff. Die Kletterhalle wird in der rue Jean Anen neben der Tennis-

halle errichtet, mit der Möglichkeit einen Parkplatz zwischen beiden Gebäuden anzulegen. Auf insgesamt 300 Quadratmeter, an einer Kletterwand von 15 Meter Höhe und in einem Boulder-Raum werden sich Kletterbegeisterte in Zukunft austoben können.



Die Bauarbeiten für die zukünftige Kletterhalle in Zolwer starten im Mai 2017.

Der Haupteingang befindet sich im Erdgeschoss, wo man auch auf eine Cafeteria mit Ausblick auf die Kletterwand und einer Außenterrasse trifft. Dazu kommt noch der 4,50 Meter hohe Boulder-Raum. Im Untergeschoss befinden sich der Zugang zur großen Kletterwand, der Materialraum und der Liefereingang. Sanitäranlagen und Umkleidekabine sind natürlich ebenfalls vorgesehen. In einer zweiten Phase ist eine Kletterwand an der Außenfassade geplant. Es handelt sich bei dem Gebäude um eine einfache Stahlkonstruktion mit der Energieklasse C. Die Arbeiten sollen im Mai 2017 beginnen und nach einer Bauzeit von 6 Monaten voraussichtlich im Januar 2018 abgeschlossen sein.

Gilbert Schneider von der Klotertuerm S.A., der Betreiberfirma der Kletterhalle, erläuterte danach, dass das Klettern kürzlich zur olympischen Disziplin proklamiert wurde und es 3 verschiedene Kategorien im Wettkampfklettern gibt. Erstens das Schwierigkeits- bzw. Lead-Klettern, zweitens das Speed-Klettern und drittens das Bouldern (Klettern ohne Kletterseil und Klettergurt an Felsblöcken, Felswänden oder an künstlichen Kletterwänden in Absprunghöhe). Alle Varianten können in der Halle ausgeübt werden.

Die Konvention mit der Gemeinde sieht vor, dass im Gegenzug für die Bereitstellung des Grundstückes, die Schulklassen und Maison Relais-Gruppen Trainingsstunden in der Kletterhalle erhalten. Diese werden an einer kleineren Wand extra für Anfängergruppen stattfinden. Bürgermeistermeister Georges Engel (LSAP) präzisierte, dass 16 Kinder (Schulen, Maison Relais und „Vakanznomëtter“) 1,5 Stunden pro

Woche (32 Wochen im Jahr) diese Übungsstunden nutzen können. In diesem Zusammenhang informierte er, dass im Kader der Neugestaltung des Parks „Tippewee“ auch eine Boulderwand angelegt wird.

Gemeinderätin Patrizia Arendt (déi Lénk) fragte dann, warum der Parkplatz und die Kletterwand an der Außenfassade erst in einer späteren Phase geplant seien. Es wäre vielleicht besser, von Anfang an Parkplätze anzulegen. Architekt Nico Engel erklärte, dass diese Möglichkeiten angedacht sind und die technischen Möglichkeiten bestehen, dennoch wolle man abwarten ob der Bedarf an weiteren Parkplätzen überhaupt gegeben ist, da sich auf dem Scheierhaff viele Parkmöglichkeiten befinden. Gilbert Schneider fügte dem hinzu, dass beim Klettersport im Gegensatz zu Fußballspielen oder Handballmatches ein Kommen und Gehen herrscht und somit Parkplätze nicht um eine bestimmte Uhrzeit überfüllt werden. Die Außenwand wird auch erst angebracht wenn sich herausstellen sollte, dass Interesse und Nachfrage besteht.

Schöffin Simone Asselborn-Bintz (LSAP) lobte den Bau der Kletterhalle, durch den neuen Standort seien die Befürchtungen von einem Monsterturm, der Anwohner stören könnte, beseitigt. Zudem wird die Halle sich 4 Meter im Boden befinden und integriert sich bestens an die Umgebung auf dem Scheierhaff.

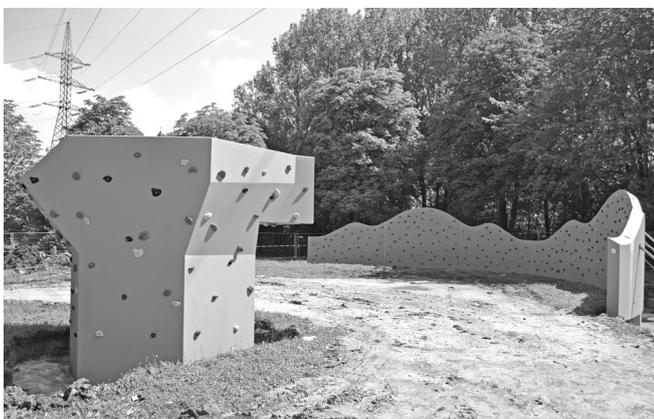
Gemeinderätin Chantal Faber-Huberty (déi Gréng) fragte dann ob auf dem Dach der Halle Solarmodule und eine Begrünung der Fläche geplant seien. Gilbert Schneider informierte, dass diese Ideen angedacht wurden. Man habe in diesem Kader über eine Kooperation mit der Gemeinde nachgedacht. Schöffin Myriam Cecchetti (déi Gréng) schlug dem Betreiber vor, die Vorrichtungen für eine Solaranlage mit einzuplanen. Es gebe nämlich bereits Gemeindeprojekte mit gemeinsam genutzten Solarmodulen und der Betreiber solle sich hierfür im Vorfeld mit dem Umweltsdienst der Gemeinde beraten.

Nach dieser Präsentation verabschiedeten die Gemeinderäte einstimmig die Protokolle der vergangenen 3 Sitzungen, bevor sie zu den Kostenvoranschlägen für Projekte und Anschaffungen übergangen.

NEUGESTALTUNG DES „TIPPEWEE“-PARKS IN ZOLWER, ERNEUERUNG DES EHLERINGER FUSSBALLFELDES UND ERSCHLIESSUNG DES MATGESFELDES IN BELES

Die 3.Phase der Umgestaltung des Parks „Tippewee“ in Zolwer beansprucht 160.000 €. Schöffe Marco Goelhausen (LSAP) gab hierzu weitere Informationen. Seit 2 Jahren wird dieser Park im Metzlerlach saniert und mit neuen Elementen (Rutschbahn, Bänke, Treppe, etc.) ausgestattet.

In dieser 3.Phase der Arbeiten kommen Boulder-Felssteine, ein dazugehöriger Fallschutz und letzte Anpassungsmaßnahmen vor Abschluss des Projektes hinzu. Die Boulder-Felsen sind jedoch nicht so hoch wie die künstliche Wand in der Kletterhalle, da sie frei zugänglich sind und es hier keine Aufsicht geben wird. Der hohe Anschaffungspreis ist durch die massiven Steine und deren Qualität bedingt. Der Gemeinderat bewilligte dieses Projekt und auch alle folgenden Kostenvoranschläge ohne Gegenstimme.



Die 3.Phase der Neugestaltung des Parks im „Tippewee“ umfasst eine Boulder-Kletterwand.

Der Kauf eines zweiten schmalspurigen Multifunktionsfahrzeugs, das sowohl für den Unterhalt der synthetischen Fußballfelder in Beles und Sanem als auch für den Winterdienst genutzt werden wird, kostet 135.000 €. Für die Nutzung auf dem Fußballfeld wird eine spezielle Maschine angebracht, die das Granulat richtig verteilt und ebenfalls den Rasen reinigt.

Die Wiederherstellung des schlechten Zustandes des Ehleringer Fußballplatzes schlägt mit 100.000 € zu Buche. In einer ersten Phase wird der gesamte Rasen entfernt, eine neue Entwässerung und eine Lavaschicht angelegt. Danach wird eine extra Mischung für Sportrasen angesät. Der Beginn dieser Arbeiten wird mit dem Ehleringer Fußballverein abgesprochen. Voraussichtlicher Start der Baustelle ist im Mai, nach Abschluss der Meisterschaft und wird circa 1 Monat andauern. Anschließend muss das Fußballterrain allerdings noch 3 Monate ruhen, so dass er zu Beginn der nächsten Saison wieder spielbar sein wird.

CSV-Gemeinderätin Carine Reuter-Bauler fragte ob es einen bestimmten Grund gebe, warum dieses Fußballfeld nicht synthetisch ist. Bürgermeister Georges Engel (LSAP) erklärte, dass die Fußballvereine in denen Feld durch vermehrte Jugendarbeit öfter genutzt wird, über einen künstlichen Rasen verfügen. Man müsse also abwarten, wie der Ehleringer Klub sich weiterhin entwickeln wird. Zudem sei bislang keine Anfrage in diese Richtung seitens des Vereins an die Gemeinde gerichtet worden.



Das Ehleringer Fußballfeld erhält einen neuen Rasen.

Gemeinderätin Patricia Speck-Braun (DP) bedankte sich im Namen des Ehleringer Fußballvereins und berichtete, dass der Klub auch am liebsten beim richtigen Rasen bleiben möchte. Zum Schluss erläuterte Pierrot Hohnekamp aus dem technischen Dienst der Gemeinde, dass bei natürlichem Rasen eventuell eine automatische Sprinkleranlage angedacht werden muss um den Sommer besser zu überstehen. Im Prinzip wird das Terrain durch die Sanierung viel besser, dennoch hängt es auch viel von den Wetterkonditionen ab und man muss vielleicht bei starken Regen die Trainingseinheiten verschieben um den Rasen nicht zu sehr zu beanspruchen.

Für die Instandsetzung des Parkplatzes hinter dem Gemeindehaus in Beles werden 90.000 € bereitgestellt. Schöffe Marco Goelhausen (LSAP) verdeutlichte, dass der Zustand des Parkbereiches wirklich schlecht ist. Daher werden der Belag, die Bodenzeichnung und die Mauer erneuert. Hinzu kommen eine neue Entwässerungsanlage und ein Beleuchtungsmast. Die Dauer der Arbeiten wird vermutlich ein paar Wochen sein. Deshalb überlege man den Gemeindeangestellten ein Monatsticket zur Verfügung zu stellen, damit sie für diesen Zeitraum mit dem öffentlichen Transport zur Arbeit kommen. Gemeinderätin Carine Reuter-Bauler (CSV) hinterfragte die Leuchtkraft einer einzelnen Straßenlampe und wollte zudem wissen warum der Parkplatz im vorderen Teil bei der Post nicht mit saniert wird. Schöffe Marco Goelhausen (LSAP) erklärte, dass mehrere Beleuchtungsmasten so berechnet wurden, dass der ganze Parkraum bis in alle Ecken erhellen wird. Zur Fläche bei der Poststelle informierte er, dass es Überlegungen gibt, das Postgebäude zu kaufen, somit wäre das Grundstück auch erst dann im Besitz der Gemeinde.

Die Aufbesserung der Leichtathletikstrecke auf dem Scheierhaff kostet 70.000 €. Die Arbeiten umfassen den kompletten Austausch des Regenablaufsystems und eine neuen Zeitstoppanlage.

Die zukünftige Gartenanlage auf dem Matgesfeld in Beles schreitet in die zweite Phase. 50.000 € wurden hierfür freigestellt um unter anderem neue Fußwege, Leitungsrohre für die unterirdischen Wasserbehälter und einen Erholungsbereich einzurichten. Schöffin Myriam Cecchetti (déi Gréng) gab hierzu weitere Erläuterungen. In der ersten Phase wurde der Zugangsweg angelegt. Das Regenwasser wird aufgefangen und gesammelt um damit die Gärten zu bewässern. Ein Kompostplatz ist ebenfalls geplant. Die Ruhezone bzw. Picknickbereich wird mit Möbeln die von der APEMH hergestellt wurden, ausgestattet. Außerdem informierte sie, dass die 25 Gartenparzellen bereits, ohne dass hierfür

Werbung gemacht wurde, alle verpachtet sind. Zu den neuen Pächtern gehören der Umweltdienst der Gemeinde, eine Grundschule aus Beles, der Lycée Belval, der CIGL Sanem, aber auch Privatleute. Dies beweise, dass die Nachfrage für solche Kleingärten groß sei. Bürgermeister Georges Engel (LSAP) ergänzte, dass der Umweltdienst auch noch 4 Gartenhäuschen zur Materiallagerung bestellt hat. Während den Umweltwochen im kommenden Juni wird es zudem Workshops in den Gärten geben. Die Personen, die die Gärten reserviert haben, werden sich zusammensetzen um gemeinsam die Gartenstruktur zu planen. Dies zeige deutlich die tolle Dynamik und das Interesse an diesem Projekt.



2. Bauphase der neuen Kleingartenanlage auf dem Matgesfeld in Beles.

34.000 € kostet der Kauf eines Kühlkleinlasters, 32.000 € die Anschaffung einer Druckluftmaschine die in den Gemeindewerkstätten genutzt wird, 25.000 € der Erwerb neuer Straßenmöbel (Bänke, Tische, Mülleimer) für öffentliche Plätze und Fußgängerwege. Der Ersatz diverser Putz-, Wasch- und Trocknermaschinen in den Gemeindegebäuden kostet 20.000 €.

Die Vergrößerung der Columbarien auf dem Friedhof in Zolwer beansprucht 18.430 €. Hier soll ein Park angelegt werden, ähnlich wie bereits 2015/2016 in Sanem und Beles. Da die Fläche für Columbarien in Zolwer sich so langsam zu Ende neigt, wird nun anstelle von Grabsteinen oder Mauern, eine Zone eingerichtet, in der biologisch abbaubare Urnen in den Boden vergraben werden können. Die dort bereits in den 90er Jahren angelegten Hecken und Bäume bilden einen hierfür geeigneten Platz. Der Zugang wird durch 2 Fußwege garantiert. Zunächst werden 20 Gräber installiert, in denen jeweils 4 klassische Urnen aufgenommen werden können. Der größte Teil der Arbeiten werden von den eigenen Regiebetrieben durchgeführt.

Der Ankauf eines Kleintransporters für das gemeindeeigene CIPA „Résidence Op der Waassertrap“ schlägt mit 18.369 € zu Buche. Die Ausgaben für den Not-Austausch der Heizungsanlage der Umkleidekabinen des Fußballvereins FC The Belval betragen 10.000 €. Die Kosten für ein neues Büromodul (Container) für den technischen Dienst belaufen sich ebenfalls auf 10.000 €. In diesem Kontext fragte CSV-Gemeinderätin Carine Reuter-Bauler im Namen ihres abwesenden Parteikollegen Mike Lorang wann das Service technique-Gebäude an die Kapazitätsgrenze erreicht. Bürgermeister Georges Engel (LSAP) bestätigte, dass das Gebäude aus den 90er Jahren so langsam an seine Grenzen kommt und dass man sich deshalb ernste Gedanken darüber mache, ob man das Gebäude ausbauen oder sich ganz neu organisieren soll. Schöffe Marco Goelhausen (LSAP) führte weiter aus, dass der Bereich für Personal (Büroräume und Umkleiden) bereits ausgebaut wurde, was das Materiallager und die Fahrzeuggaragen betrifft, sieht die Sachlage problematischer aus.

Der Kauf einer hydraulischen Papier- und Kartonpresse für das KUSS (Kultur- und Sportzentrum in Zolwer) beziffert sich auf 9.000 € und zweier PCs für das CIPA „Résidence Op der Waassertrap“ auf 2.928 €.

BEBAUUNGSPLÄNEN IM NEUEN VIERTEL BELVAL UND IN EHLERINGEN

Zunächst standen diverse Bebauungspläne (PAP-projet d'aménagement particulier) im neuen Viertel in Belval auf der Tagesordnung.



Die Bebauung des neuen Viertel Belval schreitet voran.

Beim ersten Punkt handelte es sich um den „Belval Square Mile“, genauer um den „PAP SQM 02-03_A“, bei dem es um 7 neue Gebäude mit Mischnutzung und um die Sinterbecken ging. Bürgermeister Georges Engel (LSAP) erklärte, dass die Anmerkungen der nationalen Baukommission umgesetzt bzw. berücksichtigt wurden. Unter anderem soll ein Teil der Wohnungen als „logement à coût modéré“ verkauft werden. Bei den Sinterbecken sollen Gebäude errichtet werden die das gesellschaftliche Leben unterstützen sollen (Café, Restaurant, etc.).

In diesem Zusammenhang kritisierte déi Lénk-Gemeinderätin Patrizia Arendt, dass der Schöffenrat nicht mehr als das Minimum in Sachen Sozialwohnungen machen würde. Laut Statistiken des ProSud stehe die Gemeinde Sanem auf dem zweitletztem Platz. Bürgermeister Georges Engel (LSAP) entgegnete, dass man als Gemeinde die Bauträger leider nicht zwingen kann zu sozialeren Bedingungen zu verkaufen. Natürlich habe man mehr Wohnungen zu sozialeren Preisen gefragt, doch die Bauträger sind gesetzlich nicht zu mehr als das Minimum verpflichtet. LSAP-Gemeinderätin Nadine Tornambé-Duchamp klärte in diesem Kontext über den Unterschied zwischen Sozialwohnungen und „logements à coût modéré“ auf. Bürgermeister Georges Engel (LSAP) widersprach der Kritik indem er aufzeigte, dass es zunächst nur 6 Sozialwohnungen in der Gemeinde gab. In den vergangenen Jahren habe man viel investiert um somit insgesamt 11 zusätzliche Wohnungen für sozial schwache Familien bereitzustellen. Dennoch ließ sich Gemeinderätin Patrizia Arendt (déi Lénk) nicht überzeugen und enthielt sich bei dieser Abstimmung. Sie sei der Meinung, dass die Gemeinde sich noch viel engagierter im sozialen Wohnungsbau einbringen müsse.

Beim Bebauungsplan „PAP Belval Sud 03-01 (mod1)“ bezüglich des zukünftigen Kindercampus mit dem neuen Schulkomplex und der EDIFF (éducation différenciée) herrschte es wiederum Einstimmigkeit.

Gleiche Abstimmung gab es beim nächsten Punkt „PAP Belval Nord 04-04“, laut welchem 2 Gebäude mit gemischten Verwendungszwecken und 4 Wohnbauten am Ende der rue Waassertrap, gegenüber der rue des Champs und rue Pierre Kremer, entstehen.

Wieder uneinig war sich der Gemeinderat beim „PAP Belval Nord 04-04“, in dem 15 Einfamilienhäuser und 6 Residenzen – insgesamt 109 Wohneinheiten geplant sind. Diese werden sich zwischen der rue Charly Gaul und rue Robert Krieps befinden. Bürgermeister Georges Engel (LSAP) betonte, dass hier zuerst nur Appartements gebaut werden

sollten, der Schöfferrat sich aber eingesetzt habe um auch Einfamilienhäuser anzusiedeln. Dies sei zugunsten der Nachhaltigkeit des neuen Wohnviertels. Nadine Tornambe-Duchamp, LSAP-Gemeinderätin ergänzte, dass der Zufahrtsweg zu diesen Wohnungen eine sogenannte Spielstraße wird, also für Durchgangsverkehr verboten ist. Gemeinderätin Patrizia Arendt (déi Lénk) enthielt sich bei dieser Abstimmung aus denselben Gründen, die sie bereits beim ersten Bebauungsplan angegeben hatte.

Danach kam es zum PAP „an der Walerwiss“ in Ehleringen. Hier entsteht eine komplette neue Wohnsiedlung mit 18 Einfamilienhäusern und 3 Residenzen à 6 Wohnungen. In einer davon wird eine Maison Relais-Struktur untergebracht, da es in Ehleringen bislang keine gibt. Bürgermeister Georges Engel (LSAP) unterstrich die gute Zusammenarbeit mit dem Grundstücksbesitzer und dem Bauträger. Er lobte zudem die zukünftige Wohngegend des Projektes und die Aufwertung des Dorfzentrums durch den neuen öffentlichen Platz in der Mitte der Siedlung und durch die Niederlassung von kleinen Geschäften in den Erdgeschossen der Residenzen. LSAP-Gemeinderätin Nadine Tornambé-Duchamp fügte noch hinzu, dass ein neues Wasserrückhaltebecken angelegt werden wird und die Häuser über keinen Keller verfügen, beides wegen des Überschwemmungsrisikos der naheliegenden „Brillbaach“.



In der „Walerwiss“ in Ehleringen wird eine neue Wohnsiedlung gebaut.

Gemeinderat Jos Piscitelli (LSAP) hatte jedoch ein mulmiges Gefühl bei diesem Bauprojekt und fragte zunächst warum hier kein sozialer Wohnungsbau angestrebt worden sei. Bürgermeister Georges Engel (LSAP) konnte dem widersprechen. 10% der Wohneinheiten werden als „logement à coût modéré“ auf den Markt gebracht. Zudem habe man sich mit dem Besitzer geeinigt, dass 2 Einheiten der Gemeinde verkauft werden, die dann als

Sozialwohnungen vermietet werden. LSAP-Gemeinderat Jos Piscitelli hatte weiterhin Bedenken. Für ihn werde der ländliche Charakter von Ehleringen durch die 3-stöckigen Residenzen und den Geschäften zerstört. Bürgermeister Georges Engel (LSAP) entgegnete, dass die Höhe der neuen Gebäude die gleiche sein wird wie die dort bereits bestehenden Häuser.

Déi Gréng-Gemeinderätin Chantal Faber-Huberty interessierte sich dann auch für die verkehrstechnischen Konsequenzen im Ortskern, da es jetzt bereits Probleme gebe. Gemeinderätin Nadine Tornambé-Duchamp und Bürgermeister Georges Engel (beide LSAP) erklärten, dass dies mit dem technischen Dienst der Gemeinde bereits analysiert werde. Von den Parkmöglichkeiten wird es aber besser, da ein neuer Parkplatz angelegt wird. Natürlich werden die neuen Anwohner mit ihren Fahrzeugen dazukommen, dies sei allerdings gültig im gesamten Land und dies könne man leider nicht verhindern. Schöffin Simone Asselborn-Bintz (LSAP) fügte hinzu, dass es für die Ehleringer Schulkinder ein großes Plus darstellt, wenn sie dann zu Fuß in die Maison Relais gehen können und nicht mehr nach Zolwer gefahren werden müssen. Gemeinderätin Patrizia Arendt (déi Lénk) bedauerte, dass die Ehleringer Bevölkerung nicht schon bei der Planung mit in das Projekt einbezogen wurde. Sie empfahl für kommende Großprojekte wie dieses in Ehleringen eine stärkere Bürgerbeteiligung und eine öffentliche Diskussion über Stadtentwicklungsmöglichkeiten zu führen. Gerade in Ehleringen, einer kleinen überschaubaren Struktur, wäre dieser Austausch wichtig und interessant gewesen. Schöffe Marco Goelhausen (LSAP) klärte in diesem Zusammenhang auf, dass sich die Ehleringer Bewohner durch ihren Interessenverein immer wieder manifestiert haben und sich für die Aufwertung des Dorfzentrums eingesetzt haben. Auch DP-Gemeinderätin Patricia Speck-Braun, als Ehleringer Bürgerin, befürwortete das Projekt. Es fehle in Ehleringen bisher an einem richtigen Ortskern. Der Verkehr werde sich zudem verbessern, wenn eine Lösung für die gesperrte Strecke zwischen Monnerich und Esch gefunden ist. Sodann wurde dieser Punkt dann trotz längerer Diskussionen einstimmig verabschiedet.

Die darauffolgenden 17 Immobilientransaktionen, die alle bereits schon in vergangenen Sitzungen behandelt worden waren, wurden alle ohne Gegenstimmen bewilligt.

Diverse Abschlusskonten, die danach von Bürgermeister Georges Engel (LSAP) ausführlich erläutert wurden, gaben ebenfalls keinen Grund zu Einwänden.

Gemeinderat und Präsident der Finanzkommission Jemp Schlessler (LSAP) gab anschließend alle wichtigen Erklä-

rungen zur Vergabe von Subsidien an Vereine. Somit erhält die Fondation Lëtzebuenger Blannevereenegung a.s.b.l. für das Jahr 2017 eine finanzielle Unterstützung in Höhe von 100 €.

UNEINIGKEITEN BEI DEN ABSTIMMUNGEN BEZÜGLICH DES „OFFICE SOCIAL“

Es folgten größere Unstimmigkeiten bei den verschiedenen Abstimmungspunkten betreffend die Zukunft des Sozialamtes der Gemeinde.

Zuerst erhielt Gemeinderat und neuer Präsident des „Office social“ Jemp Schlessler (LSAP) das Wort, der erklärte, dass man mit dem Tätigkeitsbericht 2016 beginnen werde um danach die einzelnen Punkte nachvollziehen zu können. So war von Sozialarbeiter Gilbert Turci zu erfahren, dass insgesamt 420 Haushalte, also 6,51% der Gesamtzahl in der Gemeinde Sanem, vom Sozialamt betreut worden sind. Die Mehrheit kam aus der Ortschaft Beles. 226 Frauen und 194 Männer aus 36 Nationalitäten (die meisten Luxemburger Staatsangehörige) sind an das „Office social“ herangetreten, davon viele Geschiedene und Mieter. Die meisten Anträge wurden im Januar eingereicht. Es gab 611 finanzielle Unterstützungsanfragen und 1.260 nicht-finanzielle Hilfesuche (Beratung, Hilfestellung beim Ausfüllen von Anträgen, etc.), was mit 67,35% den Hauptanteil der Arbeit des Sozialamtes ausmacht. Es ist zudem zu beobachten, dass der „Tiers payant social“ gestiegen ist, die Komplexität der Probleme zunimmt und die finanziellen Hilfeleistungen seit 2013 in die Höhe geschwunden sind.

Gemeinderat und ehemaliger Präsident Jos Piscitelli (LSAP) erklärte sodann seine Enthaltung bei den Punkten 51 (a-k) und 52. Gemeinderätin Patrizia Arendt (déi Lénk) fragte ein separates Votum für jeden einzelnen Punkt an. Danach veranschaulichte Gemeinderatsmitglied und Präsident der EcoSol Jos Piscitelli (LSAP) in einer eigenen Präsentation die „Epicierie solidaire“, da man sich nun an einem Scheidepunkt befinde (mit der Abstimmung über die neuen Posten). Er könne diverse Punkte nicht mittragen (wie z.B. Punkt 52, da die Posten jetzt heruntergeschraubt werden sollen, im Gegensatz zu dem was er im vergangenen Dezember vorgeschlagen habe) und möchte hiermit auch die Beweggründe für seine Enthaltung erklären.



Das Sozialamt und die „Epicierie solidaire“ sorgten für reichlich Gesprächsstoff.

Die „Epicierie solidaire“ wurde unter anderem gegründet um weg von der Stigmatisierung der Nutznießer zu kommen. 2013 wurde ein globales Konzept ausgearbeitet, 2014 wurde die Konvention zwischen der Gemeinde und der EcoSol unterzeichnet und somit entstand die erste „Epicierie solidaire“ in einem Viertel. Dort gibt es bio-zertifizierte, lokale und regionale Produkte zu kaufen, ein Bistrobereich und ein Restaurant, wo 2 Tages-Menüs angeboten werden und ein Catering-Service in Dienst genommen werden kann. Gemeinderat Jos Piscitelli (LSAP) beschrieb die Evolution der Geschäftszahlen, die Kundenstatistiken und den großen Bedarf an Personal für das gute Funktionieren des Ladens. Die Geschäftsführung und Verwaltung wird von ihm selber und Schöffin Myriam Cecchetti (déi Gréng) ehrenamtlich übernommen. Die einst geplanten Stellen eines Kommunikations- und Managementbeauftragten und eines An- und Verkaufsexperten seien deshalb ein Lichtblick gewesen. Er machte dann deutlich, dass das Sozialamt und die Gemeinde nun jedoch die falschen Entscheidungen in Personalfragen treffen würden, die eine negative soziale Auswirkung haben werden. Eine zusätzliche Schwierigkeit stelle der Vertrauensverlust an seine Person als früherer „Office social“-Präsident dar. Dadurch bestehe vielleicht auch das gleiche Problem als „Epicierie Solidaire“-Vorsitzender und dann wolle bzw. könne er die Geschäftsführung nicht mehr weiter übernehmen. Die Frage die sich jetzt stelle ist, wie es in Zukunft weitergehen soll. Dies muss ganz klar beantwortet werden und eine Lösung muss gefunden werden. Früher sei das Sozialamt, viel mehr in der „Epicierie solidaire“ involviert gewesen, doch dieses ziehe sich langsam aus dem Projekt zurück, wie z.B. auch Schöffin Simone Asselborn-Bintz (LSAP). Er selbst war als Präsident sehr mit eingebunden und hat dort freiwillig gearbeitet, doch könne er das nicht ewig

machen. Er wolle zwar nicht alle Brücken abbrechen, doch wolle er wissen wo man steht. Die Schaffung des Kommunikations- und Managementposten sei dringend benötigt, da sowohl er als auch Schöffin Myriam Cecchetti (déi Gréng) diese Aufgaben nicht unendlich übernehmen können. Falls der Gemeinderat der Meinung sei, dass sie beide ein Hindernis darstellen, dann würden sie auch sofort aufhören.

Bürgermeister Georges Engel (LSAP) bedauerte, dass die Präsentation von Gemeinderat Jos Piscitelli (LSAP) nicht angekündigt war und somit nicht auf der Tagesordnung stand. Dann hätte man sich vorbereiten können. Vor allem da man auch ein Treffen im Schöffenrat geplant habe. Er betonte weiterhin, dass die Gemeinde die „Epicerie solidaire“ von Anfang an unterstützt hat und dies auch in Zukunft tun werde. Er widersprach dem Vorwurf, dass das Sozialamt sich aus dem Projekt zurückziehe, es sei nur eine Person (Gemeinderat Jos Piscitelli), der dies als Konsequenz tue. Gemeinderat Jos Piscitelli (LSAP) rechtfertigte seine Präsentation damit, dass es bei diesen Tagesordnungspunkten sehr wohl um genau seine Person und die diesbezüglichen Posten geht.

Gemeinderat und Präsident des „Office social“ Jemp Schlessler (LSAP) erhielt dann das Wort um einiges klarzustellen. Am vergangenen Mittwoch gab es auf Initiative des Sozialamtes eine Zusammenkunft mit der „Epicerie solidaire“. Er sei der Meinung, dass diese eigentlich gut verlaufen war. Es gehe jetzt ganz sicher nicht darum, das ganze Projekt zu stoppen, ganz im Gegenteil möchte man es optimieren, vor allem auf die Kundenzielgruppe. Dies wurde in verschiedenen Punkten vernachlässigt und man wolle eine andere Ausrichtung in Betracht ziehen. Er unterstrich, dass die Zusammenarbeit, gar Ausbau, auch weiterhin gewünscht ist. Er bedauere, dass die öffentliche Gemeinderatssitzung nun dafür ausgenutzt wird, nur um eine eigene Position nach außen zu tragen.

Schöffin Simone Asselborn-Bintz (LSAP) gab dann auch eine Erklärung zu ihrem Rücktritt, da ihr Name bereits erwähnt worden war. Sie habe sich aus persönlichen Gründen aus der „Epicerie solidaire“ zurückgezogen, weil sie sich nicht mehr mit der Funktionsweise identifizieren konnte. Sie habe das Gefühl gehabt nicht gehört und nur als Nörglerin hingestellt zu werden wenn sie kritischere Töne einsetzte. Zudem wurde sie zweimal in einer Vorstandssitzung bloßgestellt. Als Schöffin unterstütze sie das Projekt aber weiterhin. Es sei auch nie die Rede davon gewesen, gar keinen Geschäftsführer einzusetzen, nur dass das Profil für diesen Posten Grund für Bedenken gab. Bürgermeister Georges Engel (LSAP) fügte dem hinzu, dass man zuerst eine Bilanz ziehen

wolle, bevor man die hierfür geeignete Person einstellt. Gemeinderat Jos Piscitelli (LSAP) erwiderte, dass es heute um die Substanz gehe, und zwar das Personal sei nun mal die Essenz der „Epicerie solidaire“. Er wolle warnen, dass es ein riesiges Problem geben wird, falls die beiden momentanen Geschäftsführer (er selbst und Schöffin Myriam Cecchetti) aufhören und dann gar keiner da ist um den Laden zu leiten.

Déi Lénk-Gemeinderätin Patrizia Arendt verteidigte Gemeinderatsmitglied Jos Piscitelli (LSAP), der sehr wohl ohne Vorankündigung eine Stellungnahme zu einem Tagesordnungspunkt nehmen dürfe, weil das ein elementares Recht eines jeden Gemeinderates ist. Sie bedankte sich im Gegenteil ausdrücklich für die Ausführungen, da das Thema um die „Epicerie“ für sie bislang auf der emotionalen Ebene stattgefunden habe und wenige Fakten diskutiert wurden. Sie zeigte sich erstaunt über die Aussagen, dass die ursprüngliche Ausrichtung der „Epicerie“ nicht mehr dieselbe wäre. Laut den Zielen der Konvention seien, in ihren Augen, alle Kriterien oder Ziele, die man sich bei der Gründung gegeben hatte erfüllt: ein Nachbarschaftsladen (die meisten Kunden stammen aus dem direkten Umfeld) wo man fair gehandelte Bioprodukte aus lokalem Anbau zu solidarischen Preisen einkaufen kann, zudem noch von Mitgliedern der „Ateliers protégés“ hergestellt. Dass neben dem Laden selbst und dem Restaurant ein Cateringservice entstanden ist, ist in ihren Augen nur eine weitere Aktivität die wirtschaftlich gut ins Konzept passt und das ganze Projekt mitträgt. Welches von den erfüllten Kriterien sollte denn nun eine „andere Ausrichtung“ bekommen? Außerdem wollte sie wissen, wie man nun verfahren werde um über alle Punkte (a-k) abzustimmen, da sie auch noch ihre jeweiligen Stellungnahmen mitteilen möchte.

Gemeinderat und Sozialamt-Präsident Jemp Schlessler (LSAP) erklärte, dass es genauso besser gewesen wäre und es dann auch keinen negativen Beigeschmack wie jetzt gebe, wenn er wie geplant jeden Punkt einzeln vorgestellt hätte, danach die Stellungnahmen und darauf folgend die Abstimmung erfolgt wären.

Schöffin und Präsidentin der EpiSol Myriam Ceccetti (déi Gréng) unterstrich, dass es sich heute um eine substanzielle Entscheidung handele. Man müsse diese Stelle des Kommunikations- und Managementbeauftragten stimmen, ansonsten gehe die „Epicerie solidaire“ zugrunde. Sie selber sei nicht mehr dazu bereit all diese Aufgaben zu übernehmen, man brauche einen professionellen Mitarbeiter, der sich in diesem Bereich auskennt.

Bürgermeister Georges Engel (LSAP) erklärte zur Kritik von Gemeinderätin Patrizia Arendt (déi Lénk), dass es schwierig sei eine Entscheidung zur Ausrichtung der „Epicerie solidaire“ zu treffen, da man heute zum ersten Mal eine provisorische Bilanz eines ganzen Jahres präsentiert bekommen hat. Ein Problem sei, dass man gleichzeitig viele „Baustellen“ angelegt hat, als man das Projekt gestartet hat. Die Zielsetzungen sozial, ökologisch und ökonomisch zu sein, sind zu verschieden gewichtet worden. Die sozialen und ökologischen Gesichtspunkte wurden respektiert, jedoch stelle sich die Frage zum ökonomischen Teil. Zudem müsse man sich auch fragen, warum sich Leute aus dem Vorstand der „Epicerie“ zurückziehen.

Gemeinderat Jos Piscitelli (LSAP) entgegnete, dass der ökonomische Aspekt aber auch wichtig sei. Man habe effektiv in diesem Bereich verschiedene Aktionen unternommen, aber nur damit der Betrieb ins Laufen kommt. Dadurch wurde die „Epicerie solidaire“ vielleicht anders als am Anfang gedacht. Er betonte dann wiederum, dass man wirklich einen professionellen Mitarbeiter braucht, er selber und Schöffin Myriam Cecchetti schaffen dies nicht mehr allein. Außerdem warf er dem Schöffen- bzw. dem Gemeinderat vor, ihm das Vertrauen entzogen zu haben und ihnen deshalb aus dem Sozialamt geworfen zu haben. Daraufhin entgegnete Bürgermeister Georges Engel (LSAP), dass dies nicht stimme und diese Diskussion nicht hierhin gehöre. Er unterstrich, dass die Gemeinde auch weiterhin die „Epicerie solidaire“ unterstützen werde.

Bei der Abstimmung zu Punkt 51a) Präsentation des Tätigkeitsberichtes gab es keine Einwände. Bei Punkt b) Wahl des Präsidenten des Sozialamt-Vorstandes enthielt sich Gemeinderätin Patrizia Arendt (déi Lénk), da Bürgermeister Georges Engel (LSAP) als Observator bei der Abstimmung im Vorstand anwesend war, obwohl es eine geschlossene Sitzung und ein geheimes Votum war. Es könne nicht sein, dass die Zukunft des Sozialamtes von Einzelpersonen, die im Vorstand sitzen, abhängig gemacht wird. Punkt c) Vertretungsrangfolge wurde dann wiederum einstimmig verabschiedet. Bei Punkt d) Bestimmung eines Vertreters des Sozialamtes in der „Entente des Offices sociaux“ enthielt sich dann Gemeinderat Jos Piscitelli (LSAP), da er nicht mit der Vorgehensweise einverstanden war. Zu Punkt e) Konvention mit dem Friseursalon „byTun“ (der Salon gibt Sozialhilfeempfängern einen reduzierten Preis) erklärte déi Lénk-Gemeinderätin Patrizia Arendt ihre Enthaltung mit der sozialen Ungerechtigkeit in dieser Sache. Sie habe ein Problem damit, dass Frauen mehr zahlen sollen als Männer und somit eine soziale Ungerechtigkeit auf Grund des Geschlechts – die bereits besteht – einfach weiter übernommen würde.

Die Idee sei nicht zu Ende gedacht und unausgereift. Sie schlug vor, dass das Sozialamt auf Anfrage die ganzen Kosten für Frisörbesuche übernehmen solle, egal um welchen Frisörsalon es sich handeln würde; Hintergrund dieser Aktion sei ja die Steigerung des Selbstwertgefühls der Sozialempfänger. Eine Umfrage bei den anderen Frisören würde sicher eine Bereitschaft einer Preisreduktion ihrerseits klären. Auch könne man den Menschen nicht vorschreiben zu welchem Frisör sie gehen sollen. Gemeinderat und „Office social“-Präsident Jemp Schlessler erklärte, dass die sozial schwächeren Bürger, die sich einen Friseurbesuch gar nicht leisten können, einen Gutschein, der die Gesamtkosten deckt, erhalten. Punkt f) Abschaffung eines 10 Stunden-Postens wurde einstimmig bewilligt.

Bei den Punkten g) Abschaffung einer Stelle zugunsten des Projektes „Epicerie solidaire“, h) und i) Schaffung zweier Halbtagspostens für das Projekt „Social Opportunities“ enthielten sich die Gemeinderäte Patrizia Arendt (déi Lénk) und Jos Piscitelli (LSAP). Gemeinderat und Präsident des Sozialamtes Jemp Schlessler (LSAP) erklärte zu Punkt g), dass dieser Posten am 27.12.2016 im Vorstand abgesehen wurde. Im Januar 2017 stellte sich heraus, dass dem Vorstand falsche und inkomplette Informationen vorgelegt wurden. Für einen solch hoch bezahlten Posten musste z.B. das Einverständnis der Gemeinde vorliegen, was nicht der Fall war. Wegen dieser Missverständnisse wurde dieser Posten nun erst mal gestrichen um zu einem späteren Zeitpunkt abgeklärt zu werden. Zudem sollte das Budget des Sozialamtes vor allem für die Sozialhilfe ausgegeben werden und nicht nur für die „Epicerie solidaire“. Gemeinderätin Patrizia Arendt (déi Lénk) wollte in diesem Zusammenhang wissen ob die Prozedur vorsehe, dass bei Bedarf an Personal nicht nur der „Office social“-Vorstand entscheiden darf, sondern auch das Einverständnis der Gemeinde vorliegen muss. Bürgermeister Georges Engel erklärte, dass durch das finanzielle Engagement der Gemeinde im Sozialamt, das Prinzip festgehalten wurde, dass die Zustimmung des Schöffenrates bei einer solchen Entscheidung nötig ist. Der Schöffenrat hat in dieser Sache keinen Beschluss getroffen, da man Zweifel an diesem Posten hatte und man außerdem zuerst einmal die Bilanz des ganzen Jahres 2016 haben wollte. Zu den Punkten h) und i) erläuterte Gemeinderat Jemp Schlessler (LSAP), dass die 2 Halbtagsposten befristete Verträge waren, die nun der Stabilität und Kontinuität halber in unbefristete Stellen umgewandelt werden. Der erste Posten ist klar definiert, 10 Stunden für die „Epicerie“ und 10 Stunden für andere Projekte des Sozialamtes. Die zweite Stelle, die bisher exklusiv in der „Epicerie“ beschäftigt worden war, wird nun nicht mehr nur ausschließlich dort arbeiten. Dies um die Flexibilität im Sozialamt zu garantieren.

Natürlich wird diese Person auch weiterhin administrative Aufgaben der „Epicerie“ in einem Büro des „Office social“ ausüben können.

Bei den letzten beiden Punkten j) und k) Verlängerung der befristeten Verträge enthielt sich Gemeinderat Jos Piscitelli (LSAP) auch weiterhin. Die beiden Personen haben ihre Arbeit zur vollsten Zufriedenheit erledigt, so Gemeinderat Jemp Schlessler (LSAP). So können sie ihre Pflicht weiter erfüllen bevor die neuen unbefristeten Stellen besetzt werden können.

Zur Konvention zwischen dem Sozialamt und der Gemeinde bezüglich des Projektes „Social Opportunities“ erklärte Schöffin Simone Asselborn-Bintz (LSAP), dass die Gemeinde weiterhin die Personalkosten für 10 Stunden eines Halbtagspostens übernehmen wird. Da die Arbeitsstundenverteilung zuungunsten der „Epicerie solidaire“ abgewandelt wurde, enthielten sich Gemeinderäte Patrizia Arendt (déi Lénk) und Jos Piscitelli (LSAP).

NEUES WASSERGESETZ UND KOLLEKTIVVERTRAG DER ARBEITNEHMER DER SÜDGEMEINDEN

Danach erhielt Schöffin Simone Asselborn-Bintz (LSAP) noch einmal das Wort um den Beschluss bezüglich des Gesetzesprojektes N°7074, der das Wassergesetz aus dem Jahr 2008 abändern wird, zu erklären. Es geht hierbei vor allem um die staatlichen Subsidien für Abwasserprojekte, die durch das neue Gesetz erheblich heruntersetzt werden. Mit diesem gemeinsamen Beschluss der Kordallgemeinden Differdingen, Käerjeng, Petingen und Sanem möchte man die Regierung dazu auffordern den Artikel 71 des neuen Gesetzestextes abzuändern bzw. die Frist des Heruntersetzens der finanziellen Unterstützung (nach Inkrafttretens des Gesetzes) um 3 Jahre verlängern. Es sei nicht fair, die Gemeinden zu bestrafen, die in Sachen Abwasser immer eine exzellente Arbeit verrichtet haben und alle Kläranlagen auf den neuesten Stand gebracht haben. Der Gemeinderat bewilligte diesen Beschluss einstimmig.

Auch die von Schöffin Myriam Cecchetti (déi Gréng) erläuterten Abänderung der SICONA-Ouest- Statuten (Namensänderung der Gemeinde Käerjeng und Abschaffung des „Conseil technique“), als auch die Abänderungen in der Zusammensetzung der beratenden Kommissionen und die temporären Verkehrsverordnungen gaben keinen Anlass zu Einwänden.

Da sie zur Arbeit müsste und es mittlerweile schon nach 13.00 Uhr sei, verabschiedete sich déi Lénk-Gemeinderätin Patrizia Arendt und entschuldigte sich, dass sie leider nicht am Rest der Sitzung teilnehmen könne.

Dann gab Schöffe Marco Goelhausen (LSAP) alle wichtigen Informationen zur Erneuerung des Kollektivvertrags der Gemeindearbeiter in den Südgemeinden. Zuerst gab er einen Überblick bezüglich des Kollektivvertrags. Dieses Abkommen wird zwischen den Patronatsvertretern der 18 Südgemeinden und den 2 Gewerkschaften LCGB und OGBL verhandelt. Diese Verhandlungen dauern nun schon fast 1 Jahrzehnt lang. Hauptursache sind bis dato vor allem Divergenzen zwischen den Patronatsvertretern untereinander gewesen, nach dem Motto: „Viele Köche verderben den Brei“. Dann führten noch die weltweite Finanzkrise und die Tarifvereinbarung der Beamten zum Stillstand der Unterredungen. Nach Wiederaufnahme der Verhandlungen, gab es dazu noch den Bürgermeister einer Nachbargemeinde, der proklamierte, dass die Gewerkschaften all ihre Forderungen vergessen könnten, etc. So wurde der Kollektivvertrag zum Spielball politischer Interessen, was unnötig und zeitraubend war. Anschließend konnte man dann doch irgendwann (nachdem jener Bürgermeister zurückgepfiffen worden war) sachlich weiterdiskutieren.

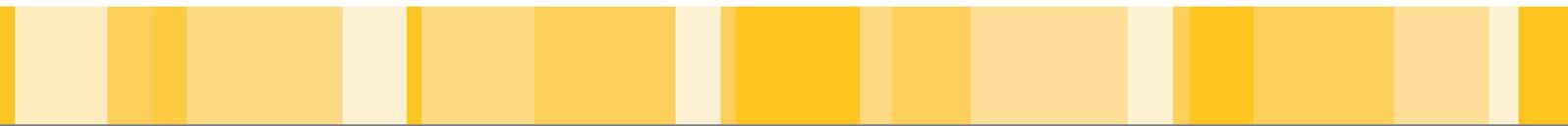
Danach erläuterte Schöffe Marco Goelhausen (LSAP) den eigentlichen Inhalt des Kollektivvertrags. Unter anderem wird eine einmalige Prämie von 0,9% ausbezahlt und der Punktwert um 2,2% erhöht. Der größte Streitpunkt stellt jedoch zurzeit die Umsetzung der aktuellen Gehälterstruktur in eine lineare Ausrichtung der einzelnen Laufbahnen dar.

Vor der Abstimmung teilte Gemeinderätin Nadine Tornambé-Duchamp (LSAP) noch ihre verschiedenen Überlegungen mit. Innerhalb eines Betriebs, in diesem Fall einer Gemeinde, ist es wichtig dass gerechte Löhne gezahlt werden. Der Arbeitnehmer, ohne Unterschied zwischen Arbeiter, Angestellten oder Beamten, soll gemäß seiner Qualifikation, seiner Kompetenz in der Ausübung seiner Aufgaben adäquat entlohnt werden. Zudem bedeutet dies, dass die gleiche Arbeit mit dem gleichen Gehalt bezahlt werden muss, unabhängig vom Geschlecht oder Statut. Der Handwerker soll genauso bezahlt werden wie der Beamte und umgekehrt, ohne Anrecht auf Vordienstzeit, ohne Prämien. Man braucht in den Gemeinden eine kohärente Gehälterstruktur um ein gesundes Arbeitsklima zu garantieren. Deshalb als einzige Kritik: es wäre noch besser gewesen in diesem Zusammenhang die Urlaubstage anzupassen. Sie wünsche der Arbeitsgruppe das nötige Fingerspitzengefühl und

eine überlegte Feder bei der Niederschrift der Ausführungsbestimmungen des Kollektivvertrags. Anschließend wurde dieser Punkt ohne Gegenstimme verabschiedet.

Im Anschluss daran wurde eine einmalige Prämie an Gemeindeangestellte („salaré à tâche intellectuelle“) bewilligt.

Abschließend wurden dann noch mehrere Posten für die kommunalen Regiebetriebe und die Maison Relais geschaffen, und 2 Stellen im CIPA „Op der Waassertrap“ von der Berufslaufbahn PA5 auf PA4 erhöht.




Procès-verbal des votes

du Conseil Communal de Sanem
de la séance publique
du lundi, 3 avril 2017

date de l'annonce publique: 27 mars 2017
date de la convocation des conseillers: 27 mars 2017
début: 14h15
fin: 18h31

Présents:

M. Engel Georges, président,
Mme Arendt Patrizia, Mme Asselborn-Bintz Simone, M. Bronzetti Denis, Mme Cecchetti Myriam, M. Cornély Alain, Mme Faber-Huberty Chantal, M. Goelhausen Marco, M. Lorang Milke, Mme Morgenthaler Nathalie, M. Piscitelli José, Mme Reuter-Bauler Carine, M. Schlessler Jean-Pierre, Mme Speck-Braun Patricia, Mme Tornambé-Duchamp Nadine,
Mme Greven Manon, secrétaire communal

Absent(s) excusé(s): /

Premier votant: Mme Morgenthaler Nathalie

Madame Cecchetti Myriam n'a pas pris part au vote des points 21 et 22.



Ordre du jour

Le collège des bourgmestre et échevins demande de bien vouloir ajouter les points suivants sur l'ordre du jour:

- 13.A Approbation d'un subside en faveur de l'association «DYSPHASIE»
- 13.B Prolongation et augmentation d'un acte de cautionnement pour le comité d'organisation des Championnats du Monde de Cylco Cross 2017
- 24.A Nomination définitive de Madame BECKER Lisa au poste de rédacteur auprès de l'administration communale à partir du 1er mai 2017

Vote unanime

Le collège des bourgmestre et échevins demande de bien vouloir retirer le point suivant de l'ordre du jour:

24. Prolongation de stage d'un rédacteur pour la période du 01.05.2017 au 30.04.2018, soit 12 mois.

Vote unanime

1. Correspondance et Informations
2. Présentation du «Service des Relations Publiques et de la Culture»

PROJETS

3. Réaménagement des rues G.-D. Charlotte, Dicks-Lentz et rue de la Gare à Belvaux, ainsi que l'aménagement d'une zone de rencontre et d'un parking.
Devis estimatif détaillé: 3'584.000,00.- € (article budgétaire: 4/624/221313/13005)
Devis estimatif détaillé: 1'184.000,00.- € (article budgétaire: 4/520/222100/13005)
Devis estimatif détaillé: 1'222.000,00.- € (article budgétaire: 4/630/222100/13005)

Vote unanime

4. Acquisitions de matériel pour le CIPA «Résidence Op der Waassertrap»

Vote unanime

AMENAGEMENT COMMUNAL

5. Introduction d'une servitude d'interdiction de lotissement, de construction, de reconstruction et de transformation frappant les immeubles des sections de Belvaux, Soleuvre, Sanem et Ehlerange pendant la refonte du PAG, dénommée «moratoire»

Vote unanime

6. Approbation d'une convention avec l'Etat concernant la concession d'un droit de superficie dans le cadre de la construction d'un bâtiment pour l'éducation différenciée à Belval-Sud

Vote unanime

FINANCES

7. Approbation de diverses modifications budgétaires

	Article budgétaire	Libellé	Crédit initial 2017	Modification proposée	Crédit après modification
a)	4/734/223210/99002	Maisons de retraite et de soins - Réparation urgente de la camionnette	0,00	10 649,47	10 649,47
b)	4/910/221311/07001	Enseignement fondamental - Rénovation Ecole Chemin	0,00	10 877,08	10 877,08

c)	4/322/221311/03001	Service d'incendie et de sauvetage - Construction d'un nouveau local pour le service d'incendie de la commune de Sanem	0,00	1 759,34	1 759,34
d)	4/410/221313/16045	Agriculture, sylviculture, viticulture - Mise en place de plusieurs potagers surélevés dans la commune	10 000,00	-10 000,00	0,00
e)	4/410/221313/17066	Agriculture, sylviculture, viticulture - Construction et pose d'abris de jardin au Matgesfeld à Belvaux	0,00	10 000,00	10 000,00
f)	3/120/614600/99001	Coordination administrative - Assurances responsabilité civile	80 000,00	30 000,00	110 000,00
g)	3/542/648120/99004	Protection de la nature - Participation à des projets dans le cadre du Pacte Climat	100 000,00	-7 760,00	92 240,00
h)	3/542/648340/99002	Protection de la nature - Participation communale à l'acquisition d'un vélo ou d'un pedelec25	0,00	6 000,00	6 000,00
i)	3/542/648340/99003	Protection de la nature - Participation communale aux abonnements annuels des transports publics	0,00	1 760,00	1 760,00

Vote unanime

j)	3/111/615243/99001	Organes politiques - Menues dépenses imprévues du Collège des bourgmestres et échevins	27 500,00	23 000,00	50 500,00
----	--------------------	--	-----------	-----------	-----------

Vote(s) positif(s): 10

Asselborn-Bintz Simone, Bronzetti Denis, Cecchetti Myriam, Cornély Alain, Engel Georges, Faber-Huberty Chantal, Goelhausen Marco, Piscitelli José, Schlessler Jean-Pierre, Tornambé-Duchamp Nadine

Abstention(s): 5

Arendt Patrizia, Lorang Mike, Morgenthaler Nathalie, Reuter-Bauler Carine, Speck-Braun Patricia

8. Approbation d'une participation communale à l'acquisition d'un vélo ou d'un pedelec25 et crédit

Vote unanime

9. Approbation d'une participation communale aux abonnements annuels des transports publics et crédit

Vote unanime

10. Approbation du règlement-taxe relatif aux cautions à déposer avant la délivrance de toute autorisation entraînant des travaux au domaine public

Vote unanime

11. Adaptation de diverses taxes de chancellerie

Vote(s) positif(s): 10	Vote(s) négatif(s): 4	Abstention(s): 1
Asselborn-Bintz Simone, Bronzetti Denis, Cecchetti Myriam, Cornély Alain, Engel Georges, Faber-Huberty Chantal, Goelhausen Marco, Piscitelli José, Schlessner Jean-Pierre, Tornambé-Duchamp Nadine	Arendt Patrizia, Lorang Mike, Morgenthaler Nathalie, Reuter-Bauler Carine	Speck-Braun Patricia

12. Approbation d'un subside au club «Agility Team Suessem» relatif à l'acquisition d'un tracteur pour l'entretien du terrain d'entraînement

Vote unanime

13. Approbation d'un subside en faveur du centre d'intervention Sanem

Vote unanime

13.A Approbation d'un don en faveur de l'association "DYSPHASIE"

Vote unanime

13.B Prolongation et augmentation d'un acte de cautionnement pour le comité d'organisation des Championnats du Monde de Cylco Cross 2017

Vote(s) positif(s): 10	Abstention(s): 5
Asselborn-Bintz Simone, Bronzetti Denis, Cecchetti Myriam, Cornély Alain, Engel Georges, Faber-Huberty Chantal, Goelhausen Marco, Piscitelli José, Schlessner Jean-Pierre, Tornambé-Duchamp Nadine	Arendt Patrizia, Lorang Mike, Morgenthaler Nathalie, Reuter Bauler Carine, Speck-Braun Patricia

14. Approbation de divers subsides

Nom	Objet	Montant accordé l'année précédente	Montant accordé
Mitica Association d'aide à l'enfance a.s.b.l.	Demande fir en Don	/	/
Aide aux enfants handicapée du Grand-Duché a.s.b.l.	Demande fir en Don	100,00 € CC 11.03.2016	100,00 €
Stop Dioxin Biergerinitiativ a.s.b.l.	Demande fir e Beitrag vun 10 €	/	/

Vote unanime

15. Modification du règlement taxe relatif aux cimetières

Vote unanime

DIVERS

16. Abrogation du règlement communal de police concernant les conditions et les modalités d'utilisation des columbariums aux cimetières de Belvaux et de Soleuvre du 28.11.1980

Vote unanime

17. Approbation du règlement communal sur les cimetières

Vote unanime

18. Approbation du rapport annuel pacte climat

Vote unanime

19. Approbation d'une convention bipartite entre l'administration communale de Sanem et le ministère de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse pour l'année 2017

Vote unanime

20. Approbation des nouveaux statuts du Syndicat Intercommunal S.I.A.CH.

Vote unanime

21. Modification de la composition des commissions consultatives

Démission(s):

Nbr	Commission	Statut		Nom et Prénom	Code postal et Localité	Fonction	Nationalité/ Parti/Association
1	Troisième Âge	facultative	E	MAKSIMOVIC Drenka	L-4436 Belvaux	m e m b r e politique	Déi Gréng
2	Jeunes	facultative	E	CATENA Patrick	L-4440 Soleuvre	m e m b r e politique	Déi Gréng
3	Jeunes	facultative	S	SINNEN Claude	L-4465 Soleuvre	m e m b r e politique	Déi Gréng
4	Environnement	facultative	E	FABER Serge	L-4380 Ehlerange	m e m b r e politique	Déi Gréng
5	Environnement	facultative	S	SINNEN Claude	L-4465 Soleuvre	m e m b r e politique	Déi Gréng
6	Egalité des chances	facultative	E	GENGLER Pascale	L-4483 Soleuvre	m e m b r e politique	Déi Gréng
7	Egalité des chances	facultative	S	MAKSIMOVIC Drenka	L-4436 Belvaux	m e m b r e politique	Déi Gréng
8	Sports	facultative	S	BETTENDORFF Jeannot	L-4986 Sanem	m e m b r e politique	Déi Gréng

Nomination(s):

Nbr	Commission	Statut		Nom et Prénom	Code postal et Localité	Fonction	Nationalité/ Parti/Association
1	Troisième Âge	facultative	E	THEIS Christiane	L-4483 Soleuvre	m e m b r e politique	Déi Gréng
2	Jeunes	facultative	E	BREMER Liam	L-4483 Soleuvre	m e m b r e politique	Déi Gréng
3	Jeunes	facultative	S	FERREIRA Kendra	L-4441 Soleuvre	m e m b r e politique	Déi Gréng
4	Environnement	facultative	E	HORNICK Michèle	L-4380 Ehlerange	m e m b r e politique	Déi Gréng
5	Environnement	facultative	S	FABER Serge	L-4380 Ehlerange	m e m b r e politique	Déi Gréng
6	Egalité des chances	facultative	E	ERPELDING Fabienne	L-4408 Belvaux	m e m b r e politique	Déi Gréng
7	Egalité des chances	facultative	S	GENGLER Pascale	L-4483 Soleuvre	m e m b r e politique	Déi Gréng
8	Sports	facultative	S	ERPELDING Fabienne	L-4408 Belvaux	m e m b r e politique	Déi Gréng
9	Circulation	facultative	S	FABER Serge	L-4380 Ehlerange	m e m b r e politique	Déi Gréng

Vote unanime

22. Approbation de règlements d'urgence pris par le collège des bourgmestre et échevins
- a. Confirmation d'un règlement temporaire d'URGENCE de la circulation à l'occasion des travaux de construction d'une maison unifamiliale dans la rue de France (CR178), par l'entreprise Stugalux à Belvaux
 - b. Confirmation d'un règlement temporaire d'URGENCE de la circulation à l'occasion des travaux d'aménagement de la canalisation d'eau pluviale dans les tronçons de la rue Michel Rodange et Salvador Allende à Belvaux et Soleuvre, travaux effectués par l'entreprise Bonaria et fils d'Esch/Alzette

Vote unanime



Froen un de Schäfferot am Zesummenhang mat der Participatioun vun eisen auslänneschen Matbiergerinnen an Matbierger bei de Gemengewahlen.

Den 8. Oktober dest Joer si Gemengewahlen. Eng Partie Parteien hunn hier Lëschten schon bekannt ginn. Eis Gemeng ass gewuess an mir wäerten am nächsten Gemeengerot zu 17 d'Interessen vun eise Biergerinnen an Bierger verrieden.

An eiser Gemeng mecht den Undeel vun den Awunner mat enger anerer Nationalitéit wéi déi lëtzebuergesch en Drëttel aus (34,51 %). An deem Zesummenhang wollt ech folgend Froe stellen:

- Wéi vill vun eisen auslännesche Matbiergerinnen an Matbierger hunn sech op d'Wielerlëschten ageschriwwen fir wielen ze goen?
- Wéini a wéi gedenkt de Schäfferot eng Sensibiliséierungs- an Oplärungsversammlung oder Campagne z'organisieren fir all déi Léit, déi sech nach net ageschriwwen hunn z'erreechen?
- Wier et net oportun all eenzelnen vun eisen auslänneschen Matbiergerinnen an Matbierger perséinlech unzeschreiwen an se iwwert hiert Wahlrecht an Kandidaturrecht opzeklären?
- Eis Gemeng verfüügt iwwert en Coffret deen bei Iwwersetzungen kéint agesat ginn. Wier et méiglech den Associatiounen an de Parteien dësen Coffret zur Verfügung ze stellen fir dat si deen och bei hiren Manifestatiounen kéinten benotzen?

Mat beschte Gréiss,
Patrizia Arendt,
Gemengeréitin vun déi Lénk



Un de Schäfferot vun der
Gemeng Suessem

Zolwer, den 2. Abrëll 2017

Wéi mir viru Joere gefrot hate fir bei der Escher Gemeng z'intervenéiere fir eng Escher Strooss opmaachen ze loossen, während mir Uarbechten am Tippewee duerchgefouert hunn, hat de Schäfferot refuséiert aus Grënn vun der Mengenaautonomie bei deenen Escher Kolleegen eng Ausnahm un ze froen.

Zu Eilereng ass haaptsächlech während den Hauptverkéierszäiten décke Réckstau wéinst enger onglécklecher Kräizung an der Gemeng Monnerech.

Gemäss dem Artikel 25 vum Gemengegesetz vum 13. Dezember 1988, erlaabt eis Äech an der Sëtzung vum nächste Gemengerot folgend Fro ze stellen:

- Kann de Schäfferot dës Kéier w.e.g. bei der Monnerecher Gemeng nofroen, ob si, aus Rücksicht zu der Liewensqualitét vun eisen Eilerenger Matbierger, kënnen d'Virfahrt op där Kräizung erëm änneren?

Merci am virus fir Är Äntwert, mat eise beschte Gréiss,
Fir d'CSV-Fraktioun,
Mike LORANG, Nathalie MORGENTHALER a Carine REUTER-BAULER



CSV-Stellungnahm zum Punkt 13B: «Prolongation et augmentation d'un acte de cautionnement pour le comité d'organisation des Championnats du Monde de Cyclo Cross 2017» vum 3. Abrëll 2017

Wann een als (Oppositious-)Politiker e Punkt 3 Deeg virun der Gemengerotssëtzung nogereecht kritt, dann ass dat ni ideal.

Wann dann zousätzlech keng Detailer am Dossier stinn, da kann ee senger Kontrollfunktioon absolut net nokommen.

Mär hu vun Ufank u gesot, mär géifen d'Cyclo-Cross WM als solches begréissen, mä géifen et awer opstoe loosse wéi mär géifen ofstëmme wa Méikäschten, resp. en Defizit ze decke sinn.

Mär hunn haut Erklärunge kritt wéi verschidden Imprévuën an domat Méikäschten zustane komme sinn. Verschiddener sinn no ze vollzéien, anerer awer net.

Mär hu v.a. keng Beleeg/Pièce vun dësen Ausgabe kritt, d.h. fir eis ass dat alles anescht wéi transparent.

Dat Schlëmmst un dësem Punkt ass awer den Zäitpunkt vun der Ofstëmmung. Den Acte de cautionnement leeft den 30. Abrëll 2017 of an de Schäfferot huet dëse Punkt eréischt den 31. Mäerz 2017 op d'Dagesuerdung gesat.

Mär kënnen esou eng irresponsabel Finanzpolitik net guttheeschen. Et wuar jo awer net eréischt zënter „gëschter“ gewosst, dass net genuch Suen do si fir Rechnungen ze bezuelen, resp. d'Imprévuë si jo awer zum Deel och scho méi laang bekannt.

Mär hunn heibannen ëmmer nëmme positiv Message vermëttelt kritt, et sinn XY Tickete kaf ginn, alles leeft wéi geplangt...

Wann een esou no bausse kommunizéiert, dāerf ee sech net wonneren, wa mär eis wonneren, dass elo schlecht Norichte (era)kommen.

D'Tatsaach, dass de Schlussbilan eréischt no de Wahle wāert virleien, léisst natierlech och e batteren Nogeschmaach. Vu dass keng Gemengerotssëtzung méi no der grousser Vakanz wāert sinn, brauch de Schäfferot den definitiven Defizit och net méi virun de Wahlen ze nennen.

Eis stéiert d'Intransparenz, de Mangel u Wāitsiichtegkeet resp. de Mangel u Kommunikatioun an dësem Dossier. Dofir muss d'CSV sech bei dësem Punkt enthalen.

SEANCE A HUIS CLOS

PERSONNEL - ADMINISTRATION

24. Prolongation de stage d'un rédacteur, pour la période du 01.05.2017 au 30.04.2018, soit 12 mois

Le point a été retiré de l'ordre du jour

24. A. Nomination définitive d'un rédacteur auprès de l'administration communale à partir du 1er mai 2017

Nom	Prénom	OUI	NON	Abstentions:
BECKER	Lisa	15		

Est nommé(e): BECKER Lisa

25. Promotion d'un expéditionnaire administratif au poste de commis principal, grade 8, à partir du 1er avril 2017

Nom	Prénom	OUI	NON	Abstentions:
LEMAIRE	Norma	15		

Est nommé(e): LEMAIRE Norma

PERSONNEL – CIPA « RESIDENCE OP DER WAASSERTRAP »

26. Réduction de la tâche hebdomadaire d'une aide-soignante au C.I.P.A. «Résidence Op der Waassertrap» de 40 heures à 30 heures à partir du 1er septembre 2017

Nom	Prénom	OUI	NON	Abstentions:
GADDE	Vera	15		

Réduction de tâche accordée

27. Démission d'une aide-soignante au C.I.P.A. «Résidence Op der Waassertrap», avec une tâche de 20 heures /semaine, sous le statut de salarié tombant sous le champ d'application de la CCT SAS, carrière de l'aide-soignante ps5 avec effet au 14 mars 2017

Nom	Prénom	OUI	NON	Abstentions:
KIEFFER	Nancy	15		

Démission accordée

28. Nomination d'un aide-soignant (M/F), à durée indéterminée avec une tâche de 40 heures/semaine, au C.I.P.A.» Résidence op der Waassertrap» sous le statut de salarié tombant sous le champ d'application de la CCT SAS, carrière de l'aide-soignant PS5

Nom	Prénom	OUI	NON	Abstentions:
BERNARDY	Damien	15		

Est nommé(e): BERNARDY Damien

PERSONNEL – MAISON RELAIS POUR ENFANTS

29. Démission d'une aide-éducatrice, avec une tâche de 16 heures /semaine à la Maison Relais Sanem, sous le statut de salarié tombant sous le champ d'application de la CCT SAS, carrière de l'éducateur PE5 (en formation) avec effet au 30 avril 2017

Nom	Prénom	OUI	NON	Abstentions:
KNEBELER ép. BREUER	Nicole	15		

Démission accordée

30. Nomination d'un employé communal m/f à plein temps et à durée indéterminée de la carrière de l'éducateur gradué pour les besoins de la Maison Relais, service R.A.S.E

Nom	Prénom	OUI	NON	Abstentions:
ZACCARIA	Michaël	15		

Est nommé(e): ZACCARIA Michaël

Arendt Patrizia	Asselborn-Bintz Simone	Bronzetti Denis
Cecchetti Myriam	Cornély Alain	Engel Georges
Faber-Huberty Chantal	Goelhausen Marco	Lorang Mike
Morgenthaler Nathalie	Piscitelli Jos	Reuter-Bauler Carine
Schlesser Jean-Pierre	Speck-Braun Patricia	Tornambé-Duchamp Nadine



Gemeinderatssitzung Sanem vom 03.04.2017

Aufbesserung des Ortskerns „Al Bieles“

Die Gemeinderatssitzung vom 3. April 2017 beinhaltete insgesamt 32 Punkte, von denen der Hauptaugenmerk heute auf der Neugestaltung des Ortsviertel „Al Bieles“ und auf der Finanzierung der vergangenen Cyclo-Cross-Weltmeisterschaften 2017 in Beles lag. Alle Punkte wurden einstimmig verabschiedet, mit Ausnahme der Punkte bezüglich der Cyclo-Cross-Weltmeisterschaften und der Festlegung von Verwaltungsgebühren.

BELES

Zu Beginn der heutigen Sitzung bat Bürgermeister Georges Engel (LSAP) im Namen des Schöffenrates 3 Punkte der Tagesordnung hinzuzufügen an 1 Punkt zu streichen. Hierbei handelte es sich um die finanzielle Unterstützung zugunsten der Dysphasie-Vereinigung (Punkt 13A), um die Verlängerung der Kreditlinie zugunsten des Organisationskomitees der Cyclo-Cross-Weltmeisterschaften 2017 (Punkt 13B) und um die definitive Nominierung einer Gemeindebeamtin (Punkt 24A). Dieser Punkt ersetzt den gestrichenen Punkt 24 (Verlängerung der Probezeit).

Danach gab Bürgermeister Georges Engel Informationen bezüglich der zukünftigen Seniorenwohnungen in Belval Nord gegenüber des CIPA „Résidence Op der Waassertrap“. Nachdem das erste Projekt nicht wie geplant umgesetzt werden konnte, ist man sich nun mit dem Bau-träger einig geworden. Ende April findet eine Informationsversammlung für alle diejenigen statt, die bereits einen Vorkaufsvertrag unterschrieben hatten. Die Verträge müssen nun noch einmal juristisch überprüft werden. Es han-

delt sich hierbei um an Senioren angepasste Wohnungen, die nach dem Auszug der Bewohner an die Gemeinde verkauft werden, damit die öffentliche Hand bestimmender Akteur bleiben kann um die Wohnung wieder zu den eigenen sozialen Bedingungen weiterzuverkaufen.

VORSTELLUNG DES „SERVICE DES RELATIONS PUBLIQUES ET DE LA CULTURE“

Anschließend folgte eine Präsentation des vor einem Jahr neu gegründeten Dienst „Service des relations publiques et de la culture“. Der Verantwortliche Cliff Schmit veranschaulichte die Organisation und die Aufgaben anhand einer Powerpoint-Präsentation. Hierbei war zu erfahren, dass sich der Dienst aus dem ehemaligen „Service des festivités“, „Service des sociétés“, einer Person aus dem Gemeindesekretariat und 2 aus dem technischen Dienst zusammensetzt. Insgesamt 5 Mitarbeiter und 2 Techniker kümmern sich also vor allem um die gemeindeeigenen Veranstaltungen, auch die im Konzertsaal „Artikuss“, die Saalreservierungen, „Ehrenweine“ bei Empfängen und die Öffentlichkeitsarbeit. Hierzu gehören unter anderem die Homepage der Gemeinde, die Veröffentlichungen wie z.B. das „Gemeng Suessem Aktiv“ oder das „Informatiouns-
blat“, Pressemitteilungen, usw.

In diesem Zusammenhang informierte Cliff Schmit, dass man mit einer Erneuerung der Homepage befasst sei. Hier stelle sich aber die Frage, ob man beim Gemeindevyndikat SIGI („syndicat intercommunal de gestion informatique“) bleibt oder zu einer externen Firma wechselt. Gemeinderat Jos Piscitelli (LSAP) bevorzuge den Verbleib beim SIGI. Es sei besser mit anderen Gemeinden auf einem gemeinsamen Nenner zu bleiben und auch der Sicherheitsaspekt sei nicht zu vernachlässigen. Es gab beim SIGI eine Ausschreibung für die Design-Neugestaltung der bereitgestellten Homepage-Plattform, die eine individuellere Gestaltung der Seite ermöglicht. Man solle sich hierfür beim Syndikat zuerst mal informieren.

Zur wiederholt aufgeworfenen Frage betreffend die Aufnahme der Gemeinderatssitzungen, teilte Cliff Schmit mit, dass sich der Kauf einer neuen Anlage verzögern wird. Da nach den kommenden Gemeindewahlen im Oktober 2017 insgesamt 17 Ratsmitglieder im Saal untergebracht werden müssen, wird neues Mobiliar angeschafft werden. So lange nicht entschieden ist welches, hat es auch keinen Sinn Aufnahmegeräte zu kaufen bzw. zu installieren. Gemeinderätin Patrizia Arendt (déi Lénk) fragte noch einmal, ob keine Live-Übertragung der Gemeinderatssitzungen möglich sei, denn dies sei demokratischer und bürgerfreundlicher. Sie bedauere, dass der Gemeinderat nicht eingeladen wurde um sich vielleicht andere Gemeinden mit Live-Aufnahmegegeräten anzuschauen und dieses Projekt erst nach den Wahlen realisiert wird, obwohl sie es schon länger angefragt hatte. Cliff Schmit versprach, dass man die Option der Live-Übertragung mit analysieren werde.

NEUGESTALTUNG VON „AL BIELES“ – FÜR EINE BESSERE LEBENSQUALITÄT FÜR DIE ANWOHNER UND ZUGUNSTEN DER VERKEHRSBERUHIGUNG

3 Kostenvoranschläge für 1 Großprojekt standen dann auf der Tagesordnung.

Für insgesamt 5.990.000 € wird das Ortszentrum „Al Bieles“ in 3 Phasen aufgefrischt. Zu den Arbeiten gehören die Neugestaltung der Straßen rue Grande-Duchesse Charlotte, rue Dicks-Lentz und rue de la Gare in Beles, zusammen mit einer „Shared Space“-Zone und einem neuen Parkplatz. Die genauen Kosten belaufen sich auf 3.584.000 € für die Sanierung der Straßen, auf 1.184.000 € für die Erneuerung der Kanalisation und auf 1.222.000 € für die Modernisierung der Wasserleitungen. Die Großbaustelle soll im September 2017 beginnen und ungefähr 3,5 Jahre andauern, d.h. bis März 2021. Bürgermeister Georges Engel (LSAP) teilte dann noch mit, dass der Staat sich mit 1,1 Mio. € am Projekt beteiligt.



3,5 Jahre dauert die Neugestaltung des Ortskerns „Al Bieles“.

Danach übergab er das Wort zuerst an den Schöffen Marco Goelhausen (LSAP), der weitere Details zum Projekt geben konnte und an das Ingenieurbüro Schroeder & Associés, die alle wichtigen technischen Informationen mitteilten.

Gemeinsam mit den Anwohnern gab es in den vergangenen Jahren Workshops und Diskussionsrunden, in denen jeder Teilnehmer seine Ideen mit einbringen konnte. Schöffe Marco Goelhausen (LSAP) betonte, dass dieses fast 6 Mio. € teure Großprojekt, das sich von der rue d'Oberkorn bis hin zur rue de France zieht, den Ortskern von Beles um vieles aufbessern wird, es wird nicht nur attraktiver, sondern auch sicherer in punkto Verkehr. Durch diese Umgestaltung wird aber der Charakter eines Wohnviertels erhalten, die Lebensqualität jedoch erhöht und die Verkehrslage entschärft.

Die erste Phase, die sich von September 2017 bis Dezember 2018 ziehen wird, sieht Arbeiten in der rue Grande-Duchesse Charlotte und die Anlage eines neuen Parkplatzes vor. Durch ihre Bauweise war besagte Straße etwas problematisch und verfügt bisher nur über einen Bürgersteig auf einer Straßenseite. Nach Abschluss der Arbeiten wird die Fahrbahn zwar schmaler sein (von 5m auf 3,50m), doch dann wird man beidseitig über einen Bürgersteig (1,5m) verfügen. Ein Parkstreifen mit einer Breite von 2m ist auch geplant. Es wird dann auf dieser Strecke nur 2 Ausbuchtungen geben an denen sich entgegenkommende Autos kreuzen können. Das Ganze plus die Einrichtung einer Tempo 30-Zone wird den Verkehr verlangsamen. Zudem werden Bäume und Grünanlagen die Straße aufwerten. In diesem Rahmen werden auch die Infrastrukturleitungen und die Straßenbeleuchtung erneuert.

Danach hatte Gemeinderat Mike Lorang (CSV) noch weitere Fragen. Er wollte wissen inwieweit die rue des Alliés, die bereits vor ein paar Jahren neugestaltet wurde, mit in die „Shared Space“-Zone einbezogen wird. Zweitens wollte er erfahren ob die oberen Parkplätze bei der Kirche bestehen bleiben und ob die Litfaßsäule bei der rue de Hussigny erhalten bleibt. Drittens fragte er, warum ein neuer Parkplatz eingerichtet wird im Widerspruch dazu, dass man die Leute dazu bewegen will mehr zu Fuß zu gehen oder den öffentlichen Transport zu benutzen. Zum ersten Punkt antwortete Schroeder&Associés, dass nur ein kleiner Teil mit in die Begegnungszone fließen wird. Dort wird nur der neue farblich unterschiedliche Belag verlegt, die bereits sanierten Leitungen bleiben unangerührt. Die oberen Parkplätze bei der Kirche und die Litfaßsäule bleiben ebenfalls bestehen.

Schöffe Marco Goelhausen (LSAP) erklärte zur letzten Frage, dass durch die Aufwertung des Zentrums egal wie Parkplätze nötig seien. Der neue Parkplatz auf der Place Pierre Greisch wird zudem nicht komplett zubetoniert, sondern naturnah eingerichtet. Für ältere und bewegungseingeschränkte Mitbürger sind naheliegende Stellplätze auch nicht unwichtig. Der neue Parkplatz sei ein guter Kompromiss gegenüber einem Wohnviertel, das über gar keine Stellplätze mehr verfügen würde. Bürgermeister Georges Engel (LSAP) erinnerte in diesem Kontext auch daran, dass im Vereinshaus in der rue Dick-Lentz in Zukunft eventuell Veranstaltungen stattfinden könnten, dann wäre ein Parkplatz auch nötig.

Gemeinderat Jos Piscitelli (LSAP) fragte dann nach weiteren Details zum Parken in der rue Grande-Duchesse Charlotte. Die Regeln diesbezüglich in einer Tempo 30-Zone seien nicht allen Mitbürgern bekannt, da es dort keine Hinweisschilder gibt. Das Ingenieurbüro Schroeder&Associés versicherte, dass die Anwohner über das richtige Abstellen der Fahrzeuge in einer Tempo 30-Zone aufgeklärt werden. Zudem wollte er wissen ob mit den Anwohnern das bekannte Problem mit der Kanalisation und den möglichen Kellerüberschwemmungen gesprochen wurde. Die Gemeindeingenieurin Isabelle Faber konnte berichten, dass der technische Dienst bei den Bewohnern nachgefragt hat wo Probleme diesbezüglich bestehen. Ab kommenden Mai werden dann Bestandsaufnahmen („états des lieux“) vor Beginn der Baustelle bei allen Anwohnern gemacht.

CSV-Gemeinderätin Nathalie Morgenthaler kam dann zurück auf die Problematik in der rue des Alliés, wo der Bürgersteig gegenüber dem Restaurant anscheinend nicht sicher sei, da die Fahrzeuge einfach drüberfahren

würden und fragte ob an dieser Stelle bereits etwas unternommen wurde. Schöffe Marco Goelhausen (LSAP) erklärte, dass bereits in einer vergangenen Gemeinderatssitzung über dieses Thema berichtet worden war. Es sei durch die dort stehenden Steine eigentlich nicht möglich über den Bürgersteig zu fahren. Dann wollte sie wissen ob die „Shared Space“-Zone barrierefrei eingerichtet werden wird und wie es damit bei anderen Straßen in der Gemeinde aussieht. Zum Schluss wollte sie noch erfahren, ob bei dieser Baustelle Strafzahlungen eingefordert werden, falls die Arbeiten länger als 3,5 Jahre andauern sollten. Schöffe Marco Goelhausen (LSAP) und Bürgermeister Georges Engel (LSAP) konnten beides bestätigen. Die barrierefreie Einrichtung wird jedoch nur bei der Erneuerung einer Straße angewandt.

Die Kostenvoranschläge in Höhe von 5.990.000 € wurden sodann einstimmig angenommen. Die gleiche Abstimmung gab es bei der Anschaffung von neuem Material für das CIPA „Résidence Op der Waassertrap“ in Belval. Hier wurden 5.184 € freigestellt um einen elektrischen Patientenlifter und einen Sauerstoffkonzentrator zu kaufen. Beider Geräte werden im Rahmen einer besseren Betreuung der Bewohner des Alten- und Pflegeheims benötigt.

MORATORIUM BEZÜGLICH ABRISS ERHALTENSWERTER HÄUSER GESTIMMT

Bis zur definitiven Verabschiedung des allgemeinen Bebauungsplans der Gemeinde (PAG-plan d'aménagement général) soll ein Moratorium den Abriss von schützenswerten Gebäuden verhindern. Bürgermeister Georges Engel (LSAP) erklärte, dass bei der Gemeinde mehrere Abrissanfragen eingereicht wurden, die laut Liste der SSMN (Service des sites et monuments nationaux) als erhaltenswert eingestuft worden waren. Da das Patrimonium ein Element ist, was eine Gemeinde und deren Identität ausmacht, muss nun eine Maßnahme eingeleitet werden um sich zu schützen. Die Genehmigungen und Anträge die bereits eingereicht worden sind, sind von dieser Regelung ausgeschlossen. Der Gemeinderat stimmte dem Moratorium einhellig zu.

Gemeinderätin Patrizia Arendt (déi Lénk) hatte zuvor einige Fragen. Zunächst bemängelte sie die Qualität der Pläne, bevor sie wissen wollte, ob es zur letzten Liste der SSMN von 2014 Änderungen gibt, worauf Gemeindecarchitektin Nadine Dording antwortete, dass die Gebäude die gleichen geblieben sind. Dann wollte sie erfahren ob

die Bürger darüber informiert werden, wenn sich etwas für ihr Grundstück bei der Ausarbeitung des PAG ändert. Gemeindecarchitektin Nadine Dording erklärte, dass es sich bei diesem Punkt nicht um den PAG geht (hierfür wird in naher Zukunft eine eigene Gemeinderatssitzung stattfinden), sondern nur um die Verhinderung von neuen Anträgen für Abrisse erhaltenswerter Häuser. Renovierungen von Gebäuden, die auf der Liste der SSMN stehen, bleiben weiterhin möglich. Im Rahmen des PAG müssen die Bürger selber Einspruch einlegen, falls sie mit einer eventuellen Änderung nicht einverstanden sein sollten.

CSV-Gemeinderätin Nathalie Morgenthaler schloss sich der Kritik von ihrer Kollegin Patrizia Arendt (déi Lénk) bezüglich der Pläne an. Zudem bemängelte sie, dass die Leute nicht erfahren, dass ihre Häuser anders klassiert werden. Bürgermeister Georges Engel (LSAP) und Gemeindecarchitektin Nadine Dording entgegneten, dass die Prozedur nicht vorsieht die betroffenen Besitzer individuell anzuschreiben. Dies gestaltete sich auch schwierig, zudem wäre das Risiko einen Formfehler zu begehen dadurch erhöht. Die jeweiligen PAP (plan d'aménagement particulier) und alle Änderungen des PAG werden jedes Mal in den gängigen Tageszeitungen und in den Aushängen der Gemeinde veröffentlicht. Außerdem sind die Pläne des PAG auch online zugänglich. Es handele sich hierbei keineswegs um eine schlechte Absicht, versicherte der Bürgermeister. Gemeinderat Jos Piscitelli (LSAP) fügte hinzu, dass die Liste der SSMN keine Umklassierung-Entscheidung darstellt, die definitive Neuordnung geschieht bei der Verabschiedung des PAG. Er verstehe, dass man nicht alle Einzelfälle anschreiben könne, dennoch sei es vielleicht nicht schlecht, die Leute im Allgemeinen zu informieren, so dass sie sich gegebenenfalls auch manifestieren können.

Auch DP-Gemeinderätin Patricia Speck-Braun stimmte ihren Kolleginnen zu, was die Anschauungsmöglichkeit der Pläne betraf. Zudem sei es für ältere Mitbürger meistens nicht möglich sich die Pläne online anzusehen, da viele Senioren im Umgang mit den modernen Techniken nur ungenügend Kenntnisse besitzen. Bürgermeister Georges Engel (LSAP) teilte sodann mit, dass die PAG-Pläne auch im Gemeindehaus ausliegen und einsehbar sind. Es sei einfach nicht machbar, bei jedem Betroffenen mit den Plänen vorbeizugehen, die Gemeinde habe auch Kapazitätsgrenzen. Sobald der neue PAG in die Prozedur geht, werden die Bürger durch ein Informationsblatt darüber informiert wann und wo sie sich genau Einblick in die Pläne verschaffen und eventuell Einspruch einlegen können.

Die darauffolgende Konvention mit dem Staat bezüglich des Baurechts („droit de superficie“) im Rahmen der EDIFF-Schule (Education différenciée) in Belval gab

keinen Anlass zu Einwänden. In dieser Konvention wurde festgehalten, dass der Staat der Gemeinde das Grundstück von 42,22 Ar für 1 symbolischen Euro überlässt um dort die EDIFF-Schule bauen zu können. In einer zweiten Phase wird ein Mietvertrag unterschrieben, in dem der finanzielle Bereich festgehalten wird. Das ganze Projekt kostet die Gemeinde nichts, der ganze Betrag der Baukosten wird später vom Staat an die Gemeinde zurückgezahlt. Beim Auslaufen des Mietvertrages 2040 und nach Abschluss der Rückzahlung der Baukosten gehört das Gebäude dann dem Staat. Die Gemeinde behält aber die Rechte um die Leitungen, den unterirdischen Parkplatz und die öffentlichen Infrastrukturen auf dem Gelände zu unterhalten.

ENTHALTUNGEN BEI EINER BUDGET-MODIFIKATION

Danach ging Bürgermeister Georges Engel (LSAP) über zu den diversen budgetären Umänderungen. Die meisten Kreditüberschreitungen (wie z.B. Mehrkosten bei der Anschaffung eines Kleintransporters) wurden eigentlich vom Gemeinderat angenommen, doch über einen Artikel musste wegen der VIP-Tickets im Rahmen der Cyclo-Cross-Weltmeisterschaften separat abgestimmt werden. Hier gab es dann 5 Enthaltungen seitens der Opposition (CSV, DP und déi Lénk).

Die Mehrausgaben in Höhe von 23.000 € eines Budgetartikels des Schöffensrats, erklärte Bürgermeister Georges Engel (LSAP) erstens durch eine Rechnung von der lokalen „Protection civile, die die Gemeinde übernommen hat. Diese Rechnung war doppelt so hoch durch die Fusion der Interventionszentren Differdingen und Sanem und der Erhöhung der Einsatzleute. Die Hälfte wird jedoch der Nachbargemeinde Differdingen weiter verrechnet. Die zweite Ursache für die Erhöhung des Budgetartikels ist bedingt durch den Kauf von VIP-Tickets, mit denen die Gemeinde andere Gemeinden, die Agora oder auch den „Fonds Belval“ zur WM eingeladen hatte. Dritter Grund war die Einstellung einer weiteren Person, die während den Monaten November, Dezember und Januar das Organisationskomitee bei der Arbeit unterstützt hat.

déi Lénk-Gemeinderätin Patrizia Arendt konnte die budgetären Modifikationen schwer nachvollziehen, da keine Unterlagen die Kosten dokumentieren würden. Vor allem die VIP-Tickets lagen ihr auf dem Magen. Solche Zuwendungen seien schon fast korruptionsverdächtig und hiermit würden öffentliche

Gelder verschwendet werden. Warum es auch unbedingt VIP-Tickets sein mussten und die Regierung nicht von der Gemeinde einfach so eingeladen wurde, kritisierte sie weiter, das Ganze sei intransparent. Sie forderte eine Liste mit den Nutznießern dieses doch kostspieligen „Geschenks“. Sie selber habe ihr VIP-Ticket nicht eingelöst und ein ganz normales Ticket bezahlt. Bürgermeister Georges Engel (LSAP) wies diese schwerwiegenden Vorwürfe vehement von sich. Nachbargemeinden und Partner auf solche Veranstaltungen einzuladen sei nichts Verwerfliches und wird auch von anderen Verwaltungen gemacht. Zudem sei die Regierung vom Organisationskomitee eingeladen worden. Dennoch ließen sich die Oppositionsparteien nicht überzeugen und enthielten sich.

SUBSIDIEN UND GEBÜHREN

Das Reglement bezüglich Subsidien beim Kauf eines Fahrrads (10% des Anschaffungspreises bis zu einem Maximum von 100 €) oder einem Pedelec25 (10% des Betrages bei maximalen 200 €) wurde dann wieder einstimmig bewilligt. Davor hatte die Finanzkommission ebenfalls grünes Licht gegeben. Das Sozialamt hatte jedoch ein negatives Gutachten abgegeben, da laut ihrer Meinung ihre Kunden sich kein Fahrrad leisten könnten. Damit zeigte sich Gemeinderat Jos Piscitelli (LSAP) nicht ganz einverstanden. Diese Behauptung könne man nicht pauschal auf alle Nutznießer des Sozialamtes anwenden. Auch sozial schwächere Bürger kann man animieren aufs Fahrrad umzusteigen.

Die Gemeinde beteiligt sich dann auch finanziell bei einem Jahresabonnement für den öffentlichen Transport. Schöffe Marco Goelhausen (LSAP) erklärte, dass beim einem Jahresabo von 440 €, die Gemeinde den Kauf mit 20% bezuschusst (88 €). Beim Jahresabo für Kurzstrecken gibt es auch eine kommunale Finanzspritze von 20%.

Bürgermeister Georges Engel (LSAP) fügte dann noch hinzu, dass es sich bei der Subvention für ein M-Pass-Abo um etwas anderes handelt. Dies sei nur für Mitarbeiter der Gemeinde gültig. Gemeinderätin Nathalie Morgenthaler (CSV) begrüßte diese Maßnahme, da ihre Fraktion dies bereits vor 2 Jahren angefragt hatte. Der Gemeinderat stimmte dieser Regelung einhellig zu.

Das neue Gebührenreglement bezüglich einer Kautions-Hinterlegung vor der Ausstellung einer Baugenehmigung, die öffentliches Eigentum betrifft, wurde ebenfalls angenommen. Der Bauherr verpflichtet sich alle Arbeiten sachgemäß durchzuführen und hinterlässt vor Auslieferung der Baugenehmigung eine Kautions in Höhe von 1.000 €. Im Falle einer Beschädigung des Allgemeingutes, auch bei fehlerhaften Bürgersteigen und Straßen, wird die Kautions nur zurückgezahlt, sobald der Bauherr die Schäden wieder in Ordnung gebracht hat.

Gemeinderat Mike Lorang (CSV) fragte nach, ob diese Regelung auch für Privatleute gilt oder nur für Bauunternehmer. Zweitens wollte er wissen ob dies nicht auch auf andere Baugenehmigungen anstatt nur auf den öffentlichen Bereich, angewandt werden könne. Bürgermeister Georges Engel (LSAP) informierte zunächst, dass bei größeren Bauprojekten eine separate Konvention unterschrieben wird. Gemeindecarchitektin Nadine Dording antwortete auf die zweite Frage, dass die Verwaltung leider nicht über genug Personal verfügt um alle Baugenehmigungen vor Ort zu kontrollieren. CSV-Gemeinderätin Nathalie Morgenthaler regte dazu an, für das zu lange Abstellen von Baumaterial auf öffentlichen Gehwegen (so wie in Petingen) ebenfalls von der Kautions abzuhalten. Gemeinderätin Patrizia Arendt (déi Lénk) wollte wissen ob überhaupt ein Bedarf für diese Taxe bestehe. Bürgermeister Georges Engel (LSAP) bestätigte dies, z.B. bei falsch angebrachten Wasseranschlüssen können erhebliche Probleme entstehen. Natürlich bekomme man nicht alle Schwierigkeiten mit dieser Taxe in den Griff, es sei aber ein Anfang.

Danach wurden diverse Verwaltungsgebühren für die Ausstellung von verschiedenen Dokumenten (wie Zivilstandurkunden, Passanträge, etc.) abgewandelt bzw. geschaffen. In diesem Kontext informierte Bürgermeister Georges Engel (LSAP), dass die sogenannten „copies conformes“ entgegen der geläufigen Meinung nicht gänzlich abgeschafft wurden. Die einfachen Kopien einer luxemburgischen oder EU-angehörigen Verwaltung werden akzeptiert, für Dokumente, die außerhalb der EU ausgestellt wurden, muss auch weiterhin eine beglaubigte Kopie vorgelegt werden. Bei Online-Ausstellungen von Urkunden wird keine Gebühr ausgestellt. Gemeinderätin Patrizia Arendt (déi Lénk) fand dies ungerecht, z.B. für ältere Mitbürger, die keine Online-Anträge stellen können, zudem müsse die Erstellung vom Gesetzgeber vorgeschriebenen Zertifikate gratis sein und begründete damit ihr negatives Votum bei diesem Punkt. Mit der gleichen Argumentation stimmte die CSV ebenfalls dagegen. DP-Gemeinderätin Patricia Speck-Braun enthielt sich bei dieser Abstimmung.

Die 3 kommunalen Subventionen zugunsten des „Agility Club Suessem“ für die Anschaffung eines Mähtraktors, der lokalen „Protection civile“ für den Kauf einer Trainingspuppe und der Vereinigung „Dysphasie asbl“ wurden dann wieder einstimmig verabschiedet.

VERLÄNGERUNG UND ERHÖHUNG DER KREDITLINIE FÜR DIE CYCLO-CROSS-WM

Beim nächsten Punkt war sich der Gemeinderat wieder uneinig. Hierbei ging es darum die Kreditlinie zugunsten des Organisationskomitees der Cyclo-Cross-Weltmeisterschaft bis Ende des Jahres zu verlängern und um 130.000 € (von 270.000 € auf 400.000 €) zu erhöhen. Bürgermeister Georges Engel (LSAP) erklärte dies damit, dass auf der einen Seite momentan noch immer Rechnungen eintreffen, auf der anderen Seite aber noch nicht alle Einnahmen verbucht werden konnten, und die Cyclo-Cross asbl in den nächsten Monaten in einen finanziellen Engpass geraten könnte.



Die Cyclo-Cross-WM war ein voller Erfolg.

Er informierte zudem, dass es allerdings immer klarer werde, dass es ein Defizit geben wird. Wie hoch dieser sein wird, ist aber zurzeit schwierig einzuschätzen, da noch viele Fragen offenstehen. Die Mehrausgaben ergeben sich aber zum Teil aus Unwissenheit bei der Organisation einer Riesveranstaltung und zum anderen aus unvorhersehbaren Umständen, wie z.B. zusätzliche 50.000 € für Versicherung und Sicherheitspersonal bedingt durch die erhöhte Gefahr von Attentaten. Die definitive Bilanz kann heute also noch nicht präsentiert werden, erst dann wenn alle Zahlen vorliegen wird der Gemeinderat natürlich unterrichtet. Bürgermeister Georges Engel (LSAP) betonte aber weiterhin, dass die WM im vergangenen Januar ein großer Erfolg war und die Kosten für diese Veranstaltung in Relation zu anderen Manifestationen im Land relativ gering seien. Z.B. werden jedes Jahr in Differdingen 190.000 € für den Blues Express ausgegeben oder die Tour de France kostet die Gemeinde Mondorf dieses Jahr 300.000 €. Der Bürgermeister bedankte sich anschließend noch bei allen Personen, die bei der Ausrichtung der WM mitgeholfen haben. Für ein Wochenende wurde Beles auf die Weltkarte gesetzt und die WM war für die Luxemburger Wirtschaft ein Gewinn. Dies sollte man sich dann auch nicht schlecht reden lassen.

CSV-Gemeinderätin Nathalie Morgenthaler gab die Enthaltung ihrer Fraktion bekannt. Diese Entscheidung wurde damit begründet, da dieser Punkt später auf die Tagesordnung gesetzt worden war und die CSV nicht mit der Vorgehensweise einverstanden sei. Man stehe zwar hinter der Ausrichtung der WM, doch mangle es an Kommunikation und Transparenz. Die angefragte Auflistung der Personalkosten sei z.B. noch immer nicht vorgelegt worden. Es sei auch wichtig, die negativen Aspekte der Organisation vorzuzeigen.

Gemeinderätin Patricia Speck-Braun (DP) hatte ebenfalls keinen Zweifel am guten Verlauf des Events, jedoch habe sie auch Bedenken was die Kommunikation als auch die Transparenz betrifft.

déi Lénk-Gemeinderätin Patrizia Arendt unterstrich, dass sie bereits von Anfang an prinzipielle Bedenken wegen der Cyclo-Cross-WM gehabt hatte. Sie könne keinen bleibenden Impact für die Gemeinde oder für das Land feststellen. Eine Woche lang in den Medien – das war's. Es war von Anfang an ein großes Risiko und jetzt zeige sich, dass man wie vorauszusehen auf die Nase gefallen sei. Da sie sich auch schon damals bei der ersten Abstimmung der Kreditlinie enthalten hatte, bleibe sie auch

heute beim gleichen Votum. Natürlich müsse die Gemeinde ihre Verantwortung übernehmen, wenn dann das definitive Defizit bekannt werde, werde sie das Defizit natürlich mitstimmen.

Gemeinderat Jos Piscitelli (LSAP) verteidigte die Organisatoren. Die WM sei knapp erst 3 Monate vorbei und man solle sie nicht sofort verurteilen. Die Gemeinde stand hinter der WM und dies müsse auch so bleiben. Eine Großveranstaltung wie diese, ist nicht einfach zu organisieren und auch noch vom Wetter abhängig, Unvorhersehbares passiert immer. Er bat den Gemeinderat darum ein wenig nachsichtiger zu sein.

LSAP-Gemeinderat Jemp Schlessler stimmte seinem Kollegen zu. Neben der Organisation ist der finanzielle Bereich auch sehr komplex. Im Januar wurden z.B. 300 verschiedene Finanztransaktionen durchgeführt. Jetzt werde erste einmal alles aufgearbeitet, deshalb könne man derzeit keine Zwischenbilanz vorlegen, da dies eventuell ein verzerrtes Bild mit falschen Zahlen darstellen könnte.

Gemeinderat und Präsident der Sportkommission Alain Cornély (déi Gréng) bestätigte, dass seine Fraktion auch weiterhin hinter der WM stehe. Zudem informierte er, dass die Sportkommission kürzlich entschieden habe das Organisationskomitee für ihre Arbeit zu ehren.

Somit wurde dieser Punkt mit 5 Enthaltungen der Opposition gegen den 10 Mehrheitsstimmen verabschiedet.

Die von Gemeinderat und Finanzkommissionspräsident Jemp Schlessler (LSAP) vorgetragene Subsidien an diverse Vereinigungen wurden ohne Einwände gestimmt.

NEUES FRIEDHOFSREGLEMENT UND FESTLEGUNG DER DAZUGEHÖRIGEN GEBÜHREN

Die folgenden 3 Punkte bezüglich der Friedhofsverordnungen gehörten zusammen. Zunächst wurde das Gebührenreglement abgeändert. Hierbei hat man sich an den Nachbargemeinden orientiert. Um das neue Friedhofsreglement stimmen zu können, musste dann das alte abgeschafft werden. Bürgermeister Georges Engel (LSAP) erklärte, dass in dieser Verordnung alle Modalitäten festgehalten sind wie die kommunalen Friedhöfe zu verwalten sind. Unter anderem geht es hierbei auch um den Transport der sterblichen Überreste, Konzessionen,

Beisetzungen, Leichenhalle, etc. Hinzu kommen auch die Bedingungen für die Verstreuerung von Aschen in den Parkbereichen der Friedhöfe. Daneben findet man auch die Konditionen, wie die Hinterbliebenen die Grabsteine, Gedenktafeln oder Pflanzen handhaben sollen. Zudem wurde auf Rat der Gesundheitskommission eine Gedenkwiese für Totgeburten auf dem Beleser Friedhof eingerichtet. Der Bürgermeister informierte zudem, dass eine Broschüre geplant sei um den Mitbürgern einen Überblick über die verschiedenen Beisetzungsmöglichkeiten in der Gemeinde zu verschaffen.

CSV-Gemeinderätin Carine Reuter-Bauler fragte dann, ob es stimme, dass es in den Parkbereichen verboten ist eigene Blumen niederzulegen. Schöffe Marco Goelhausen (LSAP) bestätigte dies und erklärte, dass dies durch den Erhalt der Uniformität der Parks bedingt sei.

déi Lénk-Gemeinderätin Patrizia Arendt wollte in diesem Kontext erfahren, ob es auch Überlegungen zu Tierbestattungen auf den Friedhöfen gebe. Bürgermeister Georges Engel (LSAP) teilte mit, dass man derzeit in engem Kontakt mit einem Betrieb stehe, der solche Tierfeuerbestattungen durchführt und momentan auf der Suche nach einer Niederlassung in Luxemburg sei. Zu Tierbegräbnissen auf den Friedhöfen könne er allerdings nichts sagen, da es hierzu bestimmt strenge Auflagen seitens des Gesundheitsministeriums gibt, über die er nicht genau Bescheid wisse. Der Gemeinderat bewilligte anschließend alle 3 Punkte.

Daraufhin erhielt Klimaberater der Gemeinde David Hengen das Wort, der dann anhand einer Powerpoint-Präsentation den Klimapakt-Bericht 2016 vorstellte. Nachdem sich Umweltschöffin Myriam Cecchetti (déi Gréng) beim Umweltdienst für ihre hervorragende Arbeit in Sachen Klimaschutz bedankt hatte, segnete der Gemeinderat diesen Punkt einstimmig ab.

Schöffin Simone Asselborn-Bintz (LSAP) gab danach alle wichtigen Erklärungen zur alljährlichen Konvention zwischen der Gemeinde und dem Bildungsministerium bezüglich der Maison Relais. Auch dieser Punkt wurde ohne Einwände verabschiedet.

Gleiche Abstimmung gab es bei den neuen Statuten des interkommunalen Syndikat SIACH (Syndicat intercommunal pour l'assainissement du bassin de la Chiers), bei den Abänderungen in der Zusammensetzung den beratenden Kommissionen und den temporären Verkehrsreglements.

FRAGEN AN DEN SCHÖFFENRAT

Die Fraktionen von déi Lénk und CSV hatten im Vorfeld schriftliche Anträge an den Schöfferrat eingereicht. In der ersten hatte Gemeinderätin Patrizia Arendt (déi Lénk) einige Fragen bezüglich der Partizipation der ausländischen Mitbürger bei den kommenden Gemeindewahlen 2017 (siehe Procès-verbal).

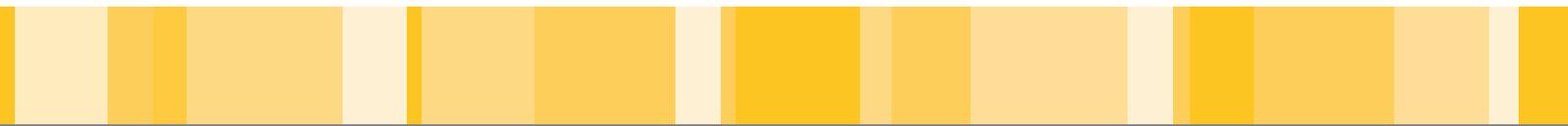
So war von Bürgermeister Georges Engel (LSAP) zu erfahren, dass bis dato 8.564 Luxemburger, 542 (Gemeindewahlen) bzw. 318 (Europawahlen) ausländische Einwohner in die Wählerlisten eingetragen sind. Die Frist zur Eintragung läuft noch bis zum 13. Juli 2017. Der Schöfferrat hat zudem gemeinsam mit der Integrationskommission ein Projekt ausgearbeitet um mehr ausländische Mitbürger dazu zu bewegen sich in die Wählerlisten einzuschreiben. Ein Flyer mit der Einladung zu einer Informationsversammlung wird demnächst an alle Haushalt verteilt und wird auch in den Arztpraxen ausliegen. Daneben ist ein Infostand bei den Feierlichkeiten für den Luxemburger Nationalfeiertag geplant. Das Integrationsministerium hat die eigene Kampagne ebenfalls gestartet. Zusätzlich werden alle ausländischen Einwohner der Gemeinde angeschrieben mit der Information, dass die Gemeinde am 13. Mai und 1. Juli ausnahmsweise extra für die Eintragung in die Wählerlisten geöffnet ist.

Zum letzten Punkt informierte der Bürgermeister, dass die Leihgabe des Übersetzungskoffers an die lokalen Vereine geplant sei. Man ist mit der Ausarbeitung der Modalitäten zu Gange.

Anschließend antwortete Bürgermeister Georges Engel (LSAP) auf die Frage von Gemeinderätin Nathalie Morgenthaler (CSV), die wissen wollte, ob der Schöfferrat bei der Monnericher Gemeinde bezüglich der Abänderung der Vorfahrt an einer unglücklichen Kreuzung in Monnerich einschreiten könne. In Ehleringen sei durch diese Vorfahrtsbestimmung ein riesiger Rückstau zu den Hauptverkehrszeiten und vermindere die Lebensqualität der Ehleringer Anwohner. Der Bürgermeister informierte, dass sich der Schöfferrat dieses Problems bewusst sei und bereits mit der Gemeinde Monnerich gesprochen hat. Die Nachbargemeinde habe versprochen die Situation zu analysieren. Er betonte zudem, dass diese Verkehrslagen überall im Süden vorzufinden sind und dies ein allgemeines Problem darstellt. Schöffe Marco Goelhausen (LSAP) fügte dem hinzu, dass das große Verkehrsaufkommen ein tagtägliches Problem ist und vermutlich

nicht nur auf 1 einziges Vorfahrtsschild zurückzuführen ist. Es staut auch in der rue de Limpach in den Aessen, auf der Collectrice, etc. Er erzählte dann von seiner eigenen Erfahrung, die er gemacht hat als er morgens 1,5 Stunden lang bei der Ehleringer Schule stand und die Fahrzeuge gezählt hat. Dabei hat er festgestellt, dass bei der Mehrheit immer nur 1 Person im Auto saß und dieses Problem wird auch die Änderung eines Schildes nicht ändern. Diese Verkehrsproblematik ist lokal nicht einfach zu lösen. Ein Umdenken der Fahrgewohnheiten sei allgemein von Noten.

Abschließend wurden in der geschlossenen Sitzung noch 7 Personalentscheidungen getroffen. Unter anderem erhielten Gemeindebeamtinnen Lisa Becker ihre definitive Nominierung bzw. Norma Lemaire ihre Promotion. Daneben wurde auch Damien Bernardy als Hilfspfleger im CIPA „Résidence Op der Waassertrap“ eingestellt.




Procès-verbal des votes

du Conseil Communal de Sanem de la séance publique du lundi, 29 mai 2017

date de l'annonce publique: 19 mai 2017
date de la convocation des conseillers: 19 mai 2017
début: 14h15
fin: 18h30

Présents:

M. Engel Georges, président,
Mme Arendt Patrizia, Mme Asselborn-Bintz Simone, M. Bronzetti Denis, Mme Cecchetti Myriam, M. Cornély Alain, Mme Faber-Huberty Chantal, M. Goelhausen Marco, M. Lorang Mike, Mme Morgenthaler Nathalie, M. Piscitelli José, Mme Reuter-Bauler Carine, M. Schlessler Jean-Pierre, Mme Speck-Braun Patricia, Mme Tornambé-Duchamp Nadine,

Mme Greven Manon, secrétaire communal

Absent(s) excusé(s): Monsieur Lorang Mike (points 1 à 4)

Premier votant: M. Piscitelli José

Monsieur Lorang Mike n'a pas pris part au vote des points 10 et 11.
Madame Arendt Patrizia n'a pas pris part au vote des points 25 à 27, 56.
Madame Cecchetti Myriam n'a pas pris part au vote des points 43a et 43b, 47 et 61.
Madame Faber-Huberty Chantal n'a pas pris part au vote des points 53 et 54.

Le collège échevinal demande au conseil Communal de bien vouloir voter les points 59, 60, 61, 70 avant la séance à huis clos.

Vote unanime

Le collège échevinal demande au conseil Communal de bien vouloir voter le point 69 avant le point 64.

Vote unanime

Le collège échevinal demande au conseil Communal de bien vouloir ajouter le point suivant à l'ordre du jour:

57.A. Adhésion à la campagne de sensibilisation gouvernementale
« Ensemble contre le gaspillage alimentaire ! »

Vote unanime

Le collège échevinal demande au conseil Communal de bien vouloir voter le point 9 après le point 28.

Vote unanime

Monsieur Schlessier Jean-Pierre demande de bien vouloir voter le point 43c après le point 43a et de voter le point 43d avant le point 43b.

Vote unanime

Le collège échevinal demande au conseil Communal de bien vouloir voter le point 46 après le point 43.

Vote unanime

Le collège échevinal demande au conseil Communal de bien vouloir voter les points 44 et 45 après le point 57.

Vote unanime



Ordre du jour

1. Correspondance et Informations
2. Approbation d'un rapport (10 mars 2017)

Vote unanime

PROJETS

3. Réaménagement de différentes rues 2016-2019 - Programme 2017. Devis estimatif détaillé: 500.000,- € (article budgétaire: 4/624/221313/16004)

Vote unanime

4. Renouvellement du gazon synthétique du terrain de football à Belvaux. Devis estimatif détaillé: 410.000,- € et crédit 170.000,- € (article budgétaire: 4/821/221200/17018)

Vote unanime

5. Travaux d'assainissement pour déverser les eaux pluviales du lotissement «Wenschel» dans la rue de France à Belvaux. Devis estimatif détaillé: 175.000,- € (article budgétaire: 4/520/222100/13061)

Vote unanime

6. Mise en conformité des sites maison relais, 3ème phase équipement d'installations détection d'incendie et réalisation de travaux connexes sur 10 sites. Devis estimatif détaillé: 120.000,- € (article budgétaire: 4/242/221/311/17029)

Vote unanime

7. Remplacement de feux de signalisation à la Place de l'Indépendance à Soleuvre. Devis estimatif détaillé: 90.000,- € (article budgétaire: 4/622/222100/17002)

Vote unanime

8. Acquisition de machines de bureau et d'équipement informatique. Devis estimatif détaillé: 75.000,- € (article budgétaire: 4/120/223500/99001)

Vote unanime

9. ~~(10.)~~ Bassin de rétention supplémentaire pour la zone artisanale Woeller. Devis supplémentaire: 50.000,- € (article budgétaire: 4/520/222100/13072)

Vote unanime

10. ~~(11.)~~ Acquisition de jeux dans le cadre du renouvellement des aires de jeux. Devis estimatif détaillé: 50.000,- € (article budgétaire: 4/621/221313/12031)

Vote unanime

11. ~~(12.)~~ Remplacement des 13 fenêtres à tabatière dans la maison A Gadder à Belvaux. Devis estimatif détaillé: 46.000,- € (article budgétaire: 4/833/221311/17037)

Vote unanime

12. ~~(13.)~~ Réfections légères de la maison 54, rue de Soleuvre (anc. maison Horsmans) - Travaux de désamiantage. Devis estimatif détaillé et crédit: 45.000,- € (article budgétaire: 4/260/221312/17015)

Vote unanime

13. ~~(14.)~~ Remplacement des 10 fenêtres à tabatière à l'école 2000 à Soleuvre. Devis estimatif détaillé: 38.000,- € (article budgétaire: 4/910/221311/17048)

Vote unanime

14. ~~(15.)~~ Aménagement de deux aubettes dans la commune de Sanem. Devis estimatif détaillé: 37.500,- € et crédit: 5.138,48 € (article budgétaire: 4/441/221323/99001)

Vote unanime

15. ~~(16.)~~ Acquisition de nouveaux vêtements de protection pour les agents d'intervention du service incendie. Devis estimatif détaillé: 23.016,01 € (article budgétaire: 4/322/223220/99001)

Vote unanime

16. Remplacement urgent du chauffage au centre culturel rue du Knapp à Soleuvre. Devis estimatif détaillé: 20.000,- € et crédit (article budgétaire: 4/831/221311/17067)

Vote unanime

17. Acquisition d'un chariot élévateur Véracitor d'occasion de marque YALE pour le service incendie. Devis estimatif détaillé: 17.550,- € (article budgétaire: 4/322/223220/99001)

Vote unanime

18. Remplacement d'une plateforme élévatrice mobile de personnes au hall polyvalent à Sanem. Devis estimatif détaillé: 16.500,- € et crédit (article budgétaire: 4/831/223100/17068)

Vote unanime

19. Remplacement des radiateurs de chauffage du logement du concierge dans l'école Chemin Rouge à Belvaux. Devis estimatif détaillé: 15.000,- € (article budgétaire: 4/910/221311/17047)

Vote unanime

20. Remplacement du remplissage des fosses du Gymnikuss. Devis estimatif détaillé: 13.000,- € (article budgétaire: 4/822/223800/17031)

Vote unanime

21. Mise en place d'un plancher intermédiaire au local de stockage des concierges au KUSS pour le stockage de divers matériel. Devis estimatif détaillé: 12.000,- € (article budgétaire: 4/822/221311/17032)

Vote unanime

22. Acquisition de 2 abris en bois fonctionnant comme dépôt dans les jardins du Matgesfeld à Belvaux. Devis estimatif détaillé: 10.000,- € (article budgétaire: 4/410/221313/17066)

Vote unanime

23. Renouvellement de la porte d'entrée de la morgue au cimetière à Belvaux. Devis estimatif détaillé: 8.000,- € (article budgétaire: 4/626/221311/16024)

Vote unanime

24. Acquisition d'un vélo fixe avec circuits labyrinthes / villes réels. Devis estimatif détaillé: 3.731,50 € (article budgétaire: 4/734/222100/99001)

Vote unanime

25. Acquisition d'un mannequin de réanimation. Devis estimatif détaillé: 2.853,63 € (article budgétaire: 4/734/222100/99001)

Vote unanime

26. Remplacement de matériel informatique (Hardware) pour les besoins du CIPA «Résidence op der Waassertrap». Devis estimatif détaillé: 1.296,71 € (article budgétaire: 4/734/223500/14030)

Vote unanime

AMENAGEMENT COMMUNAL

27. Saisine de la modification ponctuelle du plan d'aménagement général, concernant un terrain sis rue Dicks-Lentz / rue de France à Belvaux pour l'aménagement d'un stationnement écologique

Vote unanime

28. Revitalisation du ruisseau «Brillbaach» avec sa plaine alluviale, sur une longueur de 170 mètres à Ehlerange. Devis estimatif détaillé: 50.590,16 € (article budgétaire: 4/542/238120/17051)

Vote unanime

29. Convention pour la «Gestion et entretien des espaces privés ouverts au public» - Projet NAOS à Belval

Vote unanime

30. Approbation de la convention et du projet d'exécution pour la réalisation du plan d'aménagement particulier - nouveau quartier - concernant la construction de 93 maisons unifamiliales et 11 résidences portant sur des fonds au lieu-dit «Um Geesserwee» à Belvaux

Vote unanime

TRANSACTIONS IMMOBILIERES

31. Approbation d'un acte de cession à titre gratuit avec le consortium d'héritiers CHAPUT concernant deux parcelles de terrain sise à Belvaux

Vote unanime

32. Approbation d'un acte d'échange avec la Société Nationale des Habitations à Bon Marché (SNHBM) portant sur un ensemble de terrains sis à Belvaux, au lieu-dit «um Geesserwee».

Vote unanime

33. Approbation d'un acte d'échange avec la société à responsabilité limitée BATI-CONSULT S.à r.l. concernant des fonds situés à Belvaux en vue de la réalisation du plan d'aménagement particulier «Wënschel».

Vote unanime

34. Approbation d'un acte de vente avec la dame RIES concernant un terrain sis à Belvaux.

Vote unanime

35. Approbation d'un compromis de vente signé entre le sieur Gaston REUTER et l'Administration Communale de Sanem concernant l'acquisition de plusieurs terrains au lieu-dit «In Wenschel» à Belvaux.

Vote unanime

36. Approbation d'un compromis de vente avec le sieur STEFFEN Frank concernant un terrain sis à Belvaux.

Vote unanime

FINANCES

37. Etat des recettes restant à recouvrer à la clôture de l'exercice 2016

Vote unanime

38. Approbation de divers subsides

Numm	Objet	Montant deen déi Joëre virdrun accordéiert ginn ass	Montant accordéiert
Lëtzebuenger Déiereschutzliga a.s.b.l.	Demande fir en Don	/	/
Aide à l'Enfance de l'Inde et du Népal a.s.b.l.	Demande fir en Don	/	/
Caritas Luxembourg	Demande fir en Don	/	/
Interesseveräin Eilereng	Demande fir e Subside „concours villes et villages fleuris 2016“	450,00 CC 13.05.16	450,00
ULC – Union Luxembourgeoise des Consommateurs a.s.b.l.	Demande fir en Don	/	/
Amicale Servior-Cipa Esch/Uelzecht	Demande fir en Don	/	/
Noël de la Rue a.s.b.l.	Demande fir e Subside	/	/
CPS – Chrëschte mam Sahel	Demande fir en Don	/	/
Les Amis du Tibet Luxembourg a.s.b.l.	Demande fir en Don	/	/
Croix-Rouge luxembourgeoise	Demande fir en Don	/	/
Aide à l'Enfance de l'Inde et du Népal a.s.b.l.	Demande fir en Don 50. Gebuertsdag	/	/
Care Luxemburg a.s.b.l.	Demande fir en Don 04.2017	/	/
KSC Honnerter Déifferdeng	Demande fir en Don 50. Gebuertsdag	/	/
Natur & Umwelt Fondation Hëllef fir d'Natur	Demande fir e Subside 2017	/	/
Special Olympics Luxembourg	Demande fir e Subside	/	/
Care Luxemburg a.s.b.l.	Demande fir en Don 05.2017	/	/
OTM Haïti	Demande fir en Don	/	/
Fondation Cancer a.s.b.l.	Demande fir en Don	/	/
Natur & Umwelt Fondation Hëllef fir d'Natur	Demande fir en Don «Biodiversiteit»	/	/

Vote unanime

39. Approbation d'un don pour l'asbl «Géint Gewalt u Kanner» de la part de la Commission des Jeunes

Vote unanime

40. Approbation d'un subside relatif au décompte 2017 concernant un stage des jeunes en faveur des quatre sociétés de musique de la Commune de Sanem

Vote unanime

41. Approbation du décompte de l'année 2015 de l'asbl Jugendtreff SaBa

Vote unanime

42. Approbation de diverses modifications budgétaires

a.

Article budgétaire	Libellé	Crédit initial 2017	Modification proposée	Crédit après modification
4/734/222100/99001	Maisons de retraite et de soins - Acquisition pour les besoins des pensionnaires	22.000,00	4.465,00	26.465,00

Vote unanime

b.

Article budgétaire	Libellé	Crédit initial 2017	Modification proposée	Crédit après modification
3/130/613500/99001	Coordination technique - Frais d'actes et de contentieux	25.302,00	11.115,00	36.417,00

Vote unanime

c.

Article budgétaire	Libellé	Crédit initial 2017	Modification proposée	Crédit après modification
3/822/612200/99003	Halls sportifs - Travaux d'entretien, de nettoyage et de réparation des bâtiments - Boulodrome	0,00	5.000,00	5.000,00

Vote unanime

d.

Article budgétaire	Libellé	Crédit initial 2017	Modification proposée	Crédit après modification
3/320/642500/99001	Services de secours / Service incendie - Indemnités aux bénévoles (permanence)	10.000,00	14.025,00	24.025,00

Vote unanime

e.1

Article budgétaire	Libellé	Crédit initial 2017	Modification proposée	Crédit après modification
3/630/612200/99001	Alimentation en eau - Travaux d'entretien, de nettoyage et de réparation des bâtiments	50.000,00	-3.000,00	47.000,00

Vote unanime

e.2.

Article budgétaire	Libellé	Crédit initial 2017	Modification proposée	Crédit après modification
3/130/612200/99003	Coordination technique - Machines de bureau et équipement informatique - Location, entretien et réparation	52.000,00	3.000,00	55.000,00

Vote unanime

f.

Article budgétaire	Libellé	Crédit initial 2017	Modification proposée	Crédit après modification
1/822/288180/14039	Halls sportifs - Remboursement subside - Construction d'une buvette estivale pour le Cercle Bouliste et Culturel Belvaux-Metzerlach A.s.b.l	0,00	26.529,57	26.529,57

Vote unanime

g.

Article budgétaire	Libellé	Crédit initial 2017	Modification proposée	Crédit après modification
3/120/612200/99002	Coordination administrative - Travaux d'entretien, de nettoyage et de réparation des bâtiments - Service de régie	26.000,00	35.000,00	61.000,00

Vote unanime

OFFICE SOCIAL

43. Avis du conseil communal concernant une décision du conseil d'administration de l'office social de Sanem:

a. Nomination d'un employé communal (m/f) carrière C à mi-temps, CDI (SOP)

Avis favorable

Vote(s) positif(s): 12	Abstention(s): 2
Asselborn-Bintz Simone, Bronzetti Denis, Cornély Alain, Engel Georges, Faber-Huberty Chantal, Goelhausen Marco, Lorang Mike, Morgenthaler Nathalie, Reuter-Bauler Carine, Schlessler Jean-Pierre, Speck-Braun Patricia, Tornambé-Duchamp Nadine	Arendt Patrizia, Piscitelli José

b. (c.) Nomination d'un employé communal (m/f) carrière C à mi-temps, CDI (SOP)

Avis favorable

Vote(s) positif(s): 12	Abstention(s): 2
Asselborn-Bintz Simone, Bronzetti Denis, Cornély Alain, Engel Georges, Faber-Huberty Chantal, Goelhausen Marco, Lorang Mike, Morgenthaler Nathalie, Reuter-Bauler Carine, Schlessler Jean-Pierre, Speck-Braun Patricia, Tornambé-Duchamp Nadine	Arendt Patrizia, Piscitelli José

c. (d.) Approbation de transfert de fonds du solde restant des dons et dons de l'Œuvre Nationale de Secours Grande-Duchesse Charlotte obtenus les dernières années (avant le 31.12.2015)

Avis favorable

d. (b.) Approbation de transfert de fonds du solde restant des dons obtenus en 2016

Avis favorable

ENSEIGNEMENT FONDAMENTAL

44. Approbation du Projet d'Organisation Scolaire Provisoire de la commune de Sanem pour l'année scolaire 2017/2018

Vote unanime

DIVERS

45. Approbation de la participation de la Commune de Sanem aux abonnements «mPass» des agents communaux et de la convention «mPass» pour l'année 2017

Vote unanime

46. Approbation de la «Convention Services Pour Jeunes» - Jugendtreff SaBa asbl

Vote unanime

47. Approbation de la convention concernant la location de la salle au 1ier étage du Boulodrome national à Belvaux

Vote unanime

48. Approbation d'une convention entre la commune de Sanem et l'association agricole «Les Amis de la Fleur Belvaux» concernant les jardins Matgesfeld

Vote unanime

49. Approbation de la convention entre «Ambiance Jardins asbl» et la commune de Sanem

Vote unanime

50. Approbation du règlement communal sur les cimetières

Vote unanime

51. Approbation du bilan 2016 du CIGL (Centre d'intervention et de Gestion Locale Sanem asbl)

Vote unanime

52. Modification de la composition des commissions consultatives

Démission(s):

Nbr	Commission	Statut		Nom et Prénom	Code postal et Localité	Fonction	Nationalité/ Parti/ Association
1	de la culture	Facultative	E	Blasen Armand	L-4470 Soleuvre	Membre externe	Entente Soleuvre

Nomination(s):

Nbr	Commission	Statut		Nom et Prénom	Code postal et Localité	Fonction	Nationalité/ Parti/ Association
1	de la culture	Facultative	E	Schilling Lucien	L-4467 Soleuvre	Membre externe	Entente Soleuvre

Vote unanime

53. (55-) Modification du règlement de circulation de la commune de Sanem

Article 1:

L'article 5/3 à l'intitulé «Zone piétonne» est ajouté au chapitre I des dispositions générales.

Sur les voies énumérées ci-après / en annexe et se référant au présent article, les règles de circulation particulières aux zones piétonnes s'appliquent, conformément à l'article 162quater modifié du Code de la route. Les conducteurs de véhicules désignés ci-après sont autorisés, aux heures et conditions indiquées, à accéder à la ou aux zones piétonnes. La mention «cycles autorisés» indique que l'accès est autorisé aux cycles; la mention «traversée autorisée» indique que la traversée de la zone par les conducteurs de véhicules et d'animaux est autorisée aux endroits indiqués, conformément à l'article 104 modifié du Code de la route.

Cette réglementation est indiquée aux entrées de la ou des zones par le signal E,27a 'zone piétonne', complété par un panneau additionnel 2 portant l'inscription des jours et heures pendant lesquels l'accès sans vignette d'accès conforme à l'annexe du présent règlement est autorisé aux fournisseurs ainsi que, le cas échéant, par un panneau additionnel 6a et un panneau additionnel portant l'inscription "traversée autorisée".

Accès à la ou aux zones piétonnes: *Sont autorisés, aux heures et conditions indiquées ci-après, à accéder à la ou aux zones piétonnes, les conducteurs de véhicules suivants:*

1. *Sans vignette d'accès conforme à l'annexe du présent règlement:*

1.1. *aux jours et heures indiqués:*

- *les fournisseurs desservant un commerce établi dans la zone;*
- *les personnes prenant ou faisant livraison de marchandises lourdes ou encombrantes auprès d'un commerce ou d'un riverain établis dans la zone.*

1.2. *à toute heure:*

- *les conducteurs de taxis transportant des personnes résidant à l'intérieur de la zone;*
- *les conducteurs de taxis ou d'autres véhicules transportant des personnes qui séjournent dans un hôtel situé dans la zone;*
- *les conducteurs de véhicules transportant des personnes handicapées ou malades, sans autre moyen de transport, dès lors que ces personnes résident à l'intérieur de la zone ou se rendent auprès d'un médecin ou d'un établissement de soins établis dans la zone;*
- *les personnes clientes, en possession d'une ordonnance médicale, de la pharmacie de garde située dans la zone;*
- *les médecins en service détenteurs du signe distinctif conforme au règlement grand-ducal du 16 avril 2003 concernant l'usage du signe distinctif particulier 'médecin en service', dans la mesure où l'exercice de leur fonction au sein du système de garde exige l'accès à la zone;*
- *le personnel prodiguant des soins de santé à domicile ou assurant auprès d'une personne dépendante une aide ou des soins à domicile, dans la mesure où l'exercice de leur fonction exige l'accès à la zone et à condition que le véhicule soit muni de la marque d'une personne physique ou morale détentrice d'un agrément de la profession;*
- *les personnels des services publics et des entreprises, dans la mesure où ils effectuent une intervention à l'intérieur de la zone, lorsque le moindre retard peut causer un danger ou des dommages à autrui.*

Vote unanime

Article 2: Les dispositions concernant la **rue Jean Sibelius (CV) à Belvaux** sont modifiées comme suit:

La disposition suivante est ajoutée:

ARTICLE	LIBELLE	SITUATION
5/3	Zone piétonne	Toute la rue entre l'Avenue du Blues et la limite communale avec la ville d'Esch-sur-Alzette Excepté cycles. Excepté entre 06h00 - 11h00 pour les livraisons

Vote unanime

Article 3: Les dispositions concernant la **rue Joséphine Welu Scherer (CV) à Belvaux** sont modifiées comme suit:

La disposition suivante est ajoutée:

ARTICLE	LIBELLE	SITUATION
2/6	Chemin pour piétons obligatoire	Côté impair, entre la rue de France et la rue Marguerite Thomas-Clement

Vote unanime

Article 4: Les dispositions concernant la **rue du Brill (CV) à Belvaux** sont modifiées comme suit:

La disposition suivante est ajoutée:

ARTICLE	LIBELLE	SITUATION
4/2/3	Stationnement interdit, excepté handicapés	1 place vis-à-vis de la maison n°9

Vote unanime

Article 5: Les dispositions concernant la **rue Metzerlach (CV) à Soleuvre** sont modifiées comme suit:

La disposition suivante est ajoutée:

ARTICLE	LIBELLE	SITUATION
4/2/1	Stationnement interdit	Des deux côtés du chemin qui mène à la rue Michel Rodange

Vote unanime

54. Approbation de règlements d'urgence pris par le collège des bourgmestre et échevins
 - a. Confirmation d'un règlement temporaire d'URGENCE de la circulation à l'occasion des travaux de construction d'une maison unifamiliale dans la rue de

France 103 (CR178), par l'entreprise M+A Construction à Belvaux, pris dans la séance du 07 avril 2017

- b. Confirmation d'un règlement temporaire d'URGENCE de la circulation à l'occasion des travaux de renouvellement des réseaux de gaz, eau, Eltrona et P&T dans la rue du Bois à Soleuvre, pris dans la séance du 19 mai 2017

Vote unanime

- 55.A. Adhésion à la campagne de sensibilisation gouvernementale «Ensemble contre le gaspillage alimentaire !»

Vote unanime

- 55.B. Questions et divers

24. Mee 2017



Froen zur Logementspolitik vun eiser Gemeng.

Zu Suessem op der Taupeschwiss realiséiert d'Gemeng momentan e Projet fir 17 Eefamilljenhaiser vun deenen der 11 e soziale Charakter sollen hunn. Bei dësen 11 Haiser stellt d'Gemeng, där dësen Terrain gehéiert, den Interessenten de Bauterrain via emphytéose zur Verfügung fir op dem Wee d'Terrainskäschte beim Bau ze neutraliséieren. Déi 6 verbleiwend Lots gi fir de Maartpräis verkaf. Eng Reih Critère sollen d'Selektioun vun de Kandidaten erméiglechen. Als sozial Critère ass fir d'emphytéose festgeluecht, dass d'Interessenten eligibel fir d'Bauprimum sinn an och de Salaire ging gekuckt ginn.

Nieft dësem Projet, dee vun der Gemeng selwer realiséiert gëtt, befannen sech aktuell zwee an der Planung: De Fonds du Logement sanéiert dat fréiert Altersheim zu Zolwer, wou bis 2020 133 Studentewunnenge sollen entstoen an zu Bieles realiséiert d'SNHBM de Projet "Geesserwee" wou 93 Eefamilljenhaiser an 90 Appartermenter solle gebaut ginn. D'Zuel vun ëffentlechen an abordabele Wunnenge wäert an e puer Joer also e Stéck klammen, mee dat awer virun allem opgrond vun der SNHBM an dem FdL.

D'Gemeng selwer ass bis elo wéineg bis guer net am Wunnengsbau aktiv gewiescht, wat sech och doduerch weist, dass eis Gemeng mat nëmme 2,19% den zweetdäifsten Undeel u Sozialwunnengen aus der ganzer Süddregioun huet (Prosud 2014). Donieft beinhalten d'Projet'en, déi aktuell an Ausaarbechtung sinn a wann een de spezielle Fall vun de Studentewunnengen net mat consideréiert, an éischer Linn Wunnenge fir de Verkaf. Dobäi ass et awer sou, dass et grad bei de Mietwunnengen e ganz grouse Bedarf gëtt - mir hunn grad emol 16 % Mietwunnengen - an also och d'Gemeng Suessem hei an der Verantwortung steet. Dofir wollt ech folgend Froe stellen:

- 1) Wéi vill Gemengewunnengen (logements de service ausgeholl) ginn et zur Zäit an eiser Gemeng? Wou befannen sech déi Wunnengen? Wéi een taux d'occupation gëtt et zur Zäit bei dëse Wunnengen? Wéi eng Grënn ginn et fir eventuell eidel stoend Gemengewunnengen?

- 2) Wéi vill Wunnenge ginn et do dernieft aktuell an der Gemeng, déi vum Fonds du Logement respektiv der SNHBM gebaut an dono verkaf respektiv verlount gi sinn? Wou befannen sech déi Wunnengen?
- 3) Wéien Undeel vun de Wunnengen am Projet "Geesserwee" vun der SNHBM si fir d'Lokatioun virgesinn?
- 4) Kann d'Gemeng déi eidel stoend Privatwunnengen an der Gemeng ongeféier chiffréieren (opgrond vum Waasserverbrauch, dem Ufale vun Offall oder vun der Umeldung um Populatiounsbüro...)?

Mat beschte Gréiss,
Patrizia Arendt,
déi Lénk

56. Approbation du règlement interne de permutation du personnel enseignant de la commune de Sanem

Vote unanime

57. Approbation des perspectives PDS pour l'enseignement fondamental de la commune de Sanem

Vote unanime

PERSONNEL – SERVICE DE REGIE

58. Création de deux postes d'agent de nettoyage extérieur à plein temps pour les besoins du département infrastructures des services de régie, à durée indéterminée et sous le champ d'application de la CCT des salariés des communes du Sud

Vote unanime

59. Création de trois postes de chauffeurs professionnels à plein temps pour les besoins du département infrastructures et du département environnement des services de régie, à durée indéterminée et sous le champ d'application de la CCT des salariés des communes du Sud

Vote unanime

60. Création d'un poste d'artisan avec DAP à plein temps pour les besoins du département environnement des services de régie, à durée indéterminée et sous le champ d'application de la CCT des salariés des communes du Sud

Vote unanime

PERSONNEL – C.I.P.A. « RESIDENCE OP DER WAASSERTRAP »

61. (~~70.~~) Création d'un poste de coordinateur qualité pour le CIPA-REWA à 75 % sous le régime de salarié bénéficiant de la CCT-SAS carrière PS1

Vote unanime

SEANCE A HUIS CLOS

PERSONNEL – ENSEIGNEMENT FONDAMENTAL

62. (~~58.~~) Affectation du personnel enseignant dans le cadre de la 1ère liste des postes d'instituteurs vacants pour l'année scolaire 2017/2018

a) un poste surnuméraire (100%) pour le cycle 1 de l'enseignement fondamental

Est nommée: Madame Berg Sandra

PERSONNEL – ADMINISTRATION

63. (~~62.~~) Nomination définitive Monsieur Adis SABOTIC au poste d'ingénieur technicien sous le statut du fonctionnaire communal à partir du 1er juin 2016

Est nommé: Monsieur Sabotic Adis

64. (~~63.~~) Promotion de Madame BOUR Michelle, chef de bureau (grade 10), au poste d'inspecteur, grade 11, à partir du 1er septembre 2017

Promotion accordée pour Madame Bour Michelle

PERSONNEL – MAISON RELAIS POUR ENFANTS

65. (~~69.~~) Nomination d'une aide-éducatrice à raison de 16 heures/semaine pour les besoins de la cantine scolaire

Est nommée: PIENKOSS Nathalie

66. (~~64.~~) Nomination d'une aide-éducatrice à raison de 16 heures/semaine pour l'équipe remplaçante de la maison relais

Est nommé(e): VITALI Sandra

67. (~~65.~~) Nomination d'une aide-éducatrice à raison de 16 heures/semaine pour l'équipe remplaçante de la maison relais

Est nommé(e): HENRIQUES Elisabete

68. Nomination d'une aide-éducatrice à raison de 16 heures/semaine pour l'équipe remplaçante de la maison relais

Est nommé(e): TEXEIRA Susana

69. ~~(67.)~~ Nomination d'une aide-éducatrice à raison de 16 heures/semaine pour l'équipe remplaçante de la maison relais

Est nommé(e): SAFETA Avdic

70. ~~(68.)~~ Nomination d'une aide-éducatrice à raison de 16 heures/semaine pour l'équipe remplaçante de la maison relais

Est nommé(e): MEYER Alexandra




Gemeinderatssitzung Sanem vom 29.05.2017

Viele Projekte und Schulorgani- sation 2017/2018 gestimmt

In der heutigen Sitzung am 29. Mai 2017 hatten die Gemeinderäte 71 Punkte auf der Tagesordnung vor sich, die innerhalb von 4 Stunden behandelt wurden. Hierzu gehörten vor allem viele Projekte, Anschaffungen und Konventionen. Alle Abstimmungen verliefen einheitlich, nur bei den Punkten bezüglich der Entscheidungen des Sozialamt-Vorstandes gab es Enthaltungen von Seiten der Gemeinderäte Jos Piscitelli (LSAP) und Patrizia Arendt (déi Lénk).



BELES

Eingangs der Gemeinderatssitzung bat Bürgermeister Georges Engel (LSAP) die Gemeinderäte um einige Abänderungen in der Reihenfolge der Tagesordnung. Ferner wurde noch ein Punkt betreffend den Beitritt zur Kampagne gegen die Lebensmittelverschwendung, dem heutigen Sitzungsprogramm hinzugefügt. Dazu kam noch eine Abwandlung bei den Punkten des Sozialamtes, die von Gemeinderat Jemp Schlessler (LSAP) angefragt wurde. Alle Umänderungen wurden einstimmig bewilligt. Zu Beginn der Sitzung informierte der Bürgermeister über die Arbeitsgruppe bezüglich der Zukunft des Sanemer Schlosses. Ein Rundschreiben wurde an alle Parteien, „Ententes“ und Haushalte (mindestens einer der 5 Bürgervertreter muss dabei aus der Ortschaft Sanem stammen) der Gemeinde verteilt mit dem Aufruf in dieser Arbeitsgruppe mitzuwirken. Diverse staatliche Verwaltungen wie z.B. Kulturministerium, Finanzministerium, „Service des sites monuments nationaux“, etc. wurden ebenfalls angeschrieben. Die erste Versammlung dieser Arbeitsgruppe soll noch vor den Sommerferien stattfinden.

Dann übergab der Bürgermeister das Wort an Schöffen Marco Goelhausen (LSAP), der noch eine in einer vergangenen Sitzung gestellten Frage von Gemeinderätin Carine Reuter-Bauler (CSV) betreffend die Beleuchtung auf dem Parkplatz hinter dem Gemeindehaus beantwortete. So war zu erfahren, dass noch 3 Beleuchtungsmasten installiert werden. Diese Arbeiten sollen bis Ende Juni 2017 abgeschlossen sein.

Danach verabschiedete der Gemeinderat das Sitzungsprotokoll vom 10. März 2017 ohne weitere Bemerkungen.



MODERNISIERUNGSARBEITEN IN DIVER- SEN STRASSEN DER GEMEINDE UND WEI- TERE PROJEKTE

Der erste Kostenvoranschlag dieser Sitzung betraf das Jahresprogramm 2017 im Rahmen der Sanierungsarbeiten der Straßen 2016-2019. Für insgesamt 500.000 € werden dieses Jahr in allen 4 Ortschaften folgende Arbeiten durchgeführt: in Beles 35m neue Bürgersteige; in Zolwer die rue du Bois, die Zufahrt zum Friedhof in der rue de Differdange, der Weg zwischen der rue Emile Mayrisch und der Cité Scheierhaff; in Sanem die Quartier de l'Eglise, die Grand-Rue, rue du Lohr, rue de Limpach und im Ehleringen der Bypass der rue d'Esch (gegenüber des Fußballfeldes).

Dieser und auch alle weiteren kommenden Kostenvorschläge wurden einstimmig vom Gemeinderat bewilligt.



410.000 € werden für die Erneuerung des synthetischen Rasens des Fußballterrains in Beles benötigt. Obwohl damals versichert wurde, dass der Kunstrasen 10-15 Jahre halten würde, muss der Belag nun nach bereits 9 Jahren instandgesetzt werden. Dies ist bedingt durch die konstante Nutzung (100 Sportler pro Tag, größtenteils Kinder) und die dadurch resultierenden Gebrauchsspuren. Die neue Generation des Rasens wird auch eine viel bessere Qualität als früher bieten.



Der synthetische Rasen des Beleser Fußballterrain wird erneuert.

Auf die Frage von Gemeinderat Alain Cornély (déi Gréng) konnte Gemeindeingenieur Marc Peffer mitteilen, dass die Arbeiten nach den Sommerferien beginnen und ungefähr 20 Werkstage, also bis Ende September, andauern.

Die Kanalisationsarbeiten in der rue de France in Beles kosten 175.000 €. Dieses Projekt besteht darin eine 90m lange Achse zu verlegen, die das Regenwasser aus der neuen Wohnsiedlung „Wënschel“ (oder auch „Seelbunn“ genannt), den Bauprojekten in der rue de Husigny und in der rue de la Fontaine in die bestehende Infrastruktur in der rue de France abzuleiten.

Die 3. Phase der Instandsetzungsarbeiten der Maison Relais sieht für 120.000 € die Ausrüstung mit Brandmeldezentralen, Feuerschutztüren, Kindersicherungen, Sicherheitsanweisungsschilder und Türen mit Dampfabzug in 9 verschiedenen Gebäuden vor.

90.000 € kostet der Austausch der 18 Jahre alten Ampelanlage bei der Place de l'Indépendance in Zolwer. Die neue Installation ist dann auch an Mitbürger mit eingeschränkter Mobilität angepasst, verfügt über ein akustisches Signal und die Glühbirnen sind LED, was rund 80% an Energie spart. Im gleichen Rahmen wird der Fußgängerstreifen den aktuellen Normen entsprechend neu gezeichnet. Diese Maßnahmen sind nötig um vor allem Kinder einen sicheren Weg zur Schule und zur Maison Relais zu garantieren. Bürgermeister Georges Engel (LSAP) bemerkte dann noch, dass im Falle, dass diese Kreuzung einmal abgeändert werden sollte (so dass sie ohne Verkehrsampeln funktioniert), die neue Ampelanlage mit ein paar Abänderungen an einer anderen Kreuzung verwendet werden kann.

CSV-Gemeinderätin Carine Reuter-Bauler wollte in diesem Kontext wissen, ob alle neuen Verkehrsampeln mit einem akustischen Signalmelder versehen werden. Bürgermeister Georges Engel (LSAP) antwortete, dass man diese Option von Fall zu Fall untersuchen müsse. Allgemein gehe man in diese Richtung. Gemeinderat Alain Cornély (déi Gréng) fragte dann, ob diese akustischen Signale nicht in der Nacht abgeschaltet werden könnten, da sie eine Lärmbelästigung darstellen könnte. Bürgermeister Georges Engel (LSAP) verneinte diese Möglichkeit, denn man sei der Meinung, dass man auch in der Nacht noch sicher über die Straße gehen können muss.

Für 75.000 € wird neues IT-Material angeschafft. Hierzu gehören unter anderem der Austausch veralteter PCs, der Kauf eines Multifunktionsdruckers für den KUSS (Kultur- und Sportzentrum in Zolwer) und die Verlängerung von benötigten Lizenzen.

Die zusätzlichen Kosten für ein weiteres Wasserrückhaltebecken in der Aktivitätszone „Um Woeller“ belaufen sich auf 50.000 €. Nach der Ausschreibung dieser Arbeiten hatte sich herausgestellt, dass der ursprüngliche Kostenvoranschlag zu niedrig angesetzt war. Dies ist dadurch zu erklären, dass zum einen unvorhersehbare supplementäre Bodenarbeiten sowie eine nicht geplante Stützmauer realisiert werden müssen und zum anderen eine Preissteigerung eingetroffen war.

Die Erneuerung der Spielplätze in der Schule Zolwer-Zentrum und in der Cité Schmiedenacht kostet ebenfalls 50.000 €. Schöffe Marco Goelhausen (LSAP) hatte hierzu weitere Informationen. Hier werden neue Spielgeräte installiert.



Der Spielplatz in der Cité Schmiedenacht wird im Rahmen des Jahresprogramms erneuert.

Er fügte hinzu, dass es sich hierbei um ein jährliches Erneuerungsprogramm handelt, bei dem nach und nach die Spielplätze modernisiert werden. Eine Anfrage aus der Cité Tornaco wurde an die Gemeinde gerichtet, mit der Bitte für Spielgeräte für kleinere Kinder. Er erklärte, dass man diese Option analysieren müsse, da dort auch Fußballtore stehen und Kleinkinder von Bällen getroffen werden könnten. Man könne leider auch nicht jeden Spielplatz auf alle Altersgruppen auslegen. Er versprach aber, dass dieser Spielplatz im nächsten Jahr auf der Analyseliste zur Erneuerung stehe und man schauen werde, was sich dort machen lässt. Gemeinderätin Carine Reuter-Bauler (CSV) stellte die Frage nach der Rolle von Bepflanzungen und Schattenmöglichkeiten auf den Spielplätzen. Schöffe Marco Goelhausen (LSAP) bestätigte, dass dies mit berücksichtigt werde. Gemeinderätin Chantal Faber-Huberty (déi Gréng) fragte in diesem Zusammenhang wie es mit dem Anstrich auf den Spielplätzen aussieht. Schöffe Marco Goelhausen (LSAP) erklärte, dass es im technischen Dienst 2 Mitarbeiter gibt, die für den Unterhalt der Spielplätze im Turnusverfahren verantwortlich sind. Bei dringend nötigen Arbeiten wird natürlich sofort etwas unternommen.

Im „A Gadder“-Haus in Beles müssen 13 Dachluken-Fenster ersetzt werden. Die aktuellen sind mittlerweile in einem sehr schlechten Zustand, da die Holzverkleidung verfault ist. Der Kostenbetrag liegt hierfür bei 46.000 €. Gleiches Szenario in der Schule 2000 in Zolwer. Dort müssen aus demselben Grund 10 „Velux“-Fenster erneuert werden. Die Kosten hierfür 38.000 €.

Ein zusätzlicher Kostenvoranschlag in Höhe von 45.000 € ist nötig um die Asbestentsorgung im Horsmans-Haus in der rue de Soleuvre in Beles zu finanzieren. Während den laufenden Arbeiten war festgestellt worden, dass der

Bodenbelag asbestverseucht ist. Die Baustelle wurde zunächst gestoppt, um zuerst die fachmännische Entsorgung durchzuführen.

2 neue Bushäuschen bei den Haltestellen „ZARE“ in der rue d'Esch in Ehleringen und „Cité Tornaco“ in der rue de Niederkorn in Sanem kosten insgesamt 37.500 € und stellen eine Verbesserung für Leute, die den öffentlichen Transport nutzen, dar.

Die Kosten für neue Schutzkleidung der lokalen Feuerwehr betragen 23.016 €. Die Kleidung des Modells S-GARD HERO bieten mehr Schutz und Komfort. Diese sind mit einem gesetzeskonformen Gurtgeschirr für Einsätze an einem Hängegerüst ausgestattet und uniform mit der Kleidung des gemeinsamen Einsatzzentrums SADIFF.

Die lokale Feuerwehr erhält zudem auch einen gebrauchten Gabelstapler für 17.550 €. Dieser wird benötigt, um Material in hohen Regalen zu erreichen. Zuerst war ein Kran geplant, jedoch ist ein Gabelstapler flexibler, auch um außerhalb des Zentrums Material hin und her zu transportieren.

Die Heizung im Kulturzentrum in der rue du Knapp in Zolwer muss dringend ausgetauscht werden. Die aktuelle Installation aus dem Jahr 1981 fällt immer wieder aus und es gibt darüber hinaus keine Ersatzstücke mehr. Deshalb wird für 20.000 € eine neue, moderne Heizungsanlage mit Gaskondensator und 49 Kilowatt Leistung angeschafft.

Der Austausch einer mobilen Hebebühne in der Mehrzweckhalle in Sanem schlägt mit 16.500 € zu Buche. Die bestehende ist bereits 27 Jahre alt und entspricht somit nicht mehr den aktuellen Sicherheitsvorschriften.

Die neuen Heizkörper in der Hausmeisterloge der Roude Wee-Schule in Beles kosten 15.000 €. In diesem Rahmen fragte CSV-Gemeinderätin wer noch neben dem Hausmeister dieser Schule über eine Dienstwohnung verfügt und wie dies gehandhabt wird gegenüber jenen Hausmeistern die privat wohnen. Bürgermeister Georges Engel (LSAP) antwortete, dass es noch einen in der Beles-Post-Schule gibt. Für die Dienstwohnungen müssen die Hausmeister natürlich Miete zahlen.

Ein Teil der Schaumgummiblöcke (20%) in den Turngraben im GYMNIKUSS müssen alle 2 Jahre erneuert werden. Die Kosten hierfür belaufen sich auf 13.000 €

Der neue Zwischenboden für 12.000 € im Lagerraum des KUSS (Kultur- und Sportzentrum in Zolwer) ermöglicht es mehr Material aufzubewahren.

10.000 € werden gebraucht um 2 Holzhütten in der neuen Kleingartenanlage im Matgesfeld in Beles zu errichten. Somit hätten die Pächter der Gärten die Möglichkeit ihr Material dort zu lagern. Gemeinderätin Carine Reuter-Bauler (CSV) fragte nach, ob die Pächter alle über einen eigenen Schlüssel verfügen werden. Bürgermeister Georges Engel (LSAP) ging davon aus und verwies aber auch darauf, dass man bei diesem neuartigen Projekt noch abwarten müsse um alle Details zur Funktionsweise zu erhalten.

Die Erneuerung der Eingangstür der Leichenhalle auf dem Beleser Friedhof kostet 8.000 €.

Der nächste Kostenvoranschlag in Höhe von 3.731 € betraf den Kauf eines „Virtual Reality Bike“ für das gemeindeeigene Alten- und Pflegeheim CIPA „Résidence Op der Waassertrap“ in Beles. Es handelt sich hierbei um einen Heimtrainer mit dem man auf einem Bildschirm in einer virtuellen Realität Fahrrad fahren kann. Laut CIPA-Direktor Alain Willet habe sich herausgestellt, dass diese Art der Heimtrainer hauptsächlich in Alten- und Pflegeheimen genutzt wird, weil der interaktive Radsport eine gute Auswirkung auf die Senioren hat. Durch die sportliche Aktivität und die Bilder der Entdeckungstour werden die älteren Bewohner positiv stimuliert.

Zudem erhält das CIPA auch eine Trainingspuppe für 2.853 €. Diese wird dann für Weiterbildungskurse und Übungen im Bereich Sicherheit, Erste Hilfe, Evakuierung, Defibrillatoren und Reanimation genutzt, was wiederum auch den Bewohnern zu Gute kommt. Gemeinderätin Chantal Faber-Huberty (déi Gréng) fragte ob diese Kurse intern abgehalten werden. Schöffin Simone Asselborn-Bintz (LSAP) teilte mit, dass dies vom Kurs abhängig ist, einige werden im CIPA abgehalten, andere extern.

Letzter Kostenvoranschlag betraf auch wieder das CIPA. Diese erhält für 1.296 € einen neuen PC.

KOMMUNALER RAUMORDNUNGSPLAN UND IMMOBILIENTRANSAKTIONEN

Der nächste Punkt betraf eine punktuelle Abänderung des allgemeinen Bebauungsplans (PAG-plan d'aménagement général). In der rue Dicks-Lentz/rue de France wird ein Grundstück umklassifiziert um dort den zukünftigen Öko-Parkplatz im Rahmen der Neugestaltung von „Al Bieles“ zu ermöglichen. déi Lénk-Gemeinderätin Patrizia Arendt berichtete von aufgeregten

Bürgern, die sich in einem Brief gegen diesen Parkplatz manifestieren und dafür sind, dass die kleine Grünanlage bestehen bleiben soll. Sie befürchten ein vermehrtes Verkehrsaufkommen, das Abholzen von Bäumen und eine Verminderung der Lebensqualität.

Bürgermeister Georges Engel und Schöffe Marco Goelhausen (beide LSAP) erinnerten an das Gesamtkonzept der Verbesserung von „Al Bieles“, das in der vergangenen Sitzung einstimmig verabschiedet worden war. Der neue Parkplatz ist ein Element dieser Neugestaltung. In gemeinsamen Workshops und einer Ortsbegehung wurde das Projekt zusammen mit den Anwohnern ausgearbeitet. Der Initiator des Briefes hat, ihrer Meinung nach, das Konzept und alle Erklärungen nur zum Teil verstanden. Deshalb werde kurzfristig eine Informationsversammlung für die Anwohner der Residenz in dem der Initiator wohnt, einberufen um ihnen das Gesamtprojekt genauer zu erklären.

Gemeinderätin Nadine Tornambé-Duchamp (LSAP) berichtete zudem, dass der gleiche Anwohner vor einigen Jahren an die Verkehrskommission herangetreten war, mit der Anfrage in seiner Straße (Sackgasse rue des Jardins) im Wendehammer Parkplätze zu schaffen, was ganz und gar nicht kohärent zu den jetzigen Forderungen ist.

Danach wurde der verschobene Punkt bezüglich der Renaturierung der „Brillbaach“ in Ehleringen behandelt. Biologe Frank Sowa vom Naturschutzsyndikat SICONA-Ouest war dann auch anwesend und präsentierte das 50.000 € teure Projekt. Es geht hauptsächlich darum Verbesserungen vorzunehmen wie z.B. Ufersenkungen und die Anlage einer Schotterpassage. DP-Gemeinderätin Patricia Speck-Braun fragte ob der kleine Wasserlauf beim Kulturschapp nicht mit in diesem Projekt einbezogen werde. Herr Sowa teilte mit, dass für das Wasserwirtschaftsamt dieser Zulauf kein Problem darstelle und deshalb dort nicht extra Arbeiten vorgesehen sind.

Die Konvention mit der Firma NAOS betrifft die Verwaltung und den Unterhalt der Privatparzellen, die aber der Öffentlichkeit zugänglich sind, auf dem Square Mille in Belval. Hierbei geht es um die Flächen zwischen den Gebäuden, die von Fußgängern benutzt werden können, obwohl es sich um Privatbesitz handelt. Im Gegenzug zum Nutzungsrecht für die Allgemeinheit, verpflichtet sich die Gemeinde zur leichten Wartung und Pflege dieser Flächen. Bürgermeister Georges Engel (LSAP) erinnerte daran, dass dies nicht die erste Konvention dieser Art sei. Im Dezember 2016 wurde bereits solch eine mit dem Unternehmen CTI unterzeichnet.

Die Konvention und die Ausführungsvereinbarung für das Bauprojekt „Um Geesserwee“ in Beles wurden ebenso einstimmig verabschiedet. Die SNHBM (Société Nationale des Habitations à Bon Marché) baut hier 93 Einfamilienhäuser und 11 Residenzen. In diesem Zusammenhang wurde auch der Tauschakt betreffend Grundstücke bewilligt. Die Gemeinde übergibt der SNHBM 5 Parzellen mit einer Gesamtfläche von 398,95 Ar und erhält im Gegenzug eine Parzelle von 33,15 Ar und 3,1 Mio. €.

Daraufhin folgten 5 weitere Immobilientransaktionen, die alle ohne Gegenstimme verabschiedet wurden.

RESTANTENETAT UND DIVERSE BUDGET-MODIFIKATIONEN

Gemeindeeinnahmer Luc Theisen war dann anwesend um dem Gemeinderat den Restantenetat 2016 zu präsentieren. Die noch offenen Rechnungen ergeben einen Gesamtbetrag von 125.356 €, von denen der „Receveur communal“ vorschlug 19.261 € zu erlassen, da diese Summe als uneintreibbar gilt. 65% dieses Betrages bestehen aus 2 Fällen, zum einen ein ausländischer Unfallverursacher und zum anderen die Insolvenz eines Restaurants. Im Vergleich zu den vergangenen Jahren war zu bemerken, dass die Restsummen sich auch dieses Jahr auf einem sehr niedrigen Niveau befinden. CSV-Gemeinderätin Nathalie Morgenthaler fragte nach den Zahlen mit einem Minus, ob diese Personen zu viel bezahlt haben. Gemeindeeinnahmer Luc Theisen erklärte, dass diese Personen eine Gutschrift zu Gute haben. Durch die differenzierte Buchhaltung kann diese nicht so einfach auf einer nächsten Kostenaufforderung verrechnet werden. Gemeinderat Jemp Schlessler (LSAP) erinnerte daran, dass man sich scheuen sollte, bei Zahlungsschwierigkeiten mit der „Recette communale“ zu sprechen um dann zusammen einen Abzahlungsplan auszuarbeiten.

Danach gab Gemeinderat und Präsident der Finanzkommission Jemp Schlessler (LSAP) alle wichtigen Informationen bezüglich mehrerer Subventionsanfragen von diversen Vereinigungen. Hierbei erhielt der Interessenverein Ehleringen eine finanzielle Unterstützung in Höhe von 450 € für die Teilnahme am Wettbewerb „Villes et villages fleuris 2016“.

Wie jedes Jahr spendet die Jugendkommission die Erlöse ihres „Youth on stage“-Konzertes an eine gemeinnützige Vereinigung. Dieses Jahr sind es 700 € an die „Géint Gewalt u Kanner asbl“, die sich um Kinder und Jugendliche kümmert.

Der Gemeinderat bewilligte danach auch eine Subvention an die 4 lokalen Musikvereine. Es handelt sich hierbei um 4.485 € für einen Jugendlehrgang, den die Vereine alle 2 Jahre zur Vorbereitung auf das gemeinsame Konzert der Jugendmusiken machen. Der Betrag setzt sich aus den Übernachtungen in einer Jugendherberge, den Getränken und dem Mietpreis für den Bus für die 83 Teilnehmer zusammen.

Nachdem Schöffe Marco Goelhausen (LSAP) alle nötigen Erläuterungen gegeben hatte, gab der Gemeinderat auch seine Zustimmung zur Abschlussrechnung 2015 der „Jugendtreff SaBa asbl“.

Danach kam Bürgermeister Georges Engel (LSAP) auf die diversen Budgetanpassungen zu sprechen. Erwähnenswert sind hierbei die Mehrausgaben zugunsten des Empfangsbereiches im Gemeindehaus in Beles. Für 35.000 € wird der „Accueil“ vergrößert, um die 2 bestehenden Sitzposten zu verdoppeln. So können auch 4 Bürger gleichzeitig bedient werden.

SOZIALAMT-ENTSCHEIDUNGEN, SCHUL-ORGANISATION 2017/2018 UND KONVENTIONEN

Bei der Abstimmung zu 4 Entscheidungen des Sozialamt-Vorstandes waren sich die Gemeinderäte wieder uneinig. Gemeinderat und Präsident des „Office social“ Jemp Schlessler gab hierzu alle Erklärungen. Die 2 Nominierungen auf Halbtagsposten (Marie Kieffer und Mylène Philippy-Theis) wurden von den Gemeinderäten Jos Piscitelli (LSAP) und Patrizia Arendt (déi Lénk) nicht mitgetragen. Die 2 internen, bilanztechnischen Transfers von Restfonds wurden aber einstimmig angenommen.

Gemeinderat Jos Piscitelli (LSAP) begründete seine Entscheidung mit denselben Argumenten wie in der vergangenen Sitzung. Er sei noch immer der Meinung, dass diese Posten nicht mehr für „Epicerie solidaire“ zur Verfügung stehen und ist mit dieser Personalpolitik nicht einverstanden. Zudem entwickle sich die „Epicerie“ immer mehr zu dem, was man nicht gewollt hatte. Immer weniger Kunden des „Office social“ kommen dorthin um einzukaufen. Gemeinderat Jemp Schlessler (LSAP) berichtete von der Arbeitsgruppe mit Vertretern der „Epicerie“ und des Sozialamtes, die sich zum 1. Mal getroffen hat. Diese Zusammenkunft und die Diskussionen seien sehr positiv und konstruktiv gewesen, so dass er der

weiteren Zusammenarbeit sehr zuversichtlich entgegenblicke. Es gehe voran und das Projekt wird weiterhin unterstützt, auch wenn vielleicht nicht mehr in der Art und Weise wie vorher.

Er sei erstaunt darüber, dass weniger Leute in die „Epicerie“ einkaufen gehen. Es sei nicht so, dass das Sozialamt die Leute nicht mehr dorthin schicke. Auch wenn der Gutschein reduziert wurde, könne dies nicht allein die Ursache sein.

Gemeinderätin Patrizia Arendt (déi Lénk) fragte warum und wieviel der Gutschein heruntergesetzt wurde. Gemeinderat Jemp Schlessler (LSAP) erklärte, dass nach einer Analyse festgestellt wurde, dass der Betrag des Gutscheins, den das Sozialamt bisher verschenkt hatte, mit 75 €/Woche der höchste im ganzen Land war. Nun habe man die Gutschrift auf 60€/Woche für eine Testphase von 6 Monaten heruntergesetzt. Die Sozialarbeiter haben mit den Kunden gesprochen, denen dieser Betrag mehr als ausreiche um das Nötigste zu bekommen und haben deshalb dem Vorstand vorgeschlagen den Gutschein zu vermindern. Zudem beziehen die meisten Kunden zusätzlich noch den FEAD (Fonds européens d'aide aux plus démunis), mit dem sie die essenziellen Lebensmittel bereits erhalten. Die Gutschrift des Sozialamtes ist ein Bonus. Dies sei auch keine Sparmaßnahme, im Falle eines Bedarfs kann der Betrag auch wieder aufgestockt werden. Gemeinderätin Patrizia Arendt (déi Lénk) ließ sich nicht überzeugen und sprach von einem schlechten Beigeschmack dieser Maßnahme. Es sei zudem unangebracht sozial schwächere Leute als „Kunden“ zu bezeichnen, diese seien Empfänger eines Dienstes. Sozialarbeiter seien oft verdammt, nur „Elendsverwalter“ zu spielen. Das gehe in die falsche Richtung. Viele Sozialhilfeempfänger würden wie unmündige Bürger behandelt, indem ihnen vorgeschrieben wird was und was nicht „essenzielle Lebensmittel“ sind. Bürgermeister Georges Engel (LSAP) widersprach ihren Aussagen vehement. Die Sozialarbeiter in Sanem verrichten eine gute Arbeit und die Bezeichnung „Kunde“ sei ganz geläufig im Sozialbereich. Gemeinderat Jos Piscitelli (LSAP) wollte diese Diskussion relativieren. Er habe sich in der letzten Zeit viel im sozialen Bereich aufgehalten und dabei festgestellt, dass es effektiv verschiedenartige Sozialarbeiter gibt, auch in unserer Gemeinde, die „Elendsverwalter“ sind, es gibt aber auch noch immer jene die engagiert sind und sich einsetzen. Es sei nicht alles Schwarz und Weiß. Er habe ein Problem damit, dass jetzt Sozialarbeiter entscheiden sollen was jemand braucht und was das Nötigste für jemand anderen sein soll. Das ganze Projekt fange an aus dem Ruder zu laufen. Gemeinderätin Carine Reuter-Bauler (CSV) als Mitglied des Sozialamt-Vorstandes verteidigte die Entschei-

dung zur Runtersetzung des Gutscheins. Man habe festgestellt, dass oft der Gutschein nicht ganz aufgebraucht wurde und dann eher Unnötiges gekauft wurde.

Schulschöffin Myriam Cecchetti (déi Gréng) präsentierte im Anschluss daran die provisorische Schulorganisation für das kommende Jahr. Insgesamt sind 1.530 Schüler in 92 Klassen eingeschrieben. Hiervon 133 Kinder in 7 Précoce-Klassen, 323 Kinder in 19 Klassen und 1.067 in 65 Klassen.



Die Schulorganisation 2017/2018 wurde gestimmt.

Eine weitere Information betraf die Roude Wee-Schule. Diese platzt aus allen Nähten. Zunächst wurden die Eltern angeschrieben, ihre Kinder in die Schulen in ihrem Wohnsektor einzuschreiben. Dem folgten aber die wenigsten. Deshalb musste die Gemeinde dieses Jahr alle neuen Anfragen (Cycle 1) aus einem anderen Schulsektor ablehnen. Diese Situation wird sich aber verbessern sobald der Schulkomplex in Belval fertiggestellt sein wird.

Anschließend ging es um die finanzielle Beteiligung der Gemeinde bei den „M-Pass“-Abonnements für Gemeindemitarbeiter und die dazugehörige Konvention. Mobilitätsschöffe Marco Goelhausen (LSAP) erklärte zunächst, dass am 6. Februar 2015 der Gemeinderat bereits eine Subvention von 20% des Anschaffungspreises (also 88 € von 440 €) bewilligt hatte. Die Gehältervereinbarung vom 5. Dezember 2016 sieht nun aber einen reduzierten Tarif von 150 € für den M-Pass für alle Staatsbeamten vor. Dadurch kam die Überlegung, dies auch auf die Gemeinden anzuwenden. Somit beteiligt sich der „Verkéisbond“ mit 132 € (30%). Die Gemeinde legt dann noch 36%, also 158 € pro M-Pass hinzu.

Schöffe Marco Goelhausen (LSAP) fuhr anschließend weiter fort und informierte über die alljährliche Konvention „Services pour Jeunes“ mit dem Jugendtreff SaBa asbl.

Die nächste Konvention zwischen der Gemeinde,

dem Betreiber (Delimo Sàrl) der Brasserie und der FLBP (Fédération luxembourgeoise de Boules et de Pétanque) betraf die Bedingungen bezüglich der Vermietung des Veranstaltungsraumes im 1. Stock des Boulodrome. Dieser Saal wird in der Woche von montags 8 Uhr bis freitags 18h00 von der Gemeinde verwaltet. Hierbei gilt das übliche Reservierungsformular wie für alle anderen Gemeindesäle. Von freitags 18 Uhr bis Sonntagabend wird der Raum über den Betreiber der Brasserie vermietet, allerdings müssen Gemeindeverwaltung und die FLBP darüber informiert werden. Um jeglichen Diskussionen aus dem Weg zu gehen, wurde vereinbart, dass der Betreiber am Wochenende die gleichen Tarife (den Kategorien entsprechend) wie die Gemeinde anwenden muss. Die Reinigung wird immer vom Betreiber übernommen, die Kosten von 50 € werden nach jeder Veranstaltung dann der Gemeinde verrechnet, erklärte Bürgermeister Georges Engel (LSAP).

Zur Konvention zwischen der Gemeinde und dem Verein „Les Amis de la Fleur Belvaux“ betreffend die Gärten im Matgesfeld gab danach Umweltschöffin Myriam Cecchetti (déi Gréng) alle Informationen. Es geht vor allem darum, dass der Verein sich um die Verwaltung der Gärten kümmern wird. Die „Amis de la Fleur“ wird die Verträge mit den einzelnen Pächtern abschließen und wird auch dafür zuständig sein, dass die Konditionen eingehalten werden.

Anschließend übernahm Schöffe Marco Goelhausen (LSAP) das Wort um die Konvention der Gemeinde mit der „Ambiance jardins asbl“ zu erläutern. In diesem Dokument werden die Rechte und Pflichten der jeweiligen Partner für die Veranstaltung „Ambiance Jardins 2017“ festgehalten.

Daraufhin gab Bürgermeister Georges Engel (LSAP) bekannt, dass das in der vergangenen Sitzung gestimmte neue Friedhofsreglement vom Innenministerium verworfen wurde. Es wurden kleinere, textuelle Änderungen vorgeschlagen, bei denen es hauptsächlich um die Terminologie geht. Des Weiteren muss Artikel 14 abgeändert werden. In diesem wurde festgehalten, dass die Konzession im Jahr vor dem Ablauf verlängert (um 10 oder 30 Jahre) werden muss. Das Ministerium hat aber darauf hingewiesen, dass man laut Gesetz die Verlängerung auch noch während eines Jahres nach Ablauf der Konzession beantragen kann. Wenn dies nicht in dem Zeitraum geschieht, dann hat man noch 6 Monate nach dem Erinnerungsschreiben noch einmal 6 Monate Zeit zur Verlängerung. Diese Anpassungen wurden dann einstimmig bewilligt.

Schöffe und Präsident des CIGL (Centre d'intervention et de Gestion Locale) Sanem Marco Goelhausen (LSAP)

präsentierte im Anschluss daran die Bilanz 2016. Die Abänderung in der Zusammensetzung der beratenden Kulturkommission wurde ebenso einhellig gutgeheißen.

Einige Modifikationen gab es dann im Verkehrsreglement der Gemeinde Sanem. Mobilitätsschöffe Marco Goelhausen (LSAP) klärte über alle einzelnen Abwandlungen auf. So werden u.a. die „Fußgängerzonen“ in den allgemeinen Bestimmungen eingefügt und das Stationieren in der rue Metzlerlach in Richtung Michel Rodange in Zolwer verboten.

Die abgeänderte Verkehrsverordnung als auch die temporären Verkehrsregelungen wurden ohne Einwände bewilligt.

In der rezenten Vergangenheit wurde das Thema der Lebensmittelverschwendung in Luxemburg immer wieder aufgegriffen. Schöffin Myriam Cecchetti (déi Gréng) erklärte diesbezüglich die nationale Sensibilisierungskampagne „Ensemble contre le gaspillage alimentaire!“. Da Sanem bereits viele Elemente der Kampagne seit längerem z.B. in den Maison Relais, umsetzt, sei es wichtig mitzumachen. Während den Umweltwochen werde eine pädagogisch orientierte Ausstellung stattfinden. Der Gemeinderat stimmte dem Beitritt der Gemeinde zu dieser Aktion zu. In diesem Zusammenhang klärte sie über die von Schöffin Simone Asselborn-Bintz (LSAP) aufgeworfene Frage über den Unterschied zwischen der Aktion „Gesond iessen-méi bewegen“ (Sensibilisierung für gesunde Ernährung und mehr Bewegung) und der Aktion „Sou schmaacht Lëtzebuerg“ (Unterstützung Luxemburger Lebensmittel) auf.

Im Anschluss gab Guy Theis (Präsident des Schulkomitees) alle Erklärungen zum internen Permutations-Reglement des Schulpersonals und zu den PDS-Perspektiven (plan de développement de l'établissement scolaire) der 6 Schulen in der Gemeinde Sanem, die dann auch einstimmig verabschiedet wurden.

FRAGE VON DÉI LÉNK BEZÜGLICH DER WOHNUNGSPOLITIK

Gemeinderätin Patrizia Arendt (déi Lénk) hatte im Vorfeld eine schriftliche Anfrage an den Schöffenrat gerichtet. Hierbei ging es um die Wohnungspolitik der Gemeinde (siehe Procès-verbal). Sie warf dem Schöffenrat vor selber kaum bis gar nichts in Sachen sozialem Wohnungsbau zu unternehmen und unterstrich dabei, dass Sanem laut ProSud-Studie 2014 mit 2,19% über den zweit-

niedrigsten Anteil an Sozialwohnungen in der Südregion verfügt. Bei den aktuellen Projekten Taupeschwiss (Gemeinde), den geplanten 133 Studentenwohnungen im ehemaligen Altersheim in Zolwer (Fonds du Logement) und "Geesserwee" in Beles (SNHBM) handelt es sich zum Großteil über Wohnungsverkauf. Dabei stelle sich gerade bei Mietwohnungen ein großer Bedarf. In diesem Zusammenhang wollte sie Details erfahren über die Anzahl der Gemeindewohnungen, über die Anzahl der vom Fonds du Logement bzw. SNHBM verkauften/vermieteten Wohnungen, welcher Anteil des Projektes „Geesserwee“ zur Miete vorgesehen ist und die Anzahl der leerstehenden Privatwohnungen in der Gemeinde.

Bürgermeister Georges Engel (LSAP) ließ zunächst wissen, dass er keine Probleme mit den gestellten Fragen habe, da er hier die Gelegenheit nutzen kann um aufzuzeigen, dass die Gemeinde im Gegensatz zur Behauptung von déi Lénk, sehr wohl vieles im sozialen Wohnungsbau unternimmt. Jedoch finde er die Aussage bezüglich der 18 Häuser in Sanem in der Präambel skurril. Es gibt eine Arbeitsgruppe, bestehend aus den verschiedenen Parteien und Experten, die sich genau mit diesem Dossier auseinandergesetzt hat. Und nun werde in einer öffentlichen Gemeinderatssitzung die Konditionen bekannt gegeben, noch ehe die Arbeitsgruppe, die lange an diesem Projekt gearbeitet hat, selber die Vorschläge und Resultate definitiv verabschiedet hat.

Für ihn ist Sozialpolitik auch Wohnungsbaupolitik. Als man 2005 an die Mehrheit kam, hatte die Gemeinde nur 8 Wohnungen in der Ortschaft Sanem, die bereits Jahre zuvor gekauft worden waren. Er widersprach dem Vorwurf, dass es überhaupt keinen sozialen Wohnungsbau in Sanem gegeben habe und erinnerte dabei an das Fonds du Logement-Projekt im Quartier de l'Eglise in Beles (6 Häuser und 9 Appartements), an die Wohnsiedlung auf dem „Fénelberg“, in der Cité Kaufman (SNHBM, 110 Häuser) und in der Cité Grand-Duc Jean (55 Häuser). Dort verfügt die Gemeinde jedoch über keine eigenen Wohnungen.

In den vergangenen Jahren hat die Gemeinde, trotz exorbitanter Wohnungs- und Grundstückspreise, 11 Wohnungen gekauft (u.a. Nr. 12, 18 und 22, 2 Appartements im BIL-Gebäude, 3-Stämm von der Strooss-Wohnungen - alle in der route d'Esch in Beles, das Horsmans-Haus, die Maison 2020, 1 Appartement in Sanem, etc.). 10 weitere Wohnungskäufe stehen in den Startlöchern (6 Seniorenwohnungen, 3 Appartements im Projekt Metzzerhéicht, Berchem-Haus). Zudem wurden Millionen in den Kauf von Grundstücken investiert um sozialen Wohnungsbau betreiben zu können. Von 2011 bis 2016

wurden 5,8 Mio. € in Immobilien und 9,1 Mio. € in Grundstücke investiert. Die Studentenwohnungen auf Belval wurden auch vom Schöfferrat gepusht. Das SNHBM-Projekt (93 Häuser und 90 Appartements) wurde von Seiten der Gemeinde lanciert, Grundstücke wurden zu einem fairen Preis an den Fonds de Logement für die Realisierung des Wënschel-Projektes (24 Häuser und 8 Appartements) verkauft. 68 Wohnungen sind in Belval Nord (Geiben-Projekt) mit der SNHBM geplant, die hauptsächlich vermietet werden. Außerdem baut die Gemeinde 18 Häuser in Sanem, die bereits von Gemeinderätin Patrizia Arendt (déi Lénk) angesprochen hatte. Zudem auch noch das Asylbewerberheim in Sanem. Außerdem werden 300 Flüchtlinge im ehemaligen Altenheim in Zolwer untergebracht. Der Schöfferrat habe in der Vergangenheit also sehr große Anstrengungen unternommen, die eine Langzeitwirkung haben werden, so Bürgermeister Georges Engel (LSAP).

Danach war zu erfahren, dass alle Gemeindewohnungen bewohnt sind, bis auf die die derzeit renoviert werden. Beim Projekt „Geesserwee“ werden die Häuser mit einem „droit de superficie“ verkauft und 1/3 der Appartements sind zur Vermietung gedacht. Zur Anzahl der leerstehenden Privatwohnungen in der Gemeinde konnte Bürgermeister Georges Engel (LSAP) keine Angaben geben. Die Möglichkeit bestehe, dennoch wird die Zahl nie 100% stimmen, da es von verschiedenen Faktoren abhängig ist. Es war zeitlich nicht möglich übers Wochenende diese Zahlen zusammenzukriegen.

Gemeinderat Alain Cornély (déi Gréng) und Schöffin Simone Asselborn-Bintz (LSAP) stimmten Bürgermeister Georges Engel (LSAP) zu, dass die Resultate der Arbeitsgruppe nun hier auf diesem Wege mitgeteilt und veröffentlicht werden.

Déi Lénk-Gemeinderätin sah dies anders. Die Arbeitsgruppe sei ja kein Geheimclub und man könne doch öffentlich und transparent diskutieren. Sie habe ein anderes Politikverständnis.

CSV-Gemeinderätin Nathalie Morgenthaler kam auf die Ausschreibung des Koordinators für die „Epicerie solidaire“ zu sprechen. In der Annonce stand, dass die Anträge an den Schöfferrat gerichtet werden sollen. Deshalb wollte sie wissen, ob die asbl dann kein Mitspracherecht bei der Auswahl dieser Person hat. Bürgermeister Georges Engel (LSAP) teilte mit, dass der Schöfferrat festgehalten hat, dass der Koordinator von der Gemeinde eingestellt wird und dann der „Epicerie

solidaire“ zur Verfügung gestellt wird. Heute stand die Schaffung nicht auf der Tagesordnung, da das Ausschreibungsprofil ziemlich offengehalten wurde (Abschluss, Berufserfahrung, etc.) und dadurch man heute noch nicht genau weiß, welche Karrierelaufbahn diese Person haben wird. Bei der Einstellung werde die asbl natürlich ein Mitspracherecht haben und auch an den Einstellungsgesprächen teilnehmen können. Die CSV-Gemeinderätin tat sich damit schwer, dass sie in einem Gremium einer asbl sitze, die dann von der Gemeinde diktiert bekommt, wer dort arbeiten soll. Gemeinderätin Patrizia Arendt (déi Lénk) kritisierte ebenfalls diese intransparente Vorgehensweise. Sie könne auch nicht nachvollziehen, warum jetzt das Profil so breitgehalten wurde, da die Bedürfnisse bekannt seien (durch die Präsentation der „Epicerie solidaire“ in einer vergangenen Sitzung).

Gemeinderat Jos Piscitelli (LSAP) bemerkte, dass dies nie so ausgemacht wurde, dass die Stelle von der Gemeinde übernommen wird. Er habe vor 6 Monaten ein Profil gehabt, der Schöfferrat werde sehen, dass die jetzt eintreffenden Kandidaturen schwierig zu beurteilen sein werden. Es sei auch juristisch kritisch zu sehen, dass die Gemeinde als Arbeitgeber einen Arbeitnehmer an eine asbl ausleiht. Was passiere z.B. wenn die asbl oder die Kooperative nicht zufrieden mit der Person ist. Er betonte aber, dass das ausgeschriebene Profil gut aufgesetzt ist. Schöffin Myriam Cecchetti (déi Gréng) wollte klarstellen, dass die Übernahme des zukünftigen Geschäftsführers durch die Gemeinde nie von der asbl angefragt worden sei. Man habe nur eine Zusammenarbeit angefragt. Sie habe gemischte Gefühle bei dieser Sache und es gebe noch zu viele offene Fragen, die unbedingt geklärt werden müssen.

Danach wollte Gemeinderätin Nathalie Morgenthaler (CSV) noch wissen, wer dafür zuständig ist, eventuelle Müllverschmutzung (Fotos die in den sozialen Medien zirkuliert hatten) auf dem Gaalgebierg zu kontrollieren und zu sanktionieren. Bürgermeister Georges Engel (LSAP) und Schöffin Myriam Cecchetti (déi Gréng) informierten, dass der Bannhüter dafür zuständig ist. Außerdem sorgt der technische Dienst dafür, dass die Müllcontainer bei bekannten Veranstaltungen leer sind. Zudem gibt es extra für die Grillasche vorgesehene Ablagen. Jedoch bestehe das Problem darin, dass sich leider nicht alle Leute daran halten.

Gemeinderätin Patrizia Arendt (déi Lénk) hatte dann noch zwei Fragen zur Kampagne gegen die Umgehungsstraße von Bascharage. Auf die Frage wann die Broschüren ausgeteilt werden, konnte Bürgermeister Georges Engel (LSAP) informieren, dass die Verteilung

seit heute im Gange ist. Die andere Frage bezog sich auf die Aufrufzahlen und das Feedback der eigens hierfür geschaffenen Internet Seite und auf das Video. Kommunikationsbeauftragter Cliff Schmitt informierte, dass keine genauen Zahlen vorliegen, das Video 30.000mal auf Facebook angeschaut wurde. Zu ihrer Frage nach dem nächsten „Informationsblatt“ konnte Bürgermeister Georges Engel (LSAP) mitteilen, dass der Gemeinderat die Berichte von November und Dezember bald erhalten werde.

PERSONAL ENTSCHEIDUNGEN

Der Schöffe Marco Goelhausen (LSAP) veranschaulichte danach die Schaffung von einigen neuen Posten im technischen Dienst (2 Reinigungskräfte und 1 Handwerker) und in der Maison Relais (3 Berufsfahrer). Schöffin Simone Asselborn-Bintz (LSAP) erklärte dann auch die Kreation der neuen Stelle eines Qualitätsmanagers im CIPA „Résidence Op der Waassertrap“. Dieser soll dann verantwortlich sein die Zertifizierungen weiterzuentwickeln, zuständig für die Weiterbildungskurse des Personals und zudem dem Personalbüro bei der internen Organisation der Weiterbildung unter die Arme greifen.

Alle Punkte wurden einstimmig verabschiedet.

In der geschlossenen Sitzung wurden dann abschließend 9 Personalentscheidungen getroffen. So erhielt u.a. Gemeindebeamtin Michelle Bour ihre Promotion. Des Weiteren wurden Nathalie Pienkoss, Sandra Vitali, Elisabete Henriques, Susana Texeira, Avdic Safeta und Alexandra Meyer als Hilferzieherinnen in der Maison Relais nominiert.



Commune de Sanem